

**Art. 4.** Le Ministre compétent en matière de Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 29 août 2019

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,

Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances,

O. PAASCH

Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,

H. MOLLERS

—————  
VERTALING

**MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

[2019/204102]

**29 AUGUSTUS 2019. — Besluit van de Regering houdende vastlegging van de programma's in de opleiding tot ondernemingshoofd dakdekker (K02/2019) en zinkwerker-plaatser van metalen dakbedekkingen van gebouwen (E17/2019)**

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 december 1991 betreffende de opleiding en de voortgezette opleiding in de middenstand en de kmo's, artikel 4;

Gelet op de voorstellen van het Instituut voor de opleiding en de voortgezette opleiding in de middenstand en de kmo's, gedaan op 2 mei 2019;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Opleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De programma's in de opleiding tot ondernemingshoofd dakdekker (K02/2019) en zinkwerker-plaatser van metalen dakbedekkingen van gebouwen (E17/2019), in hun versie van 2 mei 2019, worden vastgelegd.

**Art. 2.** De in artikel 1 vermelde programma's in de opleiding tot ondernemingshoofd worden vanaf het opleidingsjaar 2019-2020 trapsgewijs ingevoerd, te beginnen met het eerste jaar van de opleiding tot ondernemingshoofd.

Het Instituut voor de opleiding en de voortgezette opleiding in de Middenstand en de KMO's publiceert de in artikel 1 vermelde programma's op zijn website.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2019.

**Art. 4.** De minister bevoegd voor Opleiding is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 29 augustus 2019

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,

Minister van Lokale Besturen en Financiën

O. PAASCH

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

H. MOLLERS

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2019/14846]

**16 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant divers arrêtés en matière de permis d'environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 3, alinéa 4, 14, §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 6, modifiés par les décrets des 22 novembre 2007 et 13 mars 2014, 17, alinéas 1<sup>er</sup> et 4, modifié par le décret du 4 octobre 2018, 21, alinéa 3, 40, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, § 3, alinéa 2, § 4, § 6, § 7, alinéas 1<sup>er</sup> à 4, remplacé par le décret du 3 février 2005 et modifié par le décret du 22 novembre 2007, 41, modifié par les décrets des 13 mars 2014, et 23 juin 2016, 55, § 7, alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 4, modifié par les décrets des 4 juillet 2002 et 22 novembre 2007, 60, § 3, 65, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par les décrets des 7 juillet 2006, 31 mai 2007 et 22 novembre 2007, 87, alinéa 3, et 95, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, § 3, alinéa 2, § 4, § 6, § 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 3, 4 et 5, remplacé par le décret du 3 février 2005 et modifié par les décrets des 22 novembre 2007 et 20 juillet 2016;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol;

Vu la partie réglementaire du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 avril 2007 déterminant les conditions sectorielles applicables aux établissements présentant des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses;

Vu le rapport de genre établi le 26 mars 2019 conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 9 avril 2019, en application de l'article 84, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, en date du 31 décembre 2008, l'Union européenne a publié le Règlement 1272/2008/CEE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (mieux connu sous la dénomination « Règlement CLP », pour Classification, Labelling, Packaging); que ce texte vise à harmoniser la classification des dangers telle qu'appliquée dans l'Union européenne avec les réglementations internationales; que ce Règlement se base essentiellement sur le Global Harmonised System ou Système Général Harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques proposé par les Nations Unies; que l'harmonisation des classes de risque et des étiquetages y afférents a pour objectifs un plus grand degré de protection des utilisateurs et une plus grande facilité pour les échanges commerciaux internationaux; que l'application du Règlement CLP prévoit la modification et l'abrogation des directives :

1° 67/548/CEE modifiée relative à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances dangereuses. On parle également de cette directive sous l'appellation DSD : « Dangerous Substances Directive »;

2° 1999/45/CE modifiée relative à la classification, l'étiquetage et l'emballage des préparations dangereuses, plus connue sous le nom de « Dangerous Preparations Directive » (DPD);

que le passage du système de classification mis en place par les directives susvisées à celui du Règlement CLP entraîne le reclassement de bon nombre de produits chimiques; qu'à titre d'exemple, là où l'ancienne classification prévoyait trois classes pour la toxicité aiguë par voie orale des substances (Très toxique, Toxique et Nocif), le Règlement CLP envisage quatre catégories (Cat.1 à Cat.4) et que, de plus, aucune valeur seuil utilisée dans la classification précédente ne correspond à celles qui sont utilisées dans le Règlement CLP; que des substances classées parmi les plus toxiques sont donc à présent reléguées en catégorie 2; que, de même, des substances qui appartenaient à deux classes différentes (Très toxique et Toxique, par exemple) peuvent se retrouver dans la même catégorie (Cat. 2, dans ce cas);

que ce décalage entre les valeurs seuils utilisées par les deux systèmes de classification est observé dans toutes les rubriques de danger; que l'implémentation du Règlement CLP entraîne donc non seulement une modification des termes utilisés (catégories au lieu de classe, par exemple), mais également un remaniement en profondeur des diverses classes de danger; que ces modifications ont une implication pour certaines rubriques de l'arrêté du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol; qu'ainsi, par exemple, les classes « Très toxique », « Toxique » et « Nocif » par voie orale disparaissant au profit de « Toxique de Catégorie 1, 2, 3 ou 4 », des rubriques telles que :

1° 63.12.16.01.01 Dépôts de substances, préparations ou mélanges classés très toxiques, autres que les produits agrochimiques, lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 0,01 T et inférieure à 0,1 T;

2° 63.12.16.02.01 Dépôts de substances, préparations ou mélanges classés toxiques (à l'exception des carburants liquides à la pression atmosphérique pour moteurs à combustion interne et du mazout de chauffage), autres que les produits agrochimiques, lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 0,1 T et inférieure à 1 T;

3° 63.12.16.05.01 Dépôts de substances, préparations ou mélanges classés corrosifs, nocifs ou irritants, autres que les produits agrochimiques, lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 0,5 T et inférieure à 20 T,

nécessitent une réécriture, puisque les termes utilisés pour sélectionner la rubrique disparaissent de la nouvelle réglementation; que, de plus, vu qu'il n'existe pratiquement plus aucune concordance entre les classes actuelles et les nouvelles catégories, ni en nombre, ni en ce qui concerne leurs valeurs seuil, il convient de réévaluer l'ensemble des rubriques considérées; que l'adaptation des rubriques au Règlement CLP a été réalisée via soit :

1° un statu quo;

2° une adaptation du libellé des rubriques existantes au libellé du Règlement CLP tout en gardant les seuils existants;

3° une création de rubrique pour les catégories de danger créées dans le cadre de la nomenclature CLP, les seuils ayant été choisis au regard de risque similaire déjà visé par l'arrêté du 4 juillet 2002 susvisé ou au regard des seuils fixés par la directive SEVESO III;

Considérant que, pour la définition des termes qu'elle utilise, la rubrique 01.39.04 se réfère à la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux; que cette loi a été abrogée et remplacée par le décret du 4 octobre 2018 relatif au Code wallon du Bien-être des animaux; qu'il convient donc d'adapter la rubrique 01.39.04 afin qu'elle se réfère aux nouvelles définitions portées par le décret susvisé;

Considérant que pour les rubriques 01.21 et 01.31, la définition des classes relatives aux permis d'environnement spécifiquement pour le secteur ovin et caprin, telles que définies à l'origine par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, pour ce qui concerne les rubriques 01.20 à 01.49.03, prévoit que à moins de 125 m d'une zone sensible, la définition de l'appartenance à une classe pour une exploitation ovine ou caprine y est en effet calquée sur la définition relative à l'espèce bovine, soit une exploitation de classe 1 à partir de 501 bovins, ovins ou caprins de plus de 6 mois. Au-delà de 125 m, ce seuil est porté à 801 ovins ou caprins de plus de 6 mois;

Considérant que le susmentionné arrêté avait pour orientation de classer les activités agricoles uniquement sur base des nuisances olfactives. La partialité de la démarche et les méthodes ayant servi à la définition des classes ont, à l'époque, été remises en question;

Considérant que la réalité de production du secteur ovin et caprin, à savoir qu'avec 1 unité de main d'œuvre pour environ 400 à 500 femelles reproductrices (hors transformation fromagère ou circuit court), une exploitation de 500 ovins ou caprins est bien éloignée de l'image d'élevage « industriel » qui se rattache aux exploitations de classe 1;

Considérant que les règles en vigueur dans les régions et pays limitrophes sont très variables et pour certaines ne soumettent pas les espèces ovines et caprines à permis d'environnement de classe 1;

Considérant que maintenir la classe actuelle de ces exploitations menace des exploitations familiales ovines et caprines dans leur capacité à exploiter, à travers des conséquences négatives actuelles (frein au développement d'une spéculation ovine ou caprine en activité principale, frais liés à la demande de permis de classe 1 non supportables pour une exploitation agricole familiale, etc.) et potentielles (la classe pourrait être un critère d'exclusion dans des projets de loi à venir). Il est à rappeler que la réalisation d'une étude d'incidence telle qu'imposée pour les exploitations de classe 1 présente un coût excessivement élevé;

Considérant les éléments ci-avant qui pointent une iniquité évidente entre spéculations d'élevage, entre autres en lien avec la nuisance olfactive que ces dernières occasionnent, il est nécessaire de changer la classe de ces exploitations;

Considérant que la rubrique 45.12.01 traite en une seule rubrique deux exploitations fondamentalement différentes, à savoir le forage et l'équipement de puits destinés d'une part au stockage de déchets nucléaires et d'autre part destinés à recevoir des sondes géothermiques;

Que ces activités ne présentent pas le même risque pour l'environnement;

Considérant l'absence de logique entre le classement d'un forage et de l'équipement d'un point destiné à recevoir une sonde géothermique classé en classe 2 et l'installation de pompe à chaleur, rubrique 40.30.02.01 classé en classe 3;

Considérant que le Code du Développement territorial a maintenant exclus les forages du permis d'urbanisme;

Considérant que la géothermie est une énergie renouvelable de premier plan qui puise ses réserves d'énergies dans les nappes phréatiques de la terre. Qu'il s'agit d'une énergie propre et renouvelable qui peut répondre aux grosses demandes d'énergies. Au regard de notre situation énergétique et de la nécessité de diminuer l'impact de l'homme sur la terre, cette source d'énergie est à favoriser; ce que ne permet actuellement pas le classement en classe 2;

Considérant que l'arrêté du 13 décembre 2018 relatif à l'agrément des personnes effectuant un forage ou un équipement de puits destiné à une future prise d'eau souterraine, à l'installation de sondes géothermiques, à la reconnaissance géologique, à la prospection, à l'implantation de piézomètres et modifiant divers arrêtés complète la protection de la ressource en eau lors des forages en ce compris les forages pour la géothermie;

Que, dès lors, au regard de la nécessité de recourir désormais à des énergies renouvelables et au regard de la protection ajoutée par l'arrêté relatif à l'agrément des foreurs, il est, dès lors, proposé de scinder cette rubrique et d'en revoir la classe en fonction de la zone où est effectué le forage;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications à l'arrêté du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 6 de l'arrêté du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, la phrase « Toutes les précautions sont prises pour éviter les atmosphères explosives aux endroits où des produits facilement ou extrêmement inflammables sont utilisés, manutentionnés ou stockés. » est remplacée par la phrase « Toutes les précautions sont prises pour éviter les atmosphères explosives aux endroits où des substances, susceptibles de créer de telles atmosphères, sont utilisées, fabriquées, manutentionnées ou stockées. »;

2° à l'alinéa 4, les mots « Tous les postes de chargement de citernes mobiles ou de réservoirs de carburant sont » sont remplacés par les mots « Tous les postes de chargement de carburant en citernes mobiles ou en réservoirs sont ».

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 19 avril 2007 et 16 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 2, le 7° est abrogé;

b) au paragraphe 2, le 8° devient le point 7°;

c) le paragraphe 3 est remplacé par ce suit :

« § 3. Pour l'application de la section 3 du chapitre II, l'on entend par :

1° accord de coopération : l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'Etat fédéral; la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses;

2° établissement : l'ensemble du site placé sous le contrôle d'un exploitant où des substances dangereuses sont présentes dans une ou plusieurs installations, y compris les infrastructures ou les activités communes ou connexes. Les établissements sont soit des établissements seuil bas, soit des établissements seuil haut;

3° établissement seuil bas : un établissement dans lequel des substances dangereuses sont présentes dans des quantités égales ou supérieures aux quantités indiquées dans la colonne 2 de l'annexe 1<sup>re</sup>, partie 1 ou partie 2, mais inférieures aux quantités indiquées dans la colonne 3 de l'annexe 1<sup>re</sup> de l'accord de coopération, partie 1 ou partie 2, le cas échéant en appliquant la règle de cumul exposée à la note 4 relative à l'annexe 1<sup>re</sup> de l'accord de coopération;

4° établissement seuil haut : un établissement dans lequel des substances dangereuses sont présentes dans des quantités égales ou supérieures aux quantités figurant dans la colonne 3 de l'annexe 1<sup>re</sup> de l'accord de coopération, partie 1 ou partie 2, le cas échéant en appliquant la règle de cumul exposée à la note 4 relative à l'annexe 1<sup>re</sup> de l'accord de coopération;

5° installation : une unité technique au sein d'un établissement et en surface ou sous le sol, dans laquelle des substances dangereuses sont produites, utilisées, manipulées ou stockées; elle comprend tous les équipements, structures, tuyauteries, machines, outils, embranchements ferroviaires, quais de chargement et de déchargement, appontements desservant l'installation, jetées, dépôts ou structures analogues, flottantes ou non, nécessaires pour le fonctionnement de cette installation;

6° accident majeur : un événement tel qu'une émission, un incendie ou une explosion d'importance majeure résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation d'un établissement couvert par l'accord de coopération, entraînant pour la santé humaine ou pour l'environnement, un danger grave, immédiat ou différé, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement, et faisant intervenir une ou plusieurs substances dangereuses;

7° substance dangereuse : une substance ou un mélange relevant de la partie 1 ou figurant dans la partie 2 de l'annexe 1<sup>re</sup> de l'accord de coopération, entre autres en tant que matière première, produit, produit dérivé, résidu ou intermédiaire;

8° mélange : un mélange ou une solution composé de deux substances ou plus;

9° danger : la propriété intrinsèque d'une substance dangereuse ou d'une situation physique de pouvoir provoquer des dommages pour la santé humaine ou l'environnement;

10° risque : la probabilité qu'un effet spécifique se produise dans une période donnée ou dans des circonstances déterminées;

11° stockage : la présence d'une certaine quantité de substances dangereuses à des fins d'entreposage, de mise en dépôt sous bonne garde ou d'emmagasinage;

12° présence de substances dangereuses : la présence réelle ou anticipée de substances dangereuses dans l'établissement, ou de substances dangereuses dont il est raisonnable de prévoir qu'elles pourraient être produites en cas de perte de contrôle des procédés, y compris des activités de stockage, dans une installation au sein de l'établissement, dans des quantités égales ou supérieures aux quantités seuils fixées dans la partie 1 ou dans la partie 2 de l'annexe 1 de l'accord de coopération. Cela inclut également les substances dangereuses autorisées par le permis. ».

**Art. 3.** L'article 2 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Le formulaire général de demande de permis d'environnement est introduit au moyen du formulaire arrêté par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative à l'élevage et à la détention d'animaux visées par les rubriques 01.20 à 01.39, 92.53.01 et 92.53.02 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative à une prise d'eau, un forage, à l'équipement d'un puits et une installation pour la recharge ou les essais de recharge artificielle des eaux souterraines, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative aux installations de tri et regroupement, prétraitement, d'élimination ou de valorisation des déchets, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative aux établissements visés par la directive relative aux émissions industrielles (IED/IPPC), elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative à la gestion des risques industriels Non Seveso, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative aux centres d'enfouissement technique, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets visées par la rubrique 90.24, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative aux installations et activités émettant des gaz à effet de serre, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative aux installations de compostage lorsque la quantité de matière entreposée est supérieure ou égale cinq cent m<sup>3</sup>, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative aux bassins de natation, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative aux installations de biométhanisation visées par la rubrique 93.23.15, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative à un plan de gestion des invendus alimentaires, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative à l'efficacité énergétique, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules routiers à moteur, visées par la rubrique 50.50.04.01, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative aux carrières, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative aux demandes de déversement d'eaux usées des stations d'épuration publiques, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative aux installations de gestion de déchets d'extraction, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative à la valorisation de terres et matières pierreuses visées par les rubriques 14.91, 90.28.01 ou 90.28.02, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative à un établissement dans lequel interviennent une ou plusieurs installations de combustion, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative à une éolienne ou un parc d'éoliennes visé aux rubriques 40.10.01.04.02 et 40.10.01.04.03 de l'annexe Ire de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative aux OGM et aux organismes pathogènes, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement. ».

**Art. 4.** L'article 6 du même arrêté est abrogé.

**Art. 5.** Dans l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots « selon les formalités prévues par l'article 176 du décret ».

**Art. 6.** Dans l'article 15 du même arrêté, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots « selon les formalités prévues par l'article 176 du décret ».

**Art. 7.** Dans l'article 19 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, les mots « 57 à » sont remplacés par les mots « 10, 57 à »;

2° au paragraphe 5, les mots « visé à l'annexe XXIII » sont remplacés par les mots « visé par l'arrêté ministériel du 6 juin 2019 établissant un formulaire relatif aux établissements visés par la directive relative aux émissions industrielles (IED/IPPC) ».

**Art. 8.** L'article 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. Le recours visé à l'article 40 du décret est envoyé au Ministre de l'Environnement, à l'adresse du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. Il est établi au moyen du formulaire dont le modèle est arrêté par le Ministre de l'environnement. ».

**Art. 9.** Dans l'article 22 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014, le mot « transmet » est remplacé par le mot « envoie ».

**Art. 10.** Dans l'article 23 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014, le mot « transmet » est remplacé par le mot « envoie ».

**Art. 11.** Dans l'article 25 du même arrêté, les mots « par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou le lui remettent contre un récépissé » sont remplacés par les mots « selon les formalités prévues par l'article 176 du décret ».

**Art. 12.** Dans l'article 27, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 22 janvier 2004 et 16 janvier 2014, les mots « conformément à l'annexe XIX » sont chaque fois remplacés par les mots « arrêté par le Ministre de l'environnement ».

**Art. 13.** L'article 30 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 30. Le formulaire général de demande de permis unique est introduit au moyen du formulaire arrêté par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative à l'élevage et à la détention d'animaux visées par les rubriques 01.20 à 01.39, 92.53.01 et 92.53.02 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations, activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative à une prise d'eau, un forage, à l'équipement d'un puits et une installation pour la recharge ou les essais de recharge artificielle des eaux souterraines, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative aux installations de tri et regroupement, prétraitement, d'élimination ou de valorisation des déchets, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative aux établissements visés par la directive relative aux émissions industrielles (IED/IPPC), elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative à la gestion des risques industriels Non Seveso, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative aux centres d'enfouissement technique, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets visées par la rubrique 90.24, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative aux installations et activités émettant des gaz à effet de serre, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative aux installations de compostage lorsque la quantité de matière entreposée est supérieure ou égale cinq cents m<sup>3</sup>, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative aux bassins de natation, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative aux installations de biométhanisation visées par la rubrique 93.23.15, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative à un plan de gestion des invendus alimentaires, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative à l'efficacité énergétique, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules routiers à moteur, visées par la rubrique 50.50.04.01, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative aux carrières, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative aux demandes de déversement d'eaux usées des stations d'épuration publiques, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative aux installations de gestion de déchets d'extraction, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative à la valorisation de terres et matières pierreuses visées par les rubriques 14.91, 90.28.01 ou 90.28.02, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative à un établissement dans lequel interviennent une ou plusieurs installations de combustion, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis d'environnement est relative à une éolienne ou un parc d'éoliennes visé aux rubriques 40.10.01.04.02 et 40.10.01.04.03 de l'annexe Ire de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement.

Si la demande de permis unique est relative aux OGM et aux organismes pathogènes, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement. ».

**Art. 14.** Dans l'article 31, § 2, du même arrêté, les mots « la rubrique 63.12.18 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées » sont remplacés par les mots « l'annexe 1<sup>re</sup> de l'accord de coopération ».

**Art. 15.** L'article 34 du même arrêté est abrogé.

**Art. 16.** Dans l'article 36 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2006, le mot « transmettent » est remplacé par le mot « envoient ».

**Art. 17.** Dans l'article 42 du même arrêté, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots « selon les formalités prévues par l'article 176 du décret ».

**Art. 18.** Dans le chapitre II, section 2, du même arrêté, il est inséré une sous-section 3/1 comportant l'article 45/1, rédigé comme suit :

« Sous-section 3/1. Contenu minimum des avis requis lors de l'instruction des demandes de permis unique

Art. 45/1. Les avis visés à l'article 91 du décret contiennent au minimum :

1° l'identification de l'instance consultée;

2° les références du projet;

3° les nom, prénom et qualité de l'auteur de l'avis;

4° la description des incidences du projet;

5° l'examen de l'opportunité du projet au regard des compétences de l'instance consultée;

6° en cas d'avis favorable, les conditions particulières qui relèvent de la compétence de l'instance consultée, et auxquelles devrait être soumise la construction et l'exploitation de l'établissement;

7° en cas d'avis défavorable, les motifs qui le justifient. ».

**Art. 19.** A l'article 46 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « 57 à » sont remplacés les mots « 10, 57 à »;

2° au paragraphe 5, alinéa 2, les mots « visé à l'annexe XXIII » sont remplacés par les mots « par l'arrêté ministériel du 6 juin 2019 établissant un formulaire relatif aux établissements visés par la directive relative aux émissions industrielles IED/IPPC ».

**Art. 20.** L'article 47 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 47. Le recours visé à l'article 95 du décret est envoyé au Ministre qui a les permis uniques dans ses attributions, à l'adresse du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. Il est établi au moyen du formulaire dont le modèle est arrêté par le Ministre de l'Environnement. ».

**Art. 21.** Dans l'article 49 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 4 mai 2006 et 16 janvier 2014, le mot « transmet » est remplacé par le mot « envoie ».

**Art. 22.** Dans l'article 50 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014, le mot « transmet » est chaque fois remplacé par le mot « envoie ».

**Art. 23.** Dans l'article 52, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou le lui remettent contre un récépissé » sont remplacés par les mots « selon les formalités prévues par l'article 176 du décret ».

**Art. 24.** Dans l'article 56, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 22 janvier 2004, 16 janvier 2014 et 22 janvier 2014, les mots « conformément à l'annexe XIX » sont chaque fois remplacés par les mots « arrêté par le Ministre de l'Environnement ».

**Art. 25.** Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 3 du chapitre II, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 avril 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Dispositions complémentaires relatives aux établissements visés par l'accord de coopération ».

**Art. 26.** L'article 59, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 avril 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 59. § 1<sup>er</sup>. Cette section s'applique aux établissements visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 3.

§ 2. La présente section ne s'applique pas :

1° aux établissements, installations ou aires de stockage militaires;

2° aux dangers liés aux rayonnements ionisants provenant de substances;

3° au transport de substances dangereuses et le stockage temporaire intermédiaire qui y est directement lié par route, rail, voies navigables intérieures et maritimes ou par air, y compris les activités de chargement et de déchargement et le transfert vers et à partir d'un autre mode de transport aux quais de chargement, aux quais ou aux gares ferroviaires de triage, à l'extérieur des établissements visés par la présente section;

4° au transport de substances dangereuses par pipelines, y compris les stations de pompage, à l'extérieur des établissements visés par la présente section;

5° à l'exploitation, à savoir la prospection, l'extraction et le traitement, des matières minérales dans les mines et les carrières, y compris au moyen de forages;

6° aux activités de prospection et d'exploitation offshore de matières minérales, y compris d'hydrocarbures;

7° au stockage de gaz sur des sites offshore souterrains, qu'il s'agisse de sites réservés au stockage ou de sites dans lesquels la prospection et l'exploitation de matières minérales, y compris d'hydrocarbures, ont également lieu;

8° aux décharges de déchets, y compris le stockage souterrain de déchets.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, 5° et 8°, relèvent du champ d'application de la présente section :

1° le stockage de gaz souterrain à terre dans les strates naturelles, en aquifères, en cavités salines et dans des mines désaffectées;

2° les opérations de traitement chimique et thermique ainsi que le stockage lié à ces opérations qui entraînent la présence de substances dangereuses;

3° les installations en activité d'élimination des stériles, y compris les bassins de décantation des stériles, qui contiennent des substances dangereuses. ».

**Art. 27.** A l'article 61 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « établissement où des substances dangereuses sont présentes dans des quantités égales ou supérieures à celles indiquées à la colonne 2 et inférieures à celles indiquées à la colonne 3 de l'annexe I de l'accord de coopération » sont remplacés par les mots « établissement seuil bas »;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « sont définis à l'annexe XIII du présent arrêté » sont remplacés par les mots « sont arrêtés par le Ministre de l'Environnement »;

3° au paragraphe 2, les mots « établissement où des substances dangereuses sont présentes dans des quantités égales ou supérieures à celles indiquées à la colonne 3 de l'annexe I de l'accord de coopération » sont remplacés par les mots « établissement seuil haut »;

4° au paragraphe 2, au point 3°, les mots « sont définis à l'annexe XIV du présent arrêté » sont remplacés par les mots « sont arrêtés par le Ministre de l'Environnement »;

5° au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les 1° à 3° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° la transformation ou l'extension peut avoir des implications importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ou;

2° la transformation ou l'extension entraîne une augmentation significative de la quantité de la ou des substances dangereuses présentes;

3° la transformation ou l'extension entraîne une modification significative de la nature ou de la forme physique de la ou des substances dangereuses présentes;

4° la transformation ou l'extension entraîne une modification des procédés qui mettent en œuvre la ou les substances dangereuses. »;

6° au paragraphe 4, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Les critères permettant de déterminer les notions d'implication importante, d'augmentation et de modification significatives, et de modification des procédés sont arrêtés par le Ministre de l'Environnement. ».

**Art. 28.** A l'article 62 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 avril 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « où des substances dangereuses sont présentes en quantités égales ou supérieures aux seuils figurant aux parties 1 et 2 de l'annexe Ire de l'accord de coopération » sont abrogés;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « pour avis au DPA et au Service régional d'Intervention », sont remplacés par les mots « pour avis à la Direction des Risques Industriels Géologiques et Miniers, et au Service régional d'incendie »;

3° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 29.** Dans l'article 72, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « copie du récépissé du versement ou de l'avis de débit » sont remplacés par les mots « preuve du versement ».

**Art. 30.** Dans l'article 73 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, la phrase « A défaut d'envoi d'avis dans les délais prévus, l'avis est réputé favorable à la décision prise. » est abrogée.

**Art. 31.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 73/1 rédigé comme suit :

« Art. 73/1. Les avis visés à l'article 41 du décret contiennent au minimum :

1° l'identification de l'instance consultée;

2° les références du projet;

3° les nom, prénom et qualité de l'auteur de l'avis;

4° la description des incidences du projet;

5° l'examen de l'opportunité du projet au regard des compétences de l'instance consultée;

6° en cas d'avis favorable, les éventuelles conditions complémentaires qui relèvent de la compétence de l'instance consultée, et auxquelles devrait être soumise l'exploitation de l'établissement;

7° en cas d'avis défavorable, les motifs qui le justifient. ».

**Art. 32.** Dans l'article 81 du même arrêté, les mots « par une lettre recommandée à la poste adressée » sont remplacés par les mots « selon les formalités prévues par l'article 176 du décret ».

**Art. 33.** Dans l'article 83 du même arrêté, les mots « par lettre recommandée à la poste » sont chaque fois remplacés par les mots « selon les formalités prévues par l'article 176 du décret ».

**Art. 34.** L'article 85 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 85. Le recours visé à l'article 55, § 7, du décret est envoyé au Ministre de l'Environnement, à l'adresse du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. Il est établi au moyen du formulaire dont le modèle est arrêté par le Ministre de l'Environnement. ».

**Art. 35.** Dans l'article 86 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 22 janvier 2004 et 16 janvier 2014, les modifications suivantes sont arrêtées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé » par les mots « selon les formalités prévues par l'article 176 du décret »;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le recours est porté à la connaissance du public selon les modalités prévues à l'article D. 29-22, § 2, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement, et du paragraphe 4 du présent article. »;

3° dans le paragraphe 3, le mot « remet » est remplacé par le mot « envoie ».

**Art. 36.** Dans l'article 88, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le mot « transmet » est remplacé par le mot « envoie ».

**Art. 37.** Dans le chapitre II du même arrêté, il insère une section 6<sup>ter</sup>, comportant l'article 89<sup>quinquies</sup>, rédigée comme suit :

« Section 6<sup>ter</sup>. Cession

Art. 89<sup>quinquies</sup>. Le formulaire relatif à la cession visée par l'article 60 du décret est établi au moyen d'un formulaire arrêté par le Ministre de l'Environnement. ».

**Art. 38.** Dans l'article 95<sup>bis</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006, les mots « figure en annexe XXII du présent arrêté » sont remplacés par les mots « est arrêté par le Ministre de l'Environnement ».

**Art. 39.** L'article 95<sup>decies</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 95<sup>decies</sup>. Sur la base des avis recueillis, le fonctionnaire technique, lorsqu'il est l'autorité compétente, envoie sa décision à l'exploitant et au collège communal de toute commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement dans un délai de cent dix jours à dater de l'envoi de sa proposition conformément à l'article 65, § 5, du décret. ».

**Art. 40.** A l'article 96 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « par lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « selon les formalités prévues par l'article 176 du décret »;

2° dans le paragraphe 2, les mots « de la lettre recommandée » sont remplacés par les mots « de l'information visée au paragraphe 1<sup>er</sup> ».

**Art. 41.** A l'article 97 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « la lettre recommandée » sont remplacés par les mots « l'information »;

2° les mots « qui a rendu un avis conformément à l'article 65, § 2, du décret » sont abrogés.

**Art. 42.** La Section 9 du même arrêté devient la Section 8.

**Art. 43.** Dans l'article 110 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2004, les mots « par pli ordinaire » sont abrogés.

**Art. 44.** A l'article 117 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 11 juillet 2013 et 16 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « 58, § 2, 4° et 5°, et § 3 » sont insérés entre les mots « 1<sup>er</sup>, 29° » et « 61 »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le fonctionnaire technique visé à l'article 65, § 8, du décret est le fonctionnaire chargé de la surveillance. »;

3° dans le paragraphe 3, les mots « aux articles 65, § 1<sup>er</sup> et 72, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, » sont remplacés par les mots « les articles 58, § 2, 4° et 5°, et § 3, 65, §§ 2 à 7, et 72, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, »;

4° le paragraphe 4 est abrogé.

**Art. 45.** La sous-section 8 du même arrêté est abrogée.

**Art. 46.** Dans l'article 120 du même arrêté, le paragraphe 5 est abrogé.

**Art. 47.** L'article 120<sup>ter</sup> du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les fonctionnaires visés à l'article 176, alinéa 2, du décret sont le directeur de la Direction extérieure du DPA de la commune auprès de laquelle la demande a été introduite lorsqu'il s'agit d'une demande ou d'une déclaration et le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement lorsqu'il s'agit d'un recours. ».



**Art. 48.** Les annexes du même arrêté sont abrogées à l'exception des annexes X et XIXbis.

CHAPITRE III. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol*

**Art. 49.** A l'article 3<sup>ter</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 avril 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 septembre 2018, les mots « de l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses » sont remplacés par les mots « de l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, le cas échéant en appliquant la règle de cumul exposée à la note 4 relative à l'annexe 1<sup>er</sup> dudit accord de coopération ».

**Art. 50.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, les rubriques 01.21.01.01 à 01.21.02.03 sont remplacées par ce qui suit :

«

01.21.01.01 de 6 à 500 animaux	3						
01.21.01.02 de plus de 501 à 2000 animaux	2			DDR			
01.21.01.03 de plus de 2001 animaux	1	X		DDR			
01.21.02 Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.21.01, d'une capacité :							
01.21.02.01 de 11 à 800 animaux	3						
01.21.02.02 de plus de 801 à 2000 animaux	2			DDR			
01.21.02.03 de plus de 2001 animaux	1	X		DDR			

».

**Art. 51.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, les rubriques 01.31.01.01 à 01.31.02.03 sont remplacées par ce qui suit :

«

01.31.01.01 de 6 à 500 animaux	3						I
01.31.01.02 de plus de 501 à 2000 animaux	2			DDR			S
01.31.01.03 de plus de 2001 animaux	1	X		DDR, DPS			S
01.31.02 Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.31.01, d'une capacité :							
01.31.02.01 de 11 à 800 animaux	3						I
01.31.02.02 de plus de 801 à 2000 animaux	2						S
01.31.02.03 de plus de 2001 animaux	1	X		DPS			S

».

**Art. 52.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, à la rubrique 01.39.04 les mots « par l'article 3 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux » sont remplacés par les mots « par le Code wallon du Bien-être des animaux ».

**Art. 53.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, les rubriques 01.49.01.01 à 01.49.01.01.03 sont remplacées par ce qui suit :

«

01.49.01.01 Stockage en silo et/ou en vrac de céréales, de grains, d'autres produits alimentaires ou de tout produit organique susceptible de contenir des poussières inflammables ou de générer une atmosphère inflammable :	3						
01.49.01.01.01 d'une capacité supérieure à 50 m <sup>3</sup> et inférieure ou égale à 500 m <sup>3</sup> pour les silos combles, palplanches, verticaux, etc., à l'exception des silos plats							
01.49.01.01.02 d'une capacité supérieure à 500 m <sup>3</sup> pour les silos combles, palplanches, verticaux, etc., à l'exception des silos plats	2						
01.49.01.01.03 d'une capacité supérieure à 50 m <sup>3</sup> pour les silos plats	3						

01.49.01.01 Stockage en silo et/ou en vrac de céréales, de grains, d'autres produits alimentaires ou de tout produit organique susceptible de contenir des poussières inflammables ou de générer une atmosphère inflammable : 01.49.01.01.01 d'une capacité supérieure à 50 m <sup>3</sup> et inférieure ou égale à 500 m <sup>3</sup> pour les silos combles, palplanches, verticaux, etc., à l'exception des silos plats	3							
01.49.01.01.02 d'une capacité supérieure à 500 m <sup>3</sup> pour les silos combles, palplanches, verticaux, etc., à l'exception des silos plats	2							
01.49.01.01.03 d'une capacité supérieure à 50 m <sup>3</sup> pour les silos plats	3							

».

**Art. 54.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, les rubriques 24.13.05 à 24.13.05 sont remplacées par ce qui suit :

«

24.13.05 Production de sels dangereux par transformation chimique ou biologique des matières ou groupes de matières présentant des caractéristiques de danger telles que visées par les rubriques 63.12.16 , lorsque la capacité installée de production est : 24.13.05.01 inférieure ou égale à 50.000 t/an	2		X					
24.13.05.02 supérieure à 50.000 t/an	1	X	X	AWAC				
24.13.05 Production de sels dangereux par transformation chimique ou biologique des matières ou groupes de matières présentant des caractéristiques de danger telles que visées par les rubriques 63.12.16 , lorsque la capacité installée de production est : 24.13.05.01 inférieure ou égale à 50.000 t/an	2		X					
24.13.05.02 supérieure à 50.000 t/an	1	X	X	AWAC				
24.13.05 Production de sels dangereux par transformation chimique ou biologique des matières ou groupes de matières présentant des caractéristiques de danger telles que visées par les rubriques 63.12.16 , lorsque la capacité installée de production est : 24.13.05.01 inférieure ou égale à 50.000 t/an	2		X					
24.13.05.02 supérieure à 50.000 t/an	1	X	X	AWAC				
24.13.05 Production de sels dangereux par transformation chimique ou biologique des matières ou groupes de matières présentant des caractéristiques de danger telles que visées par les rubriques 63.12.16 , lorsque la capacité installée de production est :								

».

**Art. 55.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, dans l'intitulé de la rubrique 24.61.01 les mots « de chasse » sont remplacés par les mots « pour armes à feu portatives ».

**Art. 56.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 24.61.02 est remplacé par ce qui suit :

« Chargement de cartouches pour armes poudre noire par des particuliers pour leur usage propre avec dépôt dont la contenance est limitée à :

- a) 5 kg (poids net) de poudre sans fumée libre sous forme de grains ou de pulvérin;
- b) 2 kg (poids net) de poudre noire libre sous forme de grains ou de pulvérin;
- c) des cartouches pour armes à feu portatives, pour les calibres pour lesquels l'exploitant dispose d'une autorisation selon la loi sur les armes, à concurrence de 10 kg de poudre y contenue;
- d) 10.000 amorces pour cartouches pour armes à feu portatives;
- e) des douilles vides amorcées en quantité déterminée. ».

**Art. 57.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, entre la rubrique 24.70.02 et la rubrique 24.9, sont insérés les rubriques 24.75, 24.75.01 et 24.75.02, rédigées comme suit :

«

24.75 Production, utilisation et reconduction de nanomatériaux tels que définis à l'arrêté royal du 27 mai 2014 relatif à la mise sur le marché des substances manufacturées à l'état nanoparticulaire, à l'exception des nanomatériaux produits accidentellement 24.75.01 lorsque la quantité totale produite est supérieure à 5 t/an	2						
24.75.02 lorsque la quantité totale utilisée ou reconditionnée est supérieure à 3t/an	2						
24.75 Production, utilisation et reconduction de nanomatériaux tels que définis à l'arrêté royal du 27 mai 2014 relatif à la mise sur le marché des substances manufacturées à l'état nanoparticulaire, à l'exception des nanomatériaux produits accidentellement 24.75.01 lorsque la quantité totale produite est supérieure à 5 t/an	2						
24.75.02 lorsque la quantité totale utilisée ou reconditionnée est supérieure à 3t/an	2						
24.75 Production, utilisation et reconduction de nanomatériaux tels que définis à l'arrêté royal du 27 mai 2014 relatif à la mise sur le marché des substances manufacturées à l'état nanoparticulaire, à l'exception des nanomatériaux produits accidentellement 24.75.01 lorsque la quantité totale produite est supérieure à 5 t/an	2						
24.75.02 lorsque la quantité totale utilisée ou reconditionnée est supérieure à 3t/an	2						

».

**Art. 58.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, dans l'intitulé de la rubrique 45.12.01 les mots « destinés au stockage de déchets nucléaires ou destinés à recevoir des sondes géothermiques » sont abrogés.

**Art. 59.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, entre la rubrique 45.12.01 et la rubrique 45.12.02, sont insérés les rubriques 45.12.01.01, 45.12.01.02 et 45.12.01.03, rédigées comme suit :

«

45.12.01.01 destinés au stockage de déchets nucléaires	2			DESO, DEBD, DGRIM, DPS			
45.12.01.02 destinés à recevoir des sondes géothermiques et situés dans une zone de prévention de prise d'eau souterraine.	2						
45.12.01.02 destinés à recevoir des sondes géothermiques et situés au dehors une zone de prévention de prise d'eau souterraine.	3						

».

**Art. 60.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, dans l'intitulé de la rubrique 63.12.02 les mots « ou de générer une atmosphère inflammable » sont insérés entre les mots « contenir des poussières inflammables » et les mots « , non annexé à une culture ».

**Art. 61.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.02.01 est complété par les mots « pour les silos combles, palplanches, verticaux, etc., à l'exception des silos plats ».

**Art. 62.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.02.02 est complété par les mots « pour les silos combles, palplanches, verticaux, etc., à l'exception des silos plats ».

**Art. 63.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, entre la rubrique 63.12.02.02 et la rubrique 63.12.03, est insérée une rubrique 63.12.02.03, rédigée comme suit :

«

63.12.02.03 supérieur ou égal à 50 m <sup>3</sup> pour les silos plats	3							
--	---	--	--	--	--	--	--	--

».

**Art. 64.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, la rubrique 63.12.04 est remplacée par ce qui suit :

«

63.12.04 Solides inflammables (dépôts de), autres que le bois								
---	--	--	--	--	--	--	--	--

».

**Art. 65.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, entre la rubrique 63.12.04 et la rubrique 63.12.05 sont insérées les rubriques 63.12.04.01, 63.12.04.02, 63.12.04.02.01 et 63.12.04.02.02, rédigées comme suit :

«

63.12.04.01 Combustibles solides par destination (dépôts de) lorsque la capacité de stockage est supérieure à 5t	3						0,5	
63.12.04.02 Solides inflammables de catégories 1 ou 2 (dépôts de) lorsque la capacité de stockage est :	3						0,5	
63.12.04.02.01 supérieure à 50 kg et inférieure à 5t								
63.12.04.02.02 égale ou supérieure à 5 t	2						0,5	
63.12.04.01 Combustibles solides par destination (dépôts de) lorsque la capacité de stockage est supérieure à 5t	3						0,5	
63.12.04.02 Solides inflammables de catégories 1 ou 2 (dépôts de) lorsque la capacité de stockage est :	3						0,5	
63.12.04.02.01 supérieure à 50 kg et inférieure à 5t								
63.12.04.02.02 égale ou supérieure à 5 t	2						0,5	

».

**Art. 66.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, dans la rubrique 63.12.05.06, les mots « Règlement n° 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine » sont remplacés par les mots « Règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 ».

**Art. 67.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, dans la rubrique 63.12.05.07, les mots « Règlement n° 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine » sont remplacés par les mots « Règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 ».

**Art. 68.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.06.02 est remplacé par ce qui suit :

« Dépôts d'explosifs, à l'exclusion de ceux détenus par les particuliers et dans les limites visées à l'annexe IV, dont la contenance est limitée à :

- 1° 500 kg de poudre contenue dans les cartouches pour armes à feu portatives de division de risque 1.4S;
- 2° 200.000 pièces d'amorce de division de risque 1.4S destinées pour chargement des cartouches pour armes à feu portatives sans poudre (type Flobert) de division de risque 1.4S;
- 3° 10 kg de poudre libre en grains ou en pulvérin dont maximum 2 kg de poudre noire;
- 4° des douilles vides amorcées en quantité indéterminée de division de risque 1.4S. ».

**Art. 69.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.06.03 est remplacé par ce qui suit :

« Dépôts d'artifices de divertissement de catégorie F1 et F2 destinés à la vente aux particuliers ou d'articles pyrotechniques destinés au théâtre de catégorie T1 de type générique feux de bengale à allumage non-électrique ou fumigènes à allumage non-électrique et autres articles pyrotechniques de catégorie P1 destinés aux véhicules, d'une capacité exprimée en poids de composition pyrotechnique y contenue : ».

**Art. 70.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, entre la rubrique 63.12.06.03 et la rubrique 63.12.06.04 sont insérées les rubriques 63.12.06.03.01 et 63.12.06.03.02, rédigées comme suit :

«

63.12.06.03.01 inférieure ou égale à 150 kg	3						
63.12.06.03.02 supérieure à 150 kg et inférieure ou égale à 1 t	2						

».

**Art. 71.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, dans l'intitulé de la rubrique 63.12.06.06 les chiffres « 63.12.06.03 » sont remplacés par les chiffres « 63.12.06.03.01, 63.12.06.03.02 ».

**Art. 72.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, la rubrique 63.12.06.09 devient une classe 2.

**Art. 73.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, entre la rubrique 63.12.06.10 et la rubrique 63.12.06.11.02 sont insérées les rubriques 63.12.06.11 et 63.12.06.11.01, rédigées comme suit :

«

63.12.06.11 Utilisation de poudre noire lors de manifestations à caractère festif, historique ou folklorique d'une quantité :	3						
63.12.06.11.01 inférieure ou égale à 50 kg							

».

**Art. 74.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.08 est remplacé par ce qui suit :

« Dépôts de gaz sous pression (gaz comprimés, liquéfiés réfrigérés ou dissous) non visés explicitement par une autre rubrique : ».

**Art. 75.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, dans l'intitulé de la rubrique 63.12.08.01.01 les mots « et inférieur à 500 l » sont abrogés.

**Art. 76.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, la rubrique 63.12.08.01.02 est abrogée.

**Art. 77.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, dans l'intitulé de la rubrique 63.12.08.03 les mots « autres que ceux explicitement visés par d'autres rubriques, » sont insérés entre les mots « Gaz en récipients mobiles » et les mots « , lorsque le volume total des récipients est supérieur à 500 l ».

**Art. 78.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, entre la rubrique 63.12.08.03 et la rubrique 63.12.09 sont insérées les rubriques 63.12.08.04, 63.12.08.04.01, 63.12.08.04.02, 63.12.08.05.01, 63.12.08.05.01.01, 63.12.08.05.01.02, 63.12.08.05.02, 63.12.08.05.02.01 et 63.12.08.05.02.02, rédigées comme suit :

«

63.12.08.04 Réservoirs fixes ou mobiles de gaz inflammable, catégories 1 et 2, non visés explicitement par une autre rubrique dont la quantité totale (poids net : poids de la substance sans emballage) de stockage est :	3						
63.12.08.04.01 supérieure ou égale à 25 kg et inférieure à 250 kg							
63.12.08.04.02 supérieure ou égale à 250 kg	2						
63.12.08.05.01 Dépôt d'aérosols inflammables, catégorie 1, lorsque la quantité totale (poids net : poids de la substance sans emballage) est :	3						
63.12.08.05.01.01 supérieure à 50 kg et inférieure ou égale à 500 kg							
63.12.08.05.01.02 supérieure à 500 kg	2						
63.12.08.05.02 Dépôt d'aérosols inflammables, catégorie 2, lorsque la quantité totale (poids net : poids de la substance sans emballage) est :	3						
63.12.08.05.02.01 supérieure à 500 kg et inférieure ou égale à 5 t							
63.12.08.05.02.02 supérieure à 5 t	2						

».

**Art. 79.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, dans l'intitulé de la rubrique 63.12.09 les mots « ou combustibles » sont abrogés.

**Art. 80.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.09.01 est remplacé par ce qui suit :

« de catégorie 1 dont la capacité de stockage est ».

**Art. 81.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.09.02 est remplacé par ce qui suit :

« de catégorie 2, y compris l'essence ou ses carburants de substitution utilisés aux mêmes fins et présentant des propriétés similaires en termes d'inflammabilité dont la capacité de stockage est : ».

**Art. 82.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.09.03 est remplacé par ce qui suit :

« de catégorie 3, y compris les liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 75 °C comme les gazoles, les carburants diesel et les huiles de chauffage légères et les liquides combustibles dont le point d'éclair est supérieur à 60 °C et dont la capacité de stockage est : ».

**Art. 83.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.09.04 est remplacé par ce qui suit :

« Dépôt de liquides difficilement combustibles dont le point d'éclair est supérieur à 93 °C et dont la capacité de stockage est : ».

**Art. 84.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.09.05 est remplacé par ce qui suit :

« Dépôts mixtes composés de liquides inflammables catégorie 1 ou de liquides inflammables catégorie 2 ou de liquides inflammables catégorie 3 ou de combustibles dont le point d'éclair est supérieur à 60 °C et inférieur à 93 °C ou de liquides difficilement combustibles dont le point d'éclair est supérieur à 93 °C lorsque la capacité nominale équivalente totale du dépôt est :

La capacité nominale équivalente totale est définie par la formule suivante :

$$Q_{\text{équivalente totale}} = 10 A + B + \frac{C}{5} + \frac{D}{10}$$

R.01 représente la capacité relative aux liquides répondant aux caractéristiques de la rubrique 63.12.09.01;

R.02 représente la capacité relative aux liquides répondant aux caractéristiques de la rubrique 63.12.09.02;

R.03 représente la capacité relative aux liquides répondant aux caractéristiques de la rubrique 63.12.09.03;

R.04 représente la capacité relative aux liquides répondant aux caractéristiques de la rubrique 63.12.09.04 ».

**Art. 85.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.16 est remplacé par ce qui suit :

« Dépôts de substances et mélanges solides, liquides ou gaz ».

**Art. 86.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.16.01 est remplacé par ce qui suit :

« Présentant une toxicité aigüe, catégorie 1, toutes voies d'exposition lorsque la capacité de stockage est ».

**Art. 87.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, la rubrique 63.12.16.02 devient la rubrique 63.12.16.02.01. L'intitulé de cette nouvelle rubrique 63.12.16.02.01 est remplacé par ce qui suit :

« Substances et mélanges, solides, liquides ou gaz, présentant :

1° une toxicité aigüe, catégorie 2 (toutes voies d'exposition);

2° une toxicité spécifique pour certains organes cibles pour une exposition unique (STOT SE) catégorie 1 en quantités : ».

**Art. 88.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'ancienne rubrique 63.12.16.02.01 devient la rubrique 63.12.16.02.01.01.

**Art. 89.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, la rubrique 63.12.16.02.02 devient la rubrique 63.12.16.02.01.02.

**Art. 90.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, entre la nouvelle rubrique 63.12.16.02.01.02 et la rubrique 63.12.16.03 sont insérées les rubriques 63.12.16.02.02, 63.12.16.02.02.01 et 63.12.16.02.02.02, rédigées comme suit :

«

63.12.16.02.02 Substances et mélanges solides, liquides ou gaz présentant - une toxicité aigüe, catégorie 3 (toutes voies d'expositions en quantités 63.12.16.02.02.01 supérieures ou égales à 1 t et inférieure à 5 t	3						
63.12.16.02.02.02 supérieures ou égales en 5 t	2						

».

**Art. 91.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, la rubrique 63.12.16.03 devient la rubrique 63.12.16.03.01 L'intitulé de cette nouvelle rubrique 63.12.16.03.01 est remplacé par ce qui suit :

« Solides, liquide et gaz (poids net) : Comburant de catégorie 1 dont les quantités : ».

**Art. 92.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, la rubrique 63.12.16.03.01 devient la rubrique 63.12.16.03.01.01 L'intitulé de cette nouvelle rubrique 63.12.16.03.01.01 est remplacé par ce qui suit :

« supérieure ou égale à 25 kg et inférieures à 250 kg ».

**Art. 93.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, la rubrique 63.12.16.03.02 devient la rubrique 63.12.16.03.01.02 L'intitulé de cette nouvelle rubrique 63.12.16.03.01.01 est remplacé par ce qui suit :

« supérieures ou égales à 250 kg ».

**Art. 94.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, entre la nouvelle rubrique 63.12.16.03.01.02 et la rubrique 63.12.16.04 sont insérées les rubriques 63.12.16.03.02, 63.12.16.03.02.01 et 63.12.16.03.02, rédigées comme suit :

«

63.12.16.03.02 Solides, liquides. Comburants de catégorie 2 ou 3 dont les quantités sont : 63.12.16.03.02.01 supérieures ou égales à 250 kg et inférieures à 1 t	3							
63.12.16.03.02.02 supérieures ou égales à 1 t	2							

».

**Art. 95.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, la rubrique 63.12.16.04 devient la rubrique 63.12.16.04.01 L'intitulé de cette nouvelle rubrique 63.12.16.04.01 est remplacé par ce qui suit :

« Dangereux pour le milieu aquatique La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant (à l'exception des carburants liquides à la pression atmosphérique pour moteurs à combustion interne et du mazout de chauffage ».

**Art. 96.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, la rubrique 63.12.16.04.01 devient la rubrique 63.12.16.04.01.01.

**Art. 97.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, la rubrique 63.12.16.04.02 devient la rubrique 63.12.16.04.01.02

**Art. 98.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, entre la nouvelle rubrique 63.12.16.04.01.02 et la rubrique 63.12.16.05 sont insérées les rubriques 63.12.16.04.02, 63.12.16.04.02.01, 63.12.16.04.02.02, 63.12.16.04.03, 63.12.16.04.03.01 et 63.12.16.04.03.02, rédigées comme suit :

«

63.12.16.04.02 Dangereux pour le milieu aquatique de catégorie 2 chronique La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant (à l'exception des carburants liquides à la pression atmosphérique pour moteurs à combustion interne et du mazout de chauffage 63.12.16.04.02.01 supérieure ou égale à 0,8 t et inférieure à 8 t	3							
63.12.16.04.02.02 supérieure ou égale à 8 t	2							
63.12.16.04.03 Dangereux pour le milieu aquatique de catégories 3 ou 4 chronique La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant (à l'exception des carburants liquides à la pression atmosphérique pour moteurs à combustion interne et du mazout de chauffage 63.12.16.04.03.01 supérieure ou égale à 1,6 t et inférieure à 16 t	3							
63.12.16.04.03.02 supérieure ou égale à 16 t	2							

».

**Art. 99.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.16.05 est remplacé par ce qui suit :

« Substances et mélanges classés

1° provoquant des corrosions Corrosion cutanée catégorie 1 (A, B, C);

2° lésions oculaires graves catégorie 1;

3° toxicité aiguë (toutes voies – catégorie 4);

- 4° provoquant une irritation cutanée catégorie 2;
- 5° lésion/irritation oculaire catégorie 2;
- 6° toxicité spécifiques pour certains organes cibles – exposition unique – (STOT SE) catégorie 3;
- 7° présentant une toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT RE) catégories 1 ou 2;
- 8° dangers pour la santé à long terme;
- 9° toxicité pour la reproduction (effet sur ou via l'allaitement) ».

**Art. 100.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.16.05.01 est remplacé par ce qui suit :

« en quantité supérieure ou égale à 0,5 t et inférieure à 20 t ».

**Art. 101.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, la rubrique 63.12.18 est insérée comme suit :

«

63.12.18 Substances et mélanges autoréactifs, autochauffants, peroxydes organiques ou liquides pyrophoriques								
--	--	--	--	--	--	--	--	--

».

**Art. 102.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, entre la rubrique 63.12.18 et la rubrique 63.12.19 sont insérées les rubriques 63.12.18.01, 63.12.18.01.01, 63.12.18.02, 63.12.18.02.01, 63.12.18.03, 63.12.18.03.01, 63.12.18.04, 63.12.18.04.01, 63.12.18.04.02, 63.12.18.05, 63.12.18.05.01, 63.12.18.05.02, 63.12.18.06, 63.12.18.06.01 et 63.12.18.06.02, rédigées comme suit :

«

63.12.18.01 Substances et mélanges autoréactifs (types A ou B) et peroxydes organiques (types A ou B) 63.12.18.01.01 en quantités supérieures à 10 kg	2							
63.12.18.02 Substances et mélanges autoréactifs (types C, D, E, F) et peroxydes organiques (types C, D, E, F) 63.12.18.02.01 en quantités supérieures à 100 kg	2							
63.12.18.03 Substances et mélanges autoréactifs (type G) et peroxydes organiques (types G) 63.12.18.03.01 en quantités supérieures à 1 t	2							
63.12.18.04 Liquides pyrophoriques de catégorie 1 et solides pyrophoriques de catégorie 1 63.12.18.04.01 en quantités supérieures à 100 kg et inférieures ou égales à 1 t	3							
63.12.18.04.02 en quantités supérieures à 1 t	2							
63.12.18.05 Substances et mélanges autochauffants catégorie 1 63.12.18.05.01 en quantités supérieures à 100 kg et inférieures ou égales à 1 t	3							
63.12.18.05.02 en quantités supérieures à 1 t	2							
63.12.18.06 Substances et mélanges autochauffants catégorie 2 63.12.18.06.01 en quantités supérieures à 1 t et inférieures ou égales à 10 t	3							
63.12.18.06.02 en quantités supérieures à 10 t	2							

».

**Art. 103.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.20.01 est remplacé par ce qui suit :

« Nitrate d'ammonium : engrais susceptibles de subir une décomposition autonome

S'applique aux engrais composés /complexes à base de nitrate d'ammonium (les engrais composés/complexes à base de nitrate d'ammonium contiennent du nitrate d'ammonium et du phosphate et/ou de la potasse) qui sont susceptibles de subir une décomposition autonome selon l'épreuve de décomposition en gouttière des Nations Unies (voir le Manuel d'épreuves et de critères des Nations Unies, partie III, sous-section 38.2), dont la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est :

1° comprise entre 15,75 % et 24,5 % en poids et qui soit contiennent au maximum 0,4 % de matières organiques ou combustibles au total, soit sont conformes aux exigences de l'annexe III-2 du Règlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais;

2° inférieure ou égale à 15,75 % en poids, sans limitation de teneur en matière combustible. ».



**Art. 104.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.20.02 est remplacé par ce qui suit :

« Nitrate d'ammonium : qualité engrais :

S'applique aux engrais simples à base de nitrate d'ammonium et aux engrais composés/complexes à base de nitrate d'ammonium qui satisfont aux conditions de l'annexe III-2 du Règlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais et dont la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est :

1° supérieure à 24,5 % en poids, sauf pour les mélanges d'engrais simple à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 %;

2° supérieure à 15,75 % en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium;

3° supérieure à 28 % en poids pour les mélanges d'engrais simple à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium dont la pureté est d'au moins 90 %.

**Art. 105.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.20.03 est remplacé par ce qui suit :

« Nitrate d'ammonium : qualité technique

S'applique au nitrate d'ammonium et aux mélanges de nitrate d'ammonium dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est :

1° comprise entre 24,5 et 28 % en poids et qui ne contiennent pas plus de 0,4 % de substances combustibles;

2° supérieure à 28 % en poids et qui ne contiennent pas plus de 0,2 % de substances combustibles;

3° s'applique également aux solutions aqueuses de nitrate d'ammonium dans lesquelles la concentration de nitrate d'ammonium est supérieure à 80 % en poids. »

**Art. 106.** A l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, l'intitulé de la rubrique 63.12.20.04 est remplacé par ce qui suit :

« Nitrate d'ammonium : matières « off-specs » (hors spécifications) et engrais ne satisfaisant pas à l'essai de détonation.

S'applique aux :

1° matières rejetées durant le processus de fabrication ainsi qu'au nitrate d'ammonium et aux mélanges de nitrate d'ammonium, d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium et d'engrais composés : complexes à base de nitrate d'ammonium visés dans les rubriques 63.12.20.02 et 63.12.20.03, qui sont ou ont été renvoyés par l'utilisateur final à un fabricant, à une installation de stockage temporaire ou une usine de retraitement en vue d'un recyclage ou d'un traitement destiné à garantir leur sécurité d'utilisation, parce qu'ils ne satisfont plus aux spécifications des rubriques 63.12.20.02 et 63.12.20.03;

2° engrais visés dans la rubrique 63.12.20.01 premier tiret et dans la rubrique 63.12.20.02 qui ne satisfont pas aux conditions de l'annexe III-2 du Règlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais. ».

**Art. 107.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, entre la rubrique 63.21.01.01.03 et la rubrique 64 sont insérées les rubriques 63.12.22, 63.12.22.01, 63.12.22.02, 63.12.22.03, 63.12.22.04 et 63.12.23, rédigées comme suit :

«

63.12.22 Dépôts de substances et mélanges qui au contact de l'eau dégagent des gaz inflammables, de substances réagissant violemment avec l'eau (EUH014), de substances qui au contact de l'eau dégagent des gaz toxiques (EU029) ou de corrosifs pour les métaux								
63.12.22.01 Dépôts de : - substances et mélanges qui au contact de l'eau dégagent des gaz inflammables – cat 1, - substances et mélanges auxquels sont attribués la mention danger EUH014 (réagit violemment avec l'eau)	2							
63.12.22.02 Dépôts de substances et mélanges qui au contact de l'eau dégagent des gaz inflammables – cat 2 et 3, en quantités supérieures à 50 t	2							
63.12.22.03 Dépôts de substances et mélanges auxquels sont attribués la mention danger EUH029 (au contact de l'eau dégagent des gaz toxiques) en quantités supérieures ou égales à 1 t	2							
63.12.22.04 Dépôts de corrosifs pour les métaux en quantités supérieures ou égales à 100 t	2							

<p>63.12.23 Dépôts contenant une ou plusieurs substances listées à l'annexe I partie 2 – substances dangereuses désignées par l'accord de coopération du 16 février 2016 :</p> <p>N° 8 trioxyde d'arsenic, acide (III) arsénique et/ou ses sels,  N° 24 isocyanate de méthyle,  N° 7 pentoxyde d'arsenic, acide (V) arsénique et/ou ses sels,  N° 11 composés de nickel sous forme pulvérulente inhalable : monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel,  N° 28 arsine (trihydrure d'arsenic),  N° 27 dichlorure de carbonyle (phosgène) – SEUIL B/H 300 kg/750 kg,  N° 29 phosphine (trihydrure de phosphore),  N° 30 dichlorure de soufre,  N° 33 les cancérogènes suivants ou les mélanges contenant les cancérogènes suivants en concentration supérieure à 5 % en poids :  4-aminobiphényle et /ou ses sels,  Benzotrichlorure,  Benzidine et/ou ses sels,  Oxyde de bis(chlorométhyle)  Oxyde de chlorométhyle et de méthyle,  Chlorure de diméthylcarbamoyle,  1,2-dibromo-3-chloropropane,  1,2-diméthylhydrazine,  Diméthylnitrosamine,  Triamide hexaméthylphosphorique,  Hydrazine,  2-naphthylamine et/ou ses sels,  4-nitrodiphényle,  1,3 – propanesulfone,  N° 23 4, 4' – méthylène bis (2-chloraniline) et/ou ses sels sous forme pulvérulente,  N° 32 polychlorodibenzofuranes et polychlorodibenzodioxines (y compris TCDD) calculées en équivalent TCDD.  à l'exception des dépôts visés à la rubrique 63.12.16</p>	2											
---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

».

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant la Partie réglementaire du Livre Ier du Code de l'Environnement*

**Art. 108.** Dans l'annexe VI de la partie réglementaire du Livre Ier du Code de l'environnement, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2018, dans le premier cadre, les mots « Numéro de télécopie » sont remplacés par les mots « Adresse email ».

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 109.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 19 avril 2007 déterminant les conditions sectorielles applicables aux établissements présentant des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, est abrogé.

**Art. 110.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2019.

Les procédures administratives en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté se poursuivent conformément au droit antérieur. Les demandes de permis d'environnement ou de permis uniques, les déclarations, les propositions de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation, les demandes de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation ou autres démarches administratives introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction des actes susmentionnés.

En ce qui concerne les modifications des rubriques existantes, visées aux articles 57 à 114 du présent arrêtés les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que pour les recours administratifs y relatifs, se poursuivent conformément aux règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

**Art. 111.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/14846]

**16. MAI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Erlasse in Sachen Umweltgenehmigung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3 Absatz 4 und Artikel 14 §§ 1, 2 und 6, abgeändert durch die Dekrete vom 22. November 2007 und 13. März 2014, 17 Absätze 1 und 4, abgeändert durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, 21 Absatz 3, 40 § 1 Absatz 1, § 3 Absatz 2, § 4, § 6, § 7 Absätze 1 bis 4, ersetzt durch das Dekret vom 3. Februar 2015 und abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, 41, abgeändert durch die Dekrete vom 13. März 2014 und 23. Juni 2016, 55 § 7 Absätze 1, 2 und 4, abgeändert durch die Dekrete vom 4. Juli 2002 und 22. November 2007, 60 § 3, 65 § 1 Absatz 1, abgeändert durch die Dekrete vom 7. Juli 2006, 31. Mai 2007 und 22. November 2007, 87 Absatz 3 und 95 § 1 Absatz 1, § 3 Absatz 2, § 4, § 6, § 7 Absätze 1, 3, 4 und 5, ersetzt durch das Dekret vom 3. Februar 2005 und abgeändert durch die Dekrete vom 22. November 2007 und 20. Juli 2016;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. April 2007 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen, die auf die Betriebe anwendbar sind, die Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen aufweisen;

Aufgrund des Genderberichts, der am 26. März 2019 gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, der am 9. April 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereicht wurde;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass die Europäische Union am 31. Dezember 2008 die Verordnung 1272/2008/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen (besser bekannt als CLP-Verordnung für "Classification, Labelling, Packaging") veröffentlicht hat; dass dieser Text darauf abzielt, die Einstufung der Gefahren, so wie sie in der Europäischen Union angewandt wird, mit den internationalen Regelungen in Einklang zu bringen; dass sich diese Verordnung auf das von den Vereinten Nationen vorgeschlagene Global Harmonised System oder Global Harmonisierte System zur Einstufung und Kennzeichnung von Chemikalien stützt; dass die Harmonisierung der Gefahrenklassen und der diesbezüglichen Kennzeichnungen ein höheres Schutzniveau für die Nutzer und eine Vereinfachung des Welthandels zum Ziel hat; dass die Anwendung der CLP-Verordnung die Änderung und die Aufhebung der folgenden Richtlinien vorsieht:

1° 67/548/EWG über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung gefährlicher Stoffe, in ihrer geänderten Fassung. Von dieser Richtlinie ist ebenfalls die Rede unter der Bezeichnung DSD für "Dangerous Substances Directive";

2° 1999/45/EG über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung gefährlicher Zubereitungen, besser bekannt als "Dangerous Preparations Directive" (DPD), in ihrer geänderten Fassung;

Dass der Übergang des durch die oben genannten Richtlinien eingeführten Einstufungssystems zum System der CLP-Verordnung die Neueinstufung etlicher Chemikalien nach sich zieht; dass dort, wo beispielsweise für die akute orale Toxizität die frühere Einstufung drei Gefahrenklassen (sehr giftig, giftig, gesundheitsschädlich) vorsah, die CLP-Verordnung vier Kategorien (Kat. 1 bis Kat. 4) in Betracht zieht und dass darüber hinaus keine in der früheren Einstufung verwendeten Schwellenwerte denen entsprechen, die in der CLP-Verordnung zum Einsatz kommen; dass daher Stoffe, die als sehr giftig eingestuft waren, nun in die Kategorie 2 heruntargestuft werden; dass Stoffe, die zu zwei verschiedenen Kategorien (etwa sehr giftig und giftig) gehörten, sich nun ebenso in ein und derselben Kategorie (in diesem Fall Kategorie 2) befinden; dass diese Diskrepanz zwischen den in beiden Einstufungssystemen verwendeten Schwellenwerten in allen Gefahrenrubriken festgestellt wird; dass die Implementierung der CLP-Verordnung daher nicht nur eine Änderung der verwendeten Begriffe (etwa Kategorie anstatt Klasse) sondern auch eine gründliche Neuordnung der verschiedenen Gefahrenklassen nach sich zieht; dass diese Änderungen eine Auswirkung haben auf bestimmte Rubriken des Erlasses vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen; dass zum Beispiel die Klassen "sehr giftig", "giftig" und "gesundheitsschädlich" der oralen Toxizität zugunsten von "toxisch der Kategorie 1, 2, 3 oder 4" verschwinden und somit Rubriken wie:

1° 63.12.16.01.01 Lager für als sehr giftig eingestufte Substanzen, Zubereitungen oder Mischungen, anders als die agro-chemischen Erzeugnisse, wenn die Lagerungskapazität mindestens 0,01 T und weniger als 0,1 T ist;

2° 63.12.16.02.01 Lager für als giftig eingestufte Substanzen, Zubereitungen oder Mischungen (mit Ausnahme der flüssigen Treibstoffe bei atmosphärischem Druck für Verbrennungsmotoren und des Heizöls), anders als die agro-chemischen Erzeugnisse, wenn die Lagerungskapazität mindestens 0,1 T und weniger als 1 T ist;

3° 63.12.16.05.01 Lager für als ätzend, gesundheitsschädlich oder reizend eingestufte Substanzen, Zubereitungen oder Mischungen, anders als die agro-chemischen Erzeugnisse, wenn die Lagerungskapazität mindestens 0,5 T und weniger als 20 T ist,

eine Überarbeitung erfordern, da die für die Auswahl der Rubrik verwendeten Begriffe aus der neuen Regelung verschwinden; dass, da es zwischen den derzeitigen Klassen und den neuen Kategorien praktisch keine Übereinstimmung mehr gibt, weder was ihre Zahl noch was ihre Schwellenwerte betrifft, es außerdem notwendig ist, sämtliche in Betracht gezogene Rubriken neu zu bewerten; dass die Anpassung der Rubriken an die CLP-Verordnung auf folgende Weise erfolgte:

1° entweder durch einen Status quo;

2° oder durch eine Anpassung des Wortlauts der bestehenden Rubriken an den Wortlaut der CLP-Verordnung mit Beibehaltung der bestehenden Schwellenwerte;

3° oder durch die Schaffung einer Rubrik für die im Rahmen der CLP-Nomenklatur eingeführten Gefahrenkategorien, wobei die Schwellenwerte unter Berücksichtigung einer vom oben erwähnten Erlass vom 4. Juli 2002 bereits erfassten ähnlichen Gefahr oder der in der SEVESO-III-Richtlinie festgelegten Schwellenwerte ausgewählt wurden;

In der Erwägung, dass sich die Rubrik 01.39.04 für die Bestimmung der darin verwendeten Begriffe auf das Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere bezieht; dass dieses Gesetz aufgehoben und durch das Dekret vom 4. Oktober 2018 zur Festlegung des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz ersetzt wurde; dass dementsprechend die Rubrik 01.39.04 angepasst werden sollte, um auf die in oben genanntem Dekret festgehaltenen neuen Begriffsbestimmungen Bezug zu nehmen;

In der Erwägung, dass für die Rubriken 01.21 und 01.31 laut der ursprünglichen, spezifisch für den Schaf- und Ziegensektor geltenden Klassendefinition im Zusammenhang mit den Umweltgenehmigungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2005 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten, was die Rubriken 01.20 bis 01.49.03 betrifft, sich in einer Entfernung von weniger als 125 m von einem empfindlichen Gebiet die Zugehörigkeit zu einer bestimmten Klasse für einen Schaf- oder Ziegenhaltungsbetrieb nach dem Vorbild dessen bestimmen lässt, was für Rinder gilt, d.h. Betrieb der Klasse 1 ab 501 Rindern, Schafen oder Ziegen mit einem Alter von über 6 Monaten. Jenseits von 125 m wird dieser Schwellenwert auf 801 Schafe oder Ziegen mit einem Alter von über 6 Monaten heraufgesetzt;

In der Erwägung, dass der oben erwähnten Erlass darauf ausgerichtet war, die landwirtschaftlichen Tätigkeiten ausschließlich auf der Grundlage der Geruchsbelastigungen einzustufen. Die Parteilichkeit des Ansatzes und die Methoden zur Bestimmung der Klassen wurden damals in Frage gestellt;

In Erwägung der tatsächlichen Produktionsgegebenheiten des Schaf- und Ziegensektors, nämlich dass mit einer Arbeitskräfteinheit für ca. 400 bis 500 weibliche Zuchttiere (außer Käseherstellung oder kurzen Handelswegen) ein Betrieb mit 500 Schafen oder Ziegen sehr weit entfernt ist von der Vorstellung einer "Massentierhaltung", die mit den Betrieben der Klasse 1 verbunden wird;

In der Erwägung, dass die in den angrenzenden Regionen und Staaten geltenden Regeln sehr unterschiedlich sind und einige davon für Schafe und Ziegen keine Umweltgenehmigung der Klasse 1 vorschreiben;

In der Erwägung, dass die Beibehaltung der gegenwärtigen Klasse dieser Betriebe durch aktuelle (Einschränkung der Entwicklung einer Schaf- oder Ziegenaufzucht im Hauptberuf, mit einem Antrag auf Genehmigung der Klasse 1 verbundene Kosten, die für einen landwirtschaftlichen Familienbetrieb nicht tragbar sind, etc.) und potenzielle (die Klasse könnte in kommenden Gesetzentwürfen als Ausschlusskriterium dienen) negative Auswirkungen die Betriebsfähigkeit von Schaf- oder Ziegenhaltungsfamilienbetriebe gefährdet. Es sei daran erinnert, dass die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsstudie, so wie sie für Betriebe der Klasse 1 vorgeschrieben wird, höchst aufwendig ist;

Angesichts der vorstehenden Elemente, die auf eine deutlich ungleiche Behandlung der Aufzuchten hinweisen, die u.a. auf die von ihnen verursachte Geruchsbeeinträchtigung zurückzuführen ist, ist ein Klassenwechsel dieser Betriebe notwendig;

In der Erwägung, dass die Rubrik 45.12.01 zwei grundsätzlich verschiedene Betriebe in einer einzigen Rubrik erfasst, nämlich die Bohrung und die Ausstattung von Brunnenanlagen, die einerseits zur Lagerung von Atommüll und andererseits zur Aufnahme geothermischer Sonden bestimmt sind;

Dass diese Tätigkeiten für die Umwelt nicht dieselbe Gefahr darstellen;

In Erwägung des Mangels an einem logischen Zusammenhang zwischen der Einstufung der Bohrung und Ausrüstung einer Stelle für die Aufnahme einer in die Klasse 2 eingestufteten geothermischen Sonde und einer Wärmepumpenanlage nach Rubrik 40.30.02.01, die in die Klasse 3 eingestuft wird;

In der Erwägung, dass das Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung nun die Bohrungen von der Städtebaugenehmigung ausgeschlossen hat;

In der Erwägung, dass es sich bei der Geothermie um eine erstrandige erneuerbare Energie handelt, die ihre Energiereserven aus dem Grundwasser der Erde schöpft. Dass es sich um eine saubere und erneuerbare Energie handelt, die einer großen Energienachfrage begegnen kann. Angesichts unserer Energiesituation und der Notwendigkeit, den menschlichen Einfluss auf die Erde zu reduzieren, ist diese Energiequelle zu begünstigen, was derzeit die Einstufung in Klasse 2 nicht ermöglicht;

In der Erwägung, dass der Erlass vom 13. Dezember 2018 über die Zulassung der Personen, die eine Bohrung durchführen oder für eine künftige Grundwasserentnahme, die Installation von geothermischen Sonden, die geologische Erfassung, die Prospektion oder die Installation von Piezometern bestimmte Brunnenanlagen ausstatten, und zur Änderung verschiedener Erlasse den Schutz der Wasserressourcen bei Bohrungen, einschließlich der Bohrungen für die Geothermie, vervollständigt;

Dass daher, angesichts der Notwendigkeit, fortan auf erneuerbare Energien zurückgreifen zu müssen, und des verstärkten Schutzes durch den Erlass über die Zulassung von Bohrern dementsprechend vorgeschlagen wird, diese Rubrik zu spalten und ihre Klasse je nach dem Gebiet, in dem die Bohrung durchgeführt wird, neu zu bestimmen;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

*KAPITEL I - Abänderungen im Erlass vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe*

**Artikel 1** - In Artikel 6 des Erlasses vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird der Satz "Es werden alle Maßnahmen getroffen, um an den Orten, an denen leicht- oder hochentzündliche Produkte benutzt, gehandhabt oder gelagert werden, eine explosionsfähige Atmosphäre zu vermeiden." durch den Satz "Es werden alle Maßnahmen getroffen, um an den Orten, wo Stoffe, die explosionsfähige Atmosphären erzeugen könnten, benutzt, hergestellt, gehandhabt oder gelagert werden, solche Atmosphären zu vermeiden." ersetzt;

2° in Absatz 4 wird die Wortfolge "Alle Plätze zum Beladen mobiler Tanks oder Kraftstoffbehälter befinden sich" durch die Wortfolge "Alle Plätze zum Abfüllen von Kraftstoff in mobile Tanks oder in Behälter befinden sich" ersetzt.

KAPITEL II - Abänderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

**Art. 2** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 19. April 2007 und 16. Januar 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- a) in § 2 wird Ziffer 7 aufgehoben;
- b) in § 2 wird Ziffer 8 zu Ziffer 7;
- c) § 3 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 3. Zur Anwendung des Abschnitts 3 des Kapitels II gelten folgende Definitionen:

1° Zusammenarbeitsabkommen: das Zusammenarbeitsabkommen vom 16. Februar 2016 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen;

2° Betrieb: der gesamte, unter der Aufsicht eines Betreibers stehende Standort, in dem gefährliche Stoffe in einer oder in mehreren Anlagen, einschließlich gemeinsamer oder zusammenhängender Infrastrukturen oder Tätigkeiten, vorhanden sind. Die Betriebe sind entweder Betriebe mit niedrigen Schwellenwerten oder Betriebe mit hohen Schwellenwerten;

3° Betrieb mit niedrigen Schwellenwerten: ein Betrieb, in dem gefährliche Stoffe in Mengen vorhanden sind, die ggf. unter Anwendung der in Anmerkung 4 zur Anlage 1 des Zusammenarbeitsabkommens dargestellten Kumulierungsregel mindestens den Mengen entsprechen, die in der Sparte 2 der Anlage 1 Teil 1 oder 2 des Zusammenarbeitsabkommens angegeben sind, jedoch unter den Mengen liegen, die in der Sparte 3 der Anlage 1 Teil 1 oder 2 des Zusammenarbeitsabkommens angegeben sind;

4° Betrieb mit hohen Schwellenwerten: ein Betrieb, in dem gefährliche Stoffe in Mengen vorhanden sind, die ggf. unter Anwendung der in Anmerkung 4 zur Anlage 1 des Zusammenarbeitsabkommens dargestellten Kumulierungsregel mindestens den Mengen entsprechen, die in der Sparte 3 der Anlage 1 Teil 1 oder 2 des Zusammenarbeitsabkommens aufgeführt sind;

5° Anlage: eine technische Einheit innerhalb eines Betriebs, auf oder unter der Bodenoberfläche, in der gefährliche Stoffe hergestellt, verwendet, gehandhabt oder gelagert werden; sie umfasst alle Einrichtungen, Bauwerke, Rohrleitungen, Maschinen, Werkzeuge, Privatgleisanschlüsse, Einlade- und Ausladerampen, für die Anlage bestimmte Anlegebrücken, Hafenecken, Lager oder ähnliche, schwimmende oder nicht schwimmende Konstruktionen, die für den Betrieb der Anlage erforderlich sind;

6° schwerer Unfall: ein Ereignis, wie beispielsweise eine Emission, ein Brand oder eine Explosion großen Ausmaßes, das sich aus unkontrollierten Vorgängen in einem unter dieses Zusammenarbeitsabkommen fallenden Betrieb ergibt, das unmittelbar oder später innerhalb oder außerhalb des Betriebs zu einer ernststen Gefahr für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt führt und bei dem ein oder mehrere gefährliche Stoffe beteiligt sind;

7° gefährlicher Stoff: Stoffe oder Gemische, die u.a. als Rohstoff, Produkt, abgeleitetes Produkt, Reststoff oder Zwischenprodukt unter Teil 1 fallen oder in Teil 2 der Anlage 1 des Zusammenarbeitsabkommens aufgeführt sind;

8° Gemisch: Gemische oder Lösungen, die aus zwei oder mehr Stoffen bestehen;

9° Gefahr: die inhärente Eigenschaft eines gefährlichen Stoffes oder einer konkreten Situation, der menschlichen Gesundheit oder der Umwelt schaden zu können;

10° Risiko: die Wahrscheinlichkeit, dass innerhalb einer bestimmten Zeitspanne oder unter bestimmten Umständen eine bestimmte Wirkung eintritt;

11° Lagerung: das Vorhandensein einer bestimmten Menge gefährlicher Stoffe zum Zweck der Einlagerung, der Hinterlegung zur sicheren Aufbewahrung oder der Lagerhaltung;

12° Vorhandensein von gefährlichen Stoffen: tatsächliches oder vorhergesagtes Vorhandensein von gefährlichen Stoffen im Betrieb, oder von gefährlichen Stoffen, bei denen mit Recht davon auszugehen ist, dass sie bei außer Kontrolle geratenen Verfahren, einschließlich der Lagerungstätigkeiten, in einer Anlage innerhalb des Betriebs anfallen könnten, und zwar in Mengen, die den in Anlage 1 Teil 1 oder 2 des Zusammenarbeitsabkommens genannten Mengenschwellen entsprechen oder darüber liegen. Dazu gehören ebenfalls die in der Genehmigung zugelassenen gefährlichen Stoffe.“

**Art. 3** - Artikel 2 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 2 - Das allgemeine Formular für Anträge auf eine Umweltgenehmigung wird mittels des Formulars eingereicht, das vom Minister für Umwelt festgelegt wird.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf die in den Rubriken 01.20 bis 01.39, 92.53.01 und 92.53.02 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, erwähnten Tierzucht und Tierhaltung bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf eine Wasserentnahmestelle, eine Bohrung, die Ausstattung einer Brunnenanlage und eine Anlage zur Auffüllung oder für Versuche zur künstlichen Auffüllung von Grundwasser bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf Anlagen zur Sortierung und Zusammenstellung, Vorbehandlung, Beseitigung oder Verwertung von Abfällen bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf die in der Richtlinie über Industrieemissionen (IED/IPPC) erwähnten Betriebe bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf industrielles Risikomanagement (außer Seveso) bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf technische Vergrabungszentren bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen nach der Rubrik 90.24 bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf Treibhausgase ausstoßende Anlagen und Tätigkeiten bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf Kompostieranlagen mit gelagerten Stoffmengen von mindestens 500 m<sup>3</sup> bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf Schwimmbäder bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf Biogasgewinnungsanlagen nach der Rubrik 93.23.15 bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf einen Plan zum Management von unverkauften Lebensmitteln bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf die Energieeffizienz bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff nach der Rubrik 50.50.04.01 bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf Steinbrüche bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf die Anträge auf Ableitung von Abwasser aus öffentlichen Kläranlagen betrifft, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbaubfällen bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf die Verwertung von Erde und natürlichem Gestein nach den Rubriken 14.91, 90.28.01 oder 90.28.02 bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf einen Betrieb bezieht, in dem eine oder mehrere Feuerungsanlagen eingesetzt werden, umfasst er außer den im allgemeinen Antragsformular geforderten Auskünften ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf eine Windkraftanlage oder einen Windpark nach den Rubriken 40.10.01.04.02 und 40.10.01.04.03 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten bezieht, umfasst er die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf GVO und pathogene Organismen bezieht, umfasst er außer den im allgemeinen Antragsformular geforderten Auskünften ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.“

**Art. 4** - Artikel 6 desselben Erlasses wird aufgehoben.

**Art. 5** - In Artikel 14 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "per Einschreiben" durch die Wortfolge "nach den in Artikel 176 des Dekrets vorgesehenen Formvorschriften" ersetzt.

**Art. 6** - In Artikel 15 desselben Erlasses wird die Wortfolge "per Einschreiben" durch die Wortfolge "nach den in Artikel 176 des Dekrets vorgesehenen Formvorschriften" ersetzt.

**Art. 7** - In Artikel 19 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 Absatz 1 Ziffer 4 wird die Wortfolge "57 bis" durch die Wortfolge "10, 57 bis" ersetzt;

2° in § 5 wird die Wortfolge "in Anlage XXIII genannten" durch die Wortfolge "im Ministeriellen Erlass vom 6. Juni 2019 zur Festlegung eines Formulars für Betriebe, die in der Richtlinie über Industrieemissionen (IED/IPPC) erwähnt sind, genannten" ersetzt.

**Art. 8** - Artikel 20 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 20 - Der in Artikel 40 des Dekrets erwähnte Einspruch wird dem Minister für Umwelt an die Anschrift des öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt zugesandt. Er wird anhand des Formulars eingelegt, dessen Muster vom Minister für Umwelt festgelegt wird."

**Art. 9** - In Artikel 22 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2014, wird das Wort "übermittelt" durch das Wort "sendet" ersetzt.

**Art. 10** - In Artikel 23 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2014, wird das Wort "übermittelt" durch das Wort "sendet" ersetzt.

**Art. 11** - In Artikel 25 desselben Erlasses wird die Wortfolge "per Einschreiben bei der Post gegen Abnahmebescheinigung oder händigen es ihm gegen eine Empfangsbescheinigung aus" durch die Wortfolge "nach den in Artikel 176 des Dekrets vorgesehenen Formvorschriften" ersetzt.

**Art. 12** - In Artikel 27 § 1 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2004 und 16. Januar 2014, wird die Wortfolge "gemäß der Anlage XIX" jeweils durch die Wortfolge " , das vom Minister für Umwelt festgelegt wird" ersetzt.

**Art. 13** - Artikel 30 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 30 - Das allgemeine Formular für Anträge auf eine Globalgenehmigung wird mittels des Formulars eingereicht, das vom Minister für Umwelt festgelegt wird.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf die in den Rubriken 01.20 bis 01.39, 92.53.01 und 92.53.02 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, erwähnten Tierzucht und Tierhaltung bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf eine Wasserentnahmestelle, eine Bohrung, die Ausstattung einer Brunnenanlage und eine Anlage zur Auffüllung oder für Versuche zur künstlichen Auffüllung von Grundwasser bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf Anlagen zur Sortierung und Zusammenstellung, Vorbehandlung, Beseitigung oder Verwertung von Abfällen bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf die in der Richtlinie über Industrieemissionen (IED/IPPC) erwähnten Betriebe bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf industrielles Risikomanagement (außer Seveso) bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf technische Vergrabungszentren bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen nach der Rubrik 90.24 bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf Treibhausgase ausstoßende Anlagen und Tätigkeiten bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf Kompostieranlagen mit gelagerten Stoffmengen von mindestens 500 m<sup>3</sup> bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf Schwimmbäder bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf Biogasgewinnungsanlagen nach der Rubrik 93.23.15 bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf einen Plan zum Management von unverkauften Lebensmitteln bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf die Energieeffizienz bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff nach der Rubrik 50.50.04.01 bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf Steinbrüche bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf die Anträge auf Ableitung von Abwasser aus öffentlichen Kläranlagen bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbauabfällen bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf die Verwertung von Erde und natürlichem Gestein nach den Rubriken 14.91, 90.28.01 oder 90.28.02 bezieht, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf einen Betrieb bezieht, in dem eine oder mehrere Feuerungsanlagen eingesetzt werden, umfasst er außer den im allgemeinen Antragsformular geforderten Auskünften ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf eine Windkraftanlage oder einen Windpark nach den Rubriken 40.10.01.04.02 und 40.10.01.04.03 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten bezieht, umfasst er die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.

Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf GVO und pathogene Organismen bezieht, umfasst er außer den im allgemeinen Antragsformular geforderten Auskünften ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen."

**Art. 14** - In Artikel 31 § 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "der Rubrik 63.12.18 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten" durch die Wortfolge "Anlage 1 des Zusammenarbeitsabkommens" ersetzt.

**Art. 15** - Artikel 34 desselben Erlasses wird aufgehoben.

**Art. 16** - In Artikel 36 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Mai 2006, wird das Wort "übermitteln" durch das Wort "senden" ersetzt.

**Art. 17** - In Artikel 42 desselben Erlasses wird die Wortfolge "per Einschreiben" durch die Wortfolge "nach den in Artikel 176 des Dekrets vorgesehenen Formvorschriften" ersetzt.

**Art. 18** - In Kapitel II Abschnitt 2 desselben Erlasses wird ein Unterabschnitt 3/1, der den Artikel 45/1 umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Unterabschnitt 3/1 - Mindestinhalt der bei der Untersuchung der Anträge auf eine Globalgenehmigung erforderten Gutachten

Art. 45/1 - Die in Artikel 91 des Dekrets erwähnten Gutachten enthalten mindestens folgende Angaben:

- 1° die Identifizierung der zu Rate gezogenen Instanz;
- 2° die Referenzen des Projekts;
- 3° Namen, Vornamen und Eigenschaft des Verfassers des Gutachtens;
- 4° die Beschreibung der Auswirkungen des Projekts;
- 5° die Untersuchung der Zweckmäßigkeit des Projekts in Anbetracht der Zuständigkeiten der zu Rate gezogenen Instanz;
- 6° im Falle eines günstigen Gutachtens: die Sonderbedingungen, die in den Zuständigkeitsbereich der zu Rate gezogenen Instanz fallen und denen die Errichtung und die Bewirtschaftung des Betriebes unterzogen werden sollten;
- 7° im Falle eines ungünstigen Gutachtens: die Gründe, die es rechtfertigen."

**Art. 19** - In Artikel 46 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° in § 1 wird die Wortfolge "57 bis" durch die Wortfolge "10, 57 bis" ersetzt;
- 2° in § 5 Absatz 2 wird die Wortfolge "in Anlage XXIII genannten" durch die Wortfolge "im Ministeriellen Erlass vom 6. Juni 2019 zur Festlegung eines Formulars für Betriebe, die in der Richtlinie über Industrieemissionen (IED/IPPC) erwähnt sind, genannten" ersetzt.

**Art. 20** - Artikel 47 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Mai 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 47 - Der in Artikel 95 des Dekrets erwähnte Einspruch wird dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Globalgenehmigungen gehören, an die Anschrift des öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt zugesandt. Er wird anhand des Formulars eingelegt, dessen Muster vom Minister für Umwelt festgelegt wird."

**Art. 21** - In Artikel 49 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 4. Mai 2006 und 16. Januar 2014, wird das Wort "übermittelt" durch das Wort "sendet" ersetzt.

**Art. 22** - In Artikel 50 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2014, wird das Wort "übermittelt" jeweils durch das Wort "sendet" ersetzt.

**Art. 23** - In Artikel 52 § 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "per Einschreiben bei der Post gegen Abnahmebescheinigung oder händigen es ihm gegen eine Empfangsbescheinigung aus" durch die Wortfolge "nach den in Artikel 176 des Dekrets vorgesehenen Formvorschriften" ersetzt.

**Art. 24** - In Artikel 56 § 1 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2004, 16. Januar 2014 und 22. Januar 2014, wird die Wortfolge "gemäß der Anlage XIX" jeweils durch die Wortfolge ", das vom Minister für Umwelt festgelegt wird" ersetzt.

**Art. 25** - In demselben Erlass wird die Überschrift des Abschnitts 3 von Kapitel II, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. April 2007, durch Folgendes ersetzt:

"Zusatzbestimmungen bezüglich der im Zusammenarbeitsabkommen erwähnten Betriebe".

**Art. 26** - Artikel 59 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. April 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 59 - § 1. Dieser Abschnitt findet Anwendung auf die in Artikel 1 § 3 erwähnten Betriebe.

§ 2. Der vorliegende Abschnitt findet keine Anwendung auf:

- 1° die militärischen Einrichtungen, Anlagen oder Lager;
- 2° durch ionisierende Strahlung aus Stoffen entstehende Gefahren;
- 3° die Beförderung gefährlicher Stoffe und die direkt damit verbundene vorübergehende Zwischenlagerung auf Straße, Schiene, Binnenwasserstraßen, See- oder Luftweg außerhalb der vom vorliegenden Abschnitt betroffenen Betriebe, einschließlich des Be- und Entladens oder des Umladens von einem Verkehrsträger auf einen anderen Verkehrsträger in Hafenbecken, Kaianlagen oder Verschiebehäfen;
- 4° die Beförderung gefährlicher Stoffe in Rohrleitungen, einschließlich der Pumpstationen, außerhalb der vom vorliegenden Abschnitt betroffenen Betriebe;
- 5° die Gewinnung, sprich die Erkundung, Förderung und Aufarbeitung von Mineralien in Bergwerken und Steinbrüchen, auch durch Bohrungen;
- 6° die Offshore-Tätigkeiten zur Erkundung und Gewinnung von Mineralien, einschließlich Kohlenwasserstoffen;
- 7° die Lagerung von Gas an unterirdischen Offshore-Standorten, unabhängig davon, ob es sich dabei um Standorte nur für die Lagerung oder um Standorte handelt, an denen auch die Erkundung und die Gewinnung von Mineralien, einschließlich Kohlenwasserstoffen, stattfindet;

8° die Abfalldeponien, einschließlich der unterirdischen Abfalllagerung.

§ 3. Unter den Geltungsbereich des vorliegenden Abschnitts fallen in Abweichung von § 2 Ziffern 5 und 8:

1° die unterirdische Gaslagerung innerhalb der natürlichen Bodenschichten, in Grundwasserleitschichten, in Salzkavernen und in stillgelegten Bergwerken;



2° die chemischen und thermischen Aufbereitungsvorgänge sowie die mit diesen Vorgängen verbundene Lagerung, die das Vorhandensein gefährlicher Stoffe nach sich ziehen;

3° die in Betrieb befindlichen Einrichtungen zur Beseitigung des tauben Gesteins, einschließlich Bergeteiche oder Absetzbecken, die gefährliche Stoffe enthalten.“.

**Art. 27** - In Artikel 61 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. April 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird die Wortfolge "Betrieb bezieht, in dem gefährliche Stoffe in Mengen vorhanden sind, die diejenigen der Spalte 2 der Anlage I des Zusammenarbeitsabkommens erreichen oder überschreiten und unter denjenigen der Spalte 3 liegen" durch die Wortfolge "Betrieb mit niedrigen Schwellenwerten bezieht" ersetzt;

2° in § 1 wird die Wortfolge "in der Anlage XIII des vorliegenden Erlasses bestimmt werden" durch die Wortfolge "vom Minister für Umwelt festgelegt werden" ersetzt;

3° in § 2 wird die Wortfolge "Betrieb bezieht, in dem gefährliche Stoffe in Mengen vorhanden sind, die diejenigen der Spalte 3 der Anlage I des Zusammenarbeitsabkommens erreichen oder überschreiten" durch die Wortfolge "Betrieb mit hohen Schwellenwerten bezieht" ersetzt;

4° in § 2 Ziffer 3 wird die Wortfolge "in der Anlage XIV des vorliegenden Erlasses bestimmt" durch die Wortfolge "vom Minister für Umwelt festgelegt" ersetzt;

5° in § 4 Absatz 1 werden die Ziffern 1 bis 3 durch Folgendes ersetzt:

1° die Umwandlung oder Erweiterung schwerwiegende Auswirkungen im Bereich der mit schweren Unfällen verbundenen Gefahren haben kann, oder

2° die Umwandlung oder Erweiterung eine bedeutende Erhöhung der Menge des/der vorhandenen gefährlichen Stoff(s)/(e) nach sich zieht;

3° die Umwandlung oder Erweiterung eine bedeutende Änderung der Art oder physikalischen Form des/der vorhandenen gefährlichen Stoff(s)/(e) nach sich zieht;

4° die Umwandlung oder Erweiterung eine Änderung der Verfahren nach sich zieht, die den/die gefährlichen Stoff(e) einsetzen.“ ;

5° In § 4 wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

"Die Kriterien, nach denen die Begriffe "schwerwiegende Auswirkung", "bedeutende Erhöhung" oder "bedeutende Änderung" und "Änderung der Verfahren" bestimmt werden können, werden vom Minister für Umwelt festgelegt.“.

**Art. 28** - In Artikel 62 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. April 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "wo gefährliche Stoffe in Mengen vorhanden sind, die die in den Teilen 1 und 3 der Anlage I des Zusammenarbeitsabkommens erreichen oder überschreiten," gestrichen;

2° in Absatz 1 wird die Wortfolge "der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen und dem regionalen Interventionsdienst zur Begutachtung vorgelegt" durch die Wortfolge "der Direktion der industriellen, geologischen und bergbaulichen Risiken und dem regionalen Feuerwehrdienst zur Begutachtung vorgelegt" ersetzt;

3° Absatz 2 wird aufgehoben.

**Art. 29** - In Artikel 72 Absatz 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird die Wortfolge "eine Abschrift der Quittung für die Einzahlung oder des Kontoauszugs für die Überweisung" durch die Wortfolge "den Beleg der Überweisung" ersetzt.

**Art. 30** - In Artikel 73 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird der Satz "In Ermangelung der Einsendung des Gutachtens innerhalb der vorgesehenen Fristen wird das Gutachten bezüglich des gefassten Beschlusses als günstig angesehen." gestrichen.

**Art. 31** - In denselben Erlass wird ein Artikel 73/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 73/1 - Die in Artikel 41 des Dekrets erwähnten Gutachten enthalten mindestens folgende Angaben:

1° die Identifizierung der zu Rate gezogenen Instanz;

2° die Referenzen des Projekts;

3° Namen, Vornamen und Eigenschaft des Verfassers des Gutachtens;

4° die Beschreibung der Auswirkungen des Projekts;

5° die Untersuchung der Zweckmäßigkeit des Projekts in Anbetracht der Zuständigkeiten der zu Rate gezogenen Instanz;

6° im Falle eines günstigen Gutachtens: die eventuellen zusätzlichen Bedingungen, die in den Zuständigkeitsbereich der zu Rate gezogenen Instanz fallen und denen die Bewirtschaftung des Betriebs unterzogen werden sollte;

7° im Falle eines ungünstigen Gutachtens: die Gründe, die es rechtfertigen.“.

**Art. 32** - In Artikel 81 desselben Erlasses wird die Wortfolge "in einem bei der Post aufgegebenen und an den Antragsteller gerichteten Einschreiben" durch die Wortfolge "dem Antragsteller nach den in Artikel 176 des Dekrets vorgesehenen Formvorschriften" ersetzt.

**Art. 33** - In Artikel 83 desselben Erlasses wird die Wortfolge "per Einschreiben bei der Post" jeweils durch die Wortfolge "nach den in Artikel 176 des Dekrets vorgesehenen Formvorschriften" ersetzt.

**Art. 34** - Artikel 85 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 85 - Der in Artikel 55 § 7 des Dekrets erwähnte Einspruch wird dem Minister für Umwelt an die Anschrift des öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt zugesandt. Er wird anhand des Formulars eingelegt, dessen Muster vom Minister für Umwelt festgelegt wird.“.

**Art. 35** - In Artikel 86 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2004 und 16. Januar 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Erhalt seitens des Betreibers des angefochtenen Beschlusses übermittelt" durch die Wortfolge "nach den in Artikel 176 des Dekrets vorgesehenen Formvorschriften innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Erhalt seitens des Betreibers des angefochtenen Beschlusses zugesandt" ersetzt.

2° in § 1 Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Der Einspruch wird nach den in Artikel D.29-22 § 2 von Buch I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Modalitäten der Öffentlichkeit zur Kenntnis gebracht." ;

3° in § 3 wird das Wort "übermittelt" durch das Wort "sendet" ersetzt.

**Art. 36** - In Artikel 88 Absatz 1 desselben Erlasses wird das Wort "übermittelt" durch das Wort "sendet" ersetzt.

**Art. 37** - In Kapitel II desselben Erlasses wird ein Abschnitt *6ter*, der den Artikel 89*quinquies* umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Abschnitt *6ter* - Abtretung

Art. 89*quinquies* - Das Formular zur in Artikel 60 des Dekrets erwähnten Abtretung wird anhand eines Formulars erstellt, das vom Minister für Umwelt festgelegt wird."

**Art. 38** - In Artikel 95*bis* Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 2006, wird die Wortfolge "in der Anlage XXII des vorliegenden Erlasses angeführt wird" durch die Wortfolge "vom Minister für Umwelt festgelegt wird" ersetzt.

**Art. 39** - Artikel 95*decies* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 2016, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 95*decies* - Auf der Grundlage der eingeholten Gutachten sendet der technische Beamte, wenn es sich bei ihm um die zuständige Behörde handelt, seinen Beschluss dem Betreiber und dem Gemeindegremium jeder Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, innerhalb einer Frist von hundertzehn Tagen ab der Einsendung seines Vorschlags gemäß Artikel 65 § 5 des Dekrets zu."

**Art. 40** - In Artikel 96 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird die Wortfolge "per Einschreiben bei der Post" durch die Wortfolge "nach den in Artikel 176 des Dekrets vorgesehenen Formvorschriften" ersetzt;

2° in § 2 wird die Wortfolge "des in § 1 erwähnten Einschreibens" durch die Wortfolge "der in § 1 erwähnten Information" ersetzt.

**Art. 41** - In Artikel 97 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "des in Artikel 96 § 1 erwähnten Einschreibens" wird durch die Wortfolge "der in Artikel 96 § 1 erwähnten Information" ersetzt;

2° die Wortfolge "der gemäß Artikel 65 § 2 des Dekrets ein Gutachten abgegeben hat," wird gestrichen.

**Art. 42** - Abschnitt 9 desselben Erlasses wird zum Abschnitt 8.

**Art. 43** - In Artikel 110 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2004, wird die Wortfolge "in einem gewöhnlichen Umschlag" gestrichen.

**Art. 44** - In Artikel 117 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 und 16. Januar 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird die Wortfolge "58, § 2, 4°, und § 3," zwischen "1, 29," und "61" eingefügt;

2° § 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Der in Artikel 65 § 8 des Dekrets genannte technische Beamte ist der mit der Überwachung beauftragte Beamte.";

3° in § 3 wird die Wortfolge "in den Artikeln 65, § 1 und 72, § 1, Absatz 2" durch die Wortfolge "in den Artikeln 58, § 2, 4° und 5°, und § 3, 65, §§ 2 bis 7, und 72, § 1, Absatz 2" ersetzt;

4° § 4 wird aufgehoben.

**Art. 45** - Unterabschnitt 8 desselben Erlasses wird aufgehoben.

**Art. 46** - In Artikel 120 desselben Erlasses wird § 5 aufgehoben.

**Art. 47** - Artikel 120*ter* desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die in Artikel 176, Absatz 2 des Dekrets erwähnten Beamten sind der Direktor der Außendirektion der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen der Gemeinde, bei der der Antrag eingereicht wurde, wenn es sich um einen Antrag bzw. eine Erklärung handelt, und der Generaldirektor des öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, wenn es sich um einen Einspruch handelt."

**Art. 48** - Die Anlagen desselben Erlasses werden mit Ausnahme der Anlagen X und XIX*bis* aufgehoben.

**KAPITEL III — Abänderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen**

**Art. 49** - In Artikel 3*ter* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. April 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. September 2018, wird die Wortfolge "des Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen" durch die Wortfolge "des Zusammenarbeitsabkommens vom 16. Februar 2016 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur

Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen, ggf. unter Anwendung der in Anmerkung 4 zur Anlage 1 des besagten Zusammenarbeitsabkommens dargestellten Kumulierungsregel," ersetzt.

**Art. 50** - In Anlage I desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden die Rubriken 01.21.01.01 bis 01.21.02.03 durch Folgendes ersetzt:

"

01.21.01.01 von 6 bis 500 Tieren	3						
01.21.01.02 von mehr als 501 bis 2000 Tieren	2			DDR			
01.21.01.03 von mehr als 2001 Tieren	1	X		DDR			
01.21.02 Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.21.01. betroffen ist, mit einer Kapazität:							
01.21.02.01 von 11 bis 800 Tieren	3						
01.21.02.02 von mehr als 801 bis 2000 Tieren	2			DDR			
01.21.02.03 von mehr als 2001 Tieren	1	X		DDR			

".

**Art. 51** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden die Rubriken 01.31.01.01 bis 01.31.02.03 durch Folgendes ersetzt:

"

01.31.01.01 von 6 bis 500 Tieren	3						I
01.31.01.02 von mehr als 501 bis 2000 Tieren	2			DDR			S
01.31.01.03 von mehr als 2001 Tieren	1	X		DDR, DPS			S
01.31.02 Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.31.01 betroffen ist, mit einer Kapazität:							
01.31.02.01 von 11 bis 800 Tieren	3						I
01.31.02.02 von mehr als 801 bis 2000 Tieren	2						S
01.31.02.03 von mehr als 2001 Tieren	1	X		DPS			S

".

**Art. 52** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird in der Rubrik 01.39.04 die Wortfolge "in Artikel 3 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere" durch die Wortfolge "im Wallonischen Gesetzbuch über den Tierschutz" ersetzt.

**Art. 53** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden die Rubriken 01.49.01.01 bis 01.49.01.01.03 durch Folgendes ersetzt:

"

01.49.01.01 Lager (in loser Schüttung und/oder Silos) für Getreide, Körner und sonstige Nahrungsmittel oder für jegliches organische Erzeugnis, das entzündbare Stäube enthalten oder eine entzündbare Atmosphäre erzeugen könnte, 01.49.01.01.01 mit einem Lagervermögen über 50 m <sup>3</sup> bis höchstens 500 m <sup>3</sup> bei Silos mit oben offenen Zellen, Formsteinsilos, Hochsilos, etc., mit Ausnahme von Flachsilos	3						
01.49.01.01.02 mit einem Lagervermögen über 500 m <sup>3</sup> bei Silos mit oben offenen Zellen, Formsteinsilos, Hochsilos, etc., mit Ausnahme von Flachsilos	2						
01.49.01.01.03 mit einem Lagervermögen über 50 m <sup>3</sup> bei Flachsilos	3						
01.49.01.01 Lager (in loser Schüttung und/oder Silos) für Getreide, Körner und sonstige Nahrungsmittel oder für jegliches organische Erzeugnis, das entzündbare Stäube enthalten oder eine entzündbare Atmosphäre erzeugen könnte, 01.49.01.01.01 mit einem Lagervermögen über 50 m <sup>3</sup> bis höchstens 500 m <sup>3</sup> bei bei Silos mit oben offenen Zellen, Formsteinsilos, Hochsilos, etc., mit Ausnahme von Flachsilos	3						

01.49.01.01.02 mit einem Lagervermögen über 500 m <sup>3</sup> bei Silos mit oben offenen Zellen, Formsteinsilos, Hochsilos, etc., mit Ausnahme von Flachsilos	2							
01.49.01.01.03 mit einem Lagervermögen über 50 m <sup>3</sup> bei Flachsilos	3							

”.

**Art. 54** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden die Rubriken 24.13.05 bis 24.13.05 durch Folgendes ersetzt:

”

24.13.05 Produktion von gefährlichen Salzen durch chemische oder biologische Umwandlung von Stoffen oder Stoffgruppen, die Gefahrenmerkmale wie in den Rubriken 63.12.16 aufgeführt aufweisen, wenn die installierte Produktionskapazität: 24.13.05.01 höchstens 50.000 T/Jahr ist	2		X					
24.13.05.02 mehr als 50.000 T/Jahr ist	1	X	X	AWAC				
24.13.05 Produktion von gefährlichen Salzen durch chemische oder biologische Umwandlung von Stoffen oder Stoffgruppen, die Gefahrenmerkmale wie in den Rubriken 63.12.16 aufgeführt aufweisen, wenn die installierte Produktionskapazität: 24.13.05.01 höchstens 50.000 T/Jahr ist	2		X					
24.13.05.02 mehr als 50.000 T/Jahr ist	1	X	X	AWAC				
24.13.05 Produktion von gefährlichen Salzen durch chemische oder biologische Umwandlung von Stoffen oder Stoffgruppen, die Gefahrenmerkmale wie in den Rubriken 63.12.16 aufgeführt aufweisen, wenn die installierte Produktionskapazität: 24.13.05.01 höchstens 50.000 T/Jahr ist	2		X					
24.13.05.02 mehr als 50.000 T/Jahr ist	1	X	X	AWAC				
24.13.05 Produktion von gefährlichen Salzen durch chemische oder biologische Umwandlung von Stoffen oder Stoffgruppen, die Gefahrenmerkmale wie in den Rubriken 63.12.16 aufgeführt aufweisen, wenn die installierte Produktionskapazität:								

”.

**Art. 55** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird in der Überschrift der Rubrik 24.61.01 das Wort "Jagdpatronen" durch das Wort "Handfeuerwaffen-Patronen" ersetzt.

**Art. 56** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 24.61.02 durch Folgendes ersetzt:

"Ladung von Patronen für Schwarzpulverwaffen durch Privatpersonen für ihren eigenen Verbrauch mit Lagerhaltung, die auf folgende Mengen begrenzt ist:

- a) 5 Kg (Nettogewicht) rauchloses Pulver in Form von Körnern oder Pulver;
- b) 2 Kg (Nettogewicht) loses Schwarzpulver in Form von Körnern oder Pulver;
- c) Handfeuerwaffen-Patronen für die Kaliber, für die der Betreiber über eine Genehmigung nach dem Waffengesetz verfügt, bis zu einem Inhalt von 10 Kg;
- d) 10.000 Zündhütchen für Handfeuerwaffen-Patronen;
- e) eine bestimmte Anzahl leerer gezündeter Patronenhülsen."

**Art. 57** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden zwischen die Rubrik 24.70.02 und die Rubrik 24.9 die Rubriken 24.75, 24.75.01 und 24.75.02 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„

24.75 Produktion, Verwendung und Wiederaufbereitung von Nanomaterialien, so wie sie im Königlichen Erlass vom 27. Mai 2014 über das Inverkehrbringen der im Nanopartikelzustand hergestellten Stoffe definiert sind, mit Ausnahme von unbeabsichtigt erzeugten Nanomaterialien 24.75.01 wenn die gesamte produzierte Menge mehr als 5 T/Jahr beträgt	2							
24.75.02 wenn die gesamte verwendete bzw. wiederaufbereitete Menge mehr als 3 T/Jahr beträgt	2							
24.75 Produktion, Verwendung und Wiederaufbereitung von Nanomaterialien, so wie sie im Königlichen Erlass vom 27. Mai 2014 über das Inverkehrbringen der im Nanopartikelzustand hergestellten Stoffe definiert sind, mit Ausnahme von unbeabsichtigt erzeugten Nanomaterialien 24.75.01 wenn die gesamte produzierte Menge mehr als 5 T/Jahr beträgt	2							
24.75.02 wenn die gesamte verwendete bzw. wiederaufbereitete Menge mehr als 3 T/Jahr beträgt	2							
24.75 Produktion, Verwendung und Wiederaufbereitung von Nanomaterialien, so wie sie im Königlichen Erlass vom 27. Mai 2014 über das Inverkehrbringen der im Nanopartikelzustand hergestellten Stoffe definiert sind, mit Ausnahme von unbeabsichtigt erzeugten Nanomaterialien 24.75.01 wenn die gesamte produzierte Menge mehr als 5 T/Jahr beträgt	2							
24.75.02 wenn die gesamte verwendete bzw. wiederaufbereitete Menge mehr als 3 T/Jahr beträgt	2							

„

**Art. 58** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird in der Überschrift 45.12.01 die Wortfolge „, die dazu bestimmt sind, radioaktive Abfälle zu lagern oder geothermische Sonden zu erhalten“ gestrichen.

**Art. 59** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden zwischen die Rubrik 45.12.01 und die Rubrik 45.12.02 die Rubriken 45.12.01.01, 45.12.01.02 und 45.12.01.03 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„

45.12.01.01 dazu bestimmt, radioaktive Abfälle zu lagern	2			DESO, DEBD, DRIGM, DPS				
45.12.01.02 dazu bestimmt, geothermische Sonden aufzunehmen, und innerhalb einer Präventivzone für Grundwasserentnahme gelegen.	2							
45.12.01.03 dazu bestimmt, geothermische Sonden aufzunehmen, und außerhalb einer Präventivzone für Grundwasserentnahme gelegen.	3							

„

**Art. 60** - In Artikel I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird in der Überschrift der Rubrik 63.12.02 die Wortfolge „oder eine entzündbare Atmosphäre erzeugt werden könnte“ zwischen die Wortfolge „enthalten sein könnten“ und die Wortfolge „, wenn das Lagerungsvolumen“ eingefügt.

**Art. 61** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.02.01 um die Wortfolge „ bei Silos mit oben offenen Zellen, Formsteinsilos, Hochsilos, etc., mit Ausnahme von Flachsilos“ ergänzt.

**Art. 62** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.02.02 um die Wortfolge „bei Silos mit oben offenen Zellen, Formsteinsilos, Hochsilos, etc., mit Ausnahme von Flachsilos“ ergänzt.

**Art. 63** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird zwischen die Rubrik 63.12.02.02 und die Rubrik 63.12.03 eine Rubrik 63.12.02.03 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„

63.12.02.03 mindestens 50 m <sup>3</sup> ist bei Flachsilos	3							
---	---	--	--	--	--	--	--	--

”.

**Art. 64** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Rubrik 63.12.04 durch Folgendes ersetzt:

„

63.12.04 Andere als Holz entzündbare Feststoffe (Lager für -)								
---	--	--	--	--	--	--	--	--

”.

**Art. 65** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden zwischen die Rubrik 63.12.04 und die Rubrik 63.12.05 die Rubriken 63.12.04.01, 63.12.04.02, 63.12.04.02.01 und 63.12.04.02.02 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„

63.12.04.01 Feste Brennstoffe nach Bestimmung (Lager für -), wenn die Lagerungskapazität mehr als 5 T ist	3						0,5	
63.12.04.02 Entzündbare Feststoffe der Kategorie 1 oder 2 (Lager für -), wenn die Lagerungskapazität: 63.12.04.02.01 mehr als 50 Kg und weniger als 5 T ist	3						0,5	
63.12.04.02.02 mindestens 5 T ist	2						0,5	
63.12.04.01 Feste Brennstoffe nach Bestimmung (Lager für -), wenn die Lagerungskapazität mehr als 5 T ist	3						0,5	
63.12.04.02 Entzündbare Feststoffe der Kategorie 1 oder 2 (Lager für -), wenn die Lagerungskapazität: 63.12.04.02.01 mehr als 50 Kg und weniger als 5 T ist	3						0,5	
63.12.04.02.02 mindestens 5 T ist	2						0,5	

”.

**Art. 66** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird in der Rubrik 63.12.05.06 die Wortfolge "Verordnung Nr 1774/2002/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 3. Oktober 2002 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte" durch die Wortfolge "Verordnung (EG) Nr. 1069/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1774/2002" ersetzt.

**Art. 67** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird in der Rubrik 63.12.05.07 die Wortfolge "Verordnung Nr 1774/2002/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 3. Oktober 2002 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte" durch die Wortfolge "Verordnung (EG) Nr. 1069/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1774/2002" ersetzt.

**Art. 68** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.06.02 durch Folgendes ersetzt:

"Lager für Sprengstoffe mit Ausnahme derjenigen, die innerhalb der in Anlage IV vorgeschriebenen Höchstmengen im Besitz von Privatpersonen sind, deren Inhalt auf folgende Mengen begrenzt ist:

1° 500 Kg in Handfeuerwaffen-Patronen der Gefahrenunterklasse 1.4S enthaltenes Pulver;

2° 200.000 Stück Zündhütchen der Gefahrenunterklasse 1.4S zur Ladung von Patronen für pulverlose Handfeuerwaffen (Typ Flobert) der Gefahrenunterklasse 1.4S;

3° 10 Kg loses körner- bzw. mehlartiges Pulver, davon maximal 2 Kg Schwarzpulver;

4° eine bestimmte Anzahl leere, gezündete Patronenhülsen der Gefahrenunterklasse 1.4S."

**Art. 69** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.06.03 durch Folgendes ersetzt:

"Lager von für den Verkauf an Privatpersonen bestimmten Feuerwerkskörpern der Kategorie F1 und F2 oder von für Theater der Kategorie T1 bestimmten pyrotechnischen Gegenständen des generischen Typs "bengalische Feuer mit nicht-elektrischer Zündung" oder "Raucherzeuger mit nicht-elektrischer Zündung" und sonstigen pyrotechnischen Gegenständen der Kategorie P1 für Fahrzeuge mit einer in Gewicht der darin enthaltenen pyrotechnischen Zusammensetzung ausgedrückten Kapazität von:"

**Art. 70** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden zwischen die Rubrik 63.12.06.03 und die Rubrik 63.12.06.04 die Rubriken 63.12.06.03.01 und 63.12.06.03.02 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„

63.12.06.03.01 höchstens 150 Kg	3							
63.12.06.03.02 über 150 Kg und höchstens 1 T	2							

„

**Art. 71** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden in der Überschrift der Rubrik 63.12.06.06 die Ziffern "63.12.06.03" durch die Ziffern "63.12.06.03.01, 63.12.06.03.02" ersetzt.

**Art. 72** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wechselt die Rubrik 63.12.06.09 zur Klasse 2.

**Art. 73** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden zwischen die Rubrik 63.12.06.10 und die Rubrik 63.12.06.11.02 die Rubriken 63.12.06.11 und 63.12.06.11.01 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„

63.12.06.11 Verwendung von Schwarzpulver bei Veranstaltungen mit festlichem, historischem oder folkloristischem Charakter in einer Menge von: 63.12.06.11.01 höchstens 50 Kg	3							
---	---	--	--	--	--	--	--	--

„

**Art. 74** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.08 durch Folgendes ersetzt:

"Lager für Druckgase (komprimierte, tiefgekühlt verflüssigte oder gelöste Gase), die nicht ausdrücklich in einer anderen Rubrik genannt sind."

**Art. 75** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird in der Überschrift der Rubrik 63.12.08.01.01 die Wortfolge "und weniger als 500 l" gestrichen.

**Art. 76** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Rubrik 63.12.08.01.02 aufgehoben.

**Art. 77** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird in der Überschrift der Rubrik 63.12.08.03 die Wortfolge ", das nicht ausdrücklich in anderen Rubriken genannt ist," zwischen die Wortfolge "Gas in mobilen Behältern" und die Wortfolge "wenn das Gesamtvolumen der Behälter mehr als 500 l ist" eingefügt.

**Art. 78** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden zwischen die Rubrik 63.12.08.03 und die Rubrik 63.12.09 die Rubriken 63.12.08.04, 63.12.08.04.01, 63.12.08.04.02, 63.12.08.05.01, 63.12.08.05.01.01, 63.12.08.05.01.02, 63.12.08.05.02, 63.12.08.05.02.01 und 63.12.08.05.02.02 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„

63.12.08.04 Ortsfeste oder mobile Behälter für entzündbare Gase der Kategorien 1 und 2, die nicht ausdrücklich in einer anderen Rubrik genannt sind, deren gesamte Lagermenge (Nettogewicht: Gewicht des Stoffes ohne Verpackung): 63.12.08.04.01 mindestens 25 Kg und weniger als 250 Kg ist	3							
63.12.08.04.02 mindestens 250 Kg ist	2							
63.12.08.05.01 Lager für entzündbare Aerosole der Kategorie 1, wenn die gesamte Menge (Nettogewicht: Gewicht des Stoffes ohne Verpackung): 63.12.08.05.01.01 mehr als 50 Kg und höchstens 500 Kg ist	3							
63.12.08.05.01.02 mehr als 500 Kg ist	2							
63.12.08.05.02 Lager für entzündbare Aerosole der Kategorie 2, wenn die gesamte Menge (Nettogewicht: Gewicht des Stoffes ohne Verpackung): 63.12.08.05.02.01 mehr als 500 Kg und höchstens 5 T ist	3							
63.12.08.05.02.02 mehr als 5 T ist	2							

„

**Art. 79** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird in der Überschrift der Rubrik 63.12.09 die Wortfolge "feuergefährliche oder brennbare" durch das Wort "entzündbare" ersetzt.

**Art. 80** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.09.01 durch Folgendes ersetzt:

„der Kategorie 1, deren Lagerungskapazität“.

**Art. 81** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.09.02 durch Folgendes ersetzt:

„der Kategorie 2, einschließlich des Benzins oder seiner alternativen, zu denselben Zwecken verwendeten Kraftstoffe mit ähnlichen Eigenschaften hinsichtlich der Entzündbarkeit, deren Lagerungskapazität“.

**Art. 82** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.09.03 durch Folgendes ersetzt:

„der Kategorie 3, einschließlich der Flüssigkeiten, deren Flammpunkt bei mehr als 55 °C und höchstens 75 °C liegt, wie die Gasöle, Dieselkraftstoffe und leichten Heizöle sowie brennbaren Flüssigkeiten, deren Flammpunkt über 60 °C liegt und deren Lagerungskapazität“.

**Art. 83** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.09.04 durch Folgendes ersetzt:

„Lager für schwer brennbare Flüssigkeiten, deren Flammpunkt über 93 °C liegt und deren Lagerungskapazität“.

**Art. 84** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.09.05 durch Folgendes ersetzt:

„Mischlager für entzündbare Flüssigkeiten der Kategorie 1 oder entzündbare Flüssigkeiten der Kategorie 2 oder entzündbare Flüssigkeiten der Kategorie 3 oder Brennstoffe mit einem Flammpunkt über 60 °C und unter 93 °C oder schwer brennbare Flüssigkeiten mit einem Flammpunkt über 93°C, wenn die gesamte äquivalente Nennkapazität des Lagers:

Die gesamte äquivalente Nennkapazität ist durch die folgende Formel bestimmt:

$$Q_{\text{équivalente totale}} = 10 A + B + \frac{C}{5} + \frac{D}{10}$$

R.01 steht für die Kapazität im Zusammenhang mit den Flüssigkeiten, die die Merkmale in der Rubrik 63.12.09.01 aufweisen;

R.02 steht für die Kapazität im Zusammenhang mit den Flüssigkeiten, die die Merkmale in der Rubrik 63.12.09.02 aufweisen;

R.03 steht für die Kapazität im Zusammenhang mit den Flüssigkeiten, die die Merkmale in der Rubrik 63.12.09.03 aufweisen;

R.04 steht für die Kapazität im Zusammenhang mit den Flüssigkeiten, die die Merkmale in der Rubrik 63.12.09.04 aufweisen“.

**Art. 85** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.16 durch Folgendes ersetzt:

„Lager für feste, flüssige oder gasförmige Stoffe und Gemische“.

**Art. 86** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.16.01 durch Folgendes ersetzt:

„mit akuter Toxizität der Kategorie 1, sämtliche Expositionswege, wenn die Lagerungskapazität“.

**Art. 87** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Rubrik 63.12.16.02 zur Rubrik 63.12.16.02.01. Die Überschrift dieser neuen Rubrik 63.12.16.02.01 wird durch Folgendes ersetzt:

„ feste, flüssige oder gasförmige Stoffe und Gemische mit:

1° akuter Toxizität der Kategorie 2 (sämtliche Expositionswege);

2° spezifischer Zielorgan-Toxizität - einmalige Exposition (STOT einm.) - der Kategorie 1 und deren Menge:“.

**Art. 88** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die bisherige Rubrik 63.12.16.02.01 zur Rubrik 63.12.16.02.01.01.

**Art. 89** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Rubrik 63.12.16.02.02 zur Rubrik 63.12.16.02.01.02.

**Art. 90** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden zwischen die neue Rubrik 63.12.16.02.01.02 und die Rubrik 63.12.16.03 die Rubriken 63.12.16.02.02, 63.12.16.02.02.01 und 63.12.16.02.02.02 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„

63.12.16.02.02 feste, flüssige oder gasförmige Stoffe und Gemische mit - akuter Toxizität der Kategorie 3 (sämtliche Expositionswege), deren Menge 63.12.16.02.02.01 mindestens 1 T und weniger als 5 T ist	3							
63.12.16.02.02.02 mindestens 5 T ist	2							

“.



**Art. 91** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Rubrik 63.12.16.03 zur Rubrik 63.12.16.03.01. Die Überschrift dieser neuen Rubrik 63.12.16.03.01 wird durch Folgendes ersetzt:

"Feste, flüssige und gasförmige Stoffe und Gemische (Nettogewicht): oxidierend der Kategorie 1, deren Menge:".

**Art. 92** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Rubrik 63.12.16.03.01 zur Rubrik 63.12.16.03.01.01. Die Überschrift dieser neuen Rubrik 63.12.16.03.01.01 wird durch Folgendes ersetzt:

"mindestens 25 Kg und weniger als 250 Kg ist".

**Art. 93** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Rubrik 63.12.16.03.02 zur Rubrik 63.12.16.03.01.02. Die Überschrift dieser neuen Rubrik 63.12.16.03.01.02 wird durch Folgendes ersetzt:

"mindestens 250 Kg ist".

**Art. 94** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden zwischen die neue Rubrik 63.12.16.03.01.02 und die Rubrik 63.12.16.04 die Rubriken 63.12.16.03.02, 63.12.16.03.02.01 und 63.12.16.03.02 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"

63.12.16.03.02 Feste, flüssige Stoffe und Gemische. Oxidierend der Kategorie 2 oder 3, deren Menge: 63.12.16.03.02.01 mindestens 250 Kg und weniger als 1 T ist	3						
63.12.16.03.02.02 mindestens 1 T ist	2						

".

**Art. 95** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Rubrik 63.12.16.04 zur Rubrik 63.12.16.04.01. Die Überschrift dieser neuen Rubrik 63.12.16.04.01 wird durch Folgendes ersetzt:

"Gewässergefährdend Wobei die gesamte Menge, die innerhalb der Anlage vorhanden sein könnte (mit Ausnahme der flüssigen Treibstoffe bei atmosphärischem Druck für Verbrennungsmotoren und des Heizöls)".

**Art. 96** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Rubrik 63.12.16.04.01 zur Rubrik 63.12.16.04.01.01

**Art. 97** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Rubrik 63.12.16.04.02 zur Rubrik 63.12.16.04.01.02

**Art. 98** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden zwischen die neue Rubrik 63.12.16.04.01.02 und die Rubrik 63.12.16.05 die Rubriken 63.12.16.04.02, 63.12.16.04.02.01, 63.12.16.04.02.02, 63.12.16.04.03, 63.12.16.04.03.01 und 63.12.16.04.03.02 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"

63.12.16.04.02 Chronisch gewässergefährdend der Kategorie 2 Wobei die gesamte Menge, die innerhalb der Anlage vorhanden sein könnte (mit Ausnahme der flüssigen Treibstoffe bei atmosphärischem Druck für Verbrennungsmotoren und des Heizöls) 63.12.16.04.02.01 mindestens 0,8 T und weniger als 8 T ist	3						
63.12.16.04.02.02 mindestens 8 T ist	2						
63.12.16.04.03 Chronisch gewässergefährdend der Kategorie 3 oder 4 Wobei die gesamte Menge, die innerhalb der Anlage vorhanden sein könnte (mit Ausnahme der flüssigen Treibstoffe bei atmosphärischem Druck für Verbrennungsmotoren und des Heizöls) 63.12.16.04.03.01 mindestens 1,6 T und weniger als 16 T ist	3						
63.12.16.04.03.02 mindestens 16 T ist	2						

".

**Art. 99** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.16.05 durch Folgendes ersetzt:

"Stoffe und Gemische, die wie folgt eingestuft sind:

1° Ätzwirkung: hautätzend, Kategorie 1 (A, B, C);

2° Schwere Augenschädigung, Kategorie 1;

3° akute Toxizität (sämtliche Wege - Kategorie 4);

4° Reizwirkung auf die Haut, Kategorie 2;

5° Augenschädigung/-reizung, Kategorie 2;

6° spezifische Zielorgan-Toxizität - einmalige Exposition (STOT einm.) - Kategorie 3;

7° spezifisch zielorgantoxisch (STOT wdh.), Kategorie 1 oder 2;

8° langfristig gesundheitsgefährdend;

9° Reproduktionstoxizität (Wirkung auf oder über die Laktation)“.

**Art. 100** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.16.05.01 durch Folgendes ersetzt:

“in einer Menge von mindestens 0,5 T und weniger als 20 T “.

**Art. 101** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Rubrik 63.12.18 wie folgt eingefügt:

“

63.12.18 Selbstersetzliche, selbsterhitzungsfähige Stoffe und Gemische, organische Peroxide oder selbstentzündliche Flüssigkeiten								
---	--	--	--	--	--	--	--	--

”.

**Art. 102** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden zwischen die Rubrik 63.12.18 und die Rubrik 63.12.19 die Rubriken 63.12.18.01, 63.12.18.01.01, 63.12.18.02, 63.12.18.02.01, 63.12.18.03, 63.12.18.03.01, 63.12.18.04, 63.12.18.04.01, 63.12.18.04.02, 63.12.18.05, 63.12.18.05.01, 63.12.18.05.02, 63.12.18.06, 63.12.18.06.01 und 63.12.18.06.02 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“

63.12.18.01 Selbstersetzliche Stoffe und Gemische (Typ A oder B) und organische Peroxide (Typ A oder B) 63.12.18.01.01 in Mengen von über 10 Kg	2							
63.12.18.02 Selbstersetzliche Stoffe und Gemische (Typ C, D, E, F) und organische Peroxide (Typ C, D, E, F) 63.12.18.02.01 in Mengen von über 100 Kg	2							
63.12.18.03 Selbstersetzliche Stoffe und Gemische (Typ G) und organische Peroxide (Typ G) 63.12.18.03.01 in Mengen von über 1 T	2							
63.12.18.04 Selbstentzündliche Flüssigkeiten der Kategorie 1 und selbstentzündliche Feststoffe der Kategorie 1 63.12.18.04.01 in Mengen von über 100 Kg und höchstens 1 T	3							
63.12.18.04.02 in Mengen von über 1 T	2							
63.12.18.05 Selbsterhitzungsfähige Stoffe und Gemische der Kategorie 1 63.12.18.05.01 in Mengen von über 100 Kg und höchstens 1 T	3							
63.12.18.05.02 in Mengen von über 1 T	2							
63.12.18.06 Selbsterhitzungsfähige Stoffe und Gemische der Kategorie 2 63.12.18.06.01 in Mengen von über 1 T und höchstens 10 T	3							
63.12.18.06.02 in Mengen von über 10 T	2							

”.

**Art. 103** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.20.01 durch Folgendes ersetzt:

“Ammoniumnitrat: Düngemittel, die von selbst vollständig zerfallen können.

Dies gilt für Mehrnährstoff-/Komplexdünger auf Basis von Ammoniumnitrat (Die Mehrnährstoff-/Komplexdünger auf Basis von Ammoniumnitrat enthalten Ammoniumnitrat und Phosphat und/oder Pottasche), die nach dem Tropftest der Vereinten Nationen (siehe UN-Handbuch über Prüfungen und Kriterien, Teil III, Unterabschnitt 38.2) von selbst vollständig zerfallen können und bei denen der vom Ammoniumnitrat abgeleitete Stickstoffgehalt:

1° gewichtsmäßig zwischen 15,75% und 24,5% liegt und die entweder höchstens 0,4 % organische oder brennbare Stoffe insgesamt enthalten oder den Anforderungen in Anlage III-2 der Verordnung des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über Düngemittel entsprechen;

2° gewichtsmäßig höchstens 15,75% darstellt, ohne Begrenzung hinsichtlich des Gehalts an brennbaren Stoffen.“.

**Art. 104** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.20.02 durch Folgendes ersetzt:

„Ammoniumnitrat: EG-Düngemittel-Qualität:

Dies gilt für Ammoniumnitrat-Einnährstoffdünger und -Mehrnährstoff/Komplexdünger, die den Anforderungen in Anlage III-2 der Verordnung des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über Düngemittel genügen und bei denen der vom Ammoniumnitrat abgeleitete Stickstoffgehalt:

1° gewichtsmäßig über 24,5% liegt, außer bei Gemischen von Ammoniumnitrat-Einnährstoffdüngern mit Dolomit, Kalk und/oder Calciumcarbonat, deren Reinheit mindestens 90 % beträgt;

2° gewichtsmäßig über 15,75% liegt, bei Gemischen aus Ammoniumnitrat und Ammoniumsulfat;

**3° gewichtsmäßig über 28% liegt, bei Gemischen von Ammoniumnitrat-Einnährstoffdüngern mit Dolomit, Kalk und/oder Calciumcarbonat, deren Reinheit mindestens 90 % beträgt.**“.

**Art. 105** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.20.03 durch Folgendes ersetzt:

„Ammoniumnitrat: technische Qualität

Dies gilt für Ammoniumnitrat und Gemische aus Ammoniumnitrat, bei denen der von Ammoniumnitrat abgeleitete Stickstoffgehalt

1° gewichtsmäßig zwischen 24,5% und 28% liegt und die nicht mehr als 0,4% brennbarer Stoffe enthalten;

2° gewichtsmäßig über 28% liegt und die nicht mehr als 0,2% brennbarer Stoffe enthalten;

**3° Dies gilt auch für wässrige Ammoniumnitrat-Lösungen, bei denen die Ammoniumnitrat-Konzentration gewichtsmäßig über 80 % liegt.**“.

**Art. 106** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.20.04 durch Folgendes ersetzt:

„Ammoniumnitrat: Off-Specs-Material (nicht spezifikationsgerechtes Material) und Düngemittel, die den Detonationstest nicht bestehen.

Dies gilt für:

1° zurückgewiesenes Material aus dem Produktionsprozess sowie Ammoniumnitrat und Ammoniumnitrat-Gemische, Ammoniumnitrat-Einnährstoffdünger und -Mehrnährstoff/Komplexdünger nach den Rubriken 63.12.20.02 und 63.12.20.03, die vom Endverbraucher an einen Hersteller, eine Anlage zur vorübergehenden Lagerung oder eine Wiederaufarbeitungsanlage zum Zweck einer Wiederverwertung oder einer Behandlung im Hinblick auf ihre sichere Verwendung zurückgegeben werden oder wurden, weil sie den Anforderungen der Rubriken 63.12.20.02 und 63.12.20.03 nicht mehr genügen;

2° Düngemittel nach der Rubrik 63.12.20.01, erster Gedankenstrich, und nach der Rubrik 63.12.20.02, die den Bedingungen in Anlage III-2 der Verordnung des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über Düngemittel nicht entsprechen.“.

**Art. 107** - In Anlage I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden zwischen die Rubrik 63.21.01.01.03 und die Rubrik 64 die Rubriken 63.12.22, 63.12.22.01, 63.12.22.02, 63.12.22.03, 63.12.22.04 und 63.12.23 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“

63.12.22 Lager für Stoffe und Gemische, die bei Berührung mit Wasser entzündbare Gase entwickeln, Stoffe, die mit Wasser heftig reagieren (EUH014), Stoffe, die bei Berührung mit Wasser giftige Gase entwickeln (EUH029), oder Stoffe, die auf Metalle korrosiv wirken							
63.12.22.01 Lager für: - Stoffe und Gemische, die bei Berührung mit Wasser entzündbare Gase entwickeln - Kat. 1 - Stoffe und Gemische, denen der Gefahrenhinweis EUH014 ("reagiert heftig mit Wasser") zugeordnet wurde	2						
63.12.22.02 Stoffe und Gemische, die bei Berührung mit Wasser entzündbare Gase entwickeln - Kat. 2 und 3 in Mengen von über 50 T	2						
63.12.22.03 Lager für Stoffe und Gemische, denen der Gefahrenhinweis EUH029 ("entwickelt bei Berührung mit Wasser giftige Gase") zugeordnet wurde in Mengen von mindestens 1 T	2						
63.12.22.04 Lager für auf Metalle korrosiv wirkende Stoffe in Mengen von mindestens 100 T	2						

<p>63.12.23 Lager, die einen oder mehrere Stoffe aus der Liste der gefährlichen Stoffe in Anlage I Teil 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 16. Februar 2016 enthalten:</p> <p>Nr. 8 Arsen(III)oxid, Arsen(III)säure oder ihre Salze</p> <p>Nr. 24 Methylisocyanat</p> <p>Nr. 7 Arsen(V)oxid, Arsen(V)säure und/oder ihre Salze</p> <p>Nr. 11 Atemgängige pulverförmige Nickelverbindungen: Nickelmonoxid, Nickeldioxid, Nickelsulfid, Trinickeldisulfid, Dinickeltrioxid</p> <p>Nr. 28 Arsin (Arsentrihydrid)</p> <p>Nr. 27 Karbonyldichlorid (Phosgen) – SCHWELLENWERT N/H 300 Kg/750 Kg</p> <p>Nr. 29 Phosphin (Phosphortrihydrid)</p> <p>Nr. 30 Schwefeldichlorid</p> <p>Nr. 33 nachstehend aufgeführte karzinogene Stoffe oder Gemische, in denen Konzentrationen von gewichtsmäßig über 5% an den nachstehend aufgeführten Karzinogenen vorhanden sind:</p> <p>4-Aminodiphenyl und/oder seine Salze</p> <p>Benzotrichlorid</p> <p>Benzidin und/oder seine Salze</p> <p>Bis(chlormethyl)ether</p> <p>Chlormethylmethylether</p> <p>Dimethylcarbamoylchlorid</p> <p>1,2-Dibrom-3-chlorpropan</p> <p>1,2-Dimethylhydrazin</p> <p>Dimethylnitrosamin</p> <p>Hexamethylphosphorsäuretriamid</p> <p>Hydrazin</p> <p>2-Naphthylamin und/oder seine Salze</p> <p>4-Nitodiphenyl</p> <p>1,3-Propansultone</p> <p>Nr. 23 4,4-Methylen-bis (2-Chloranilin) und/oder seine Salze in Form von Pulver</p> <p>Nr. 32 Polychlordibenzofurane und Polychlordibenzodioxine (einschließlich TCDD), in TCDD-Äquivalenten berechnet mit Ausnahme der in der Rubrik 63.12.16 genannten Lager</p>	2										
---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

”.

#### KAPITEL IV — Bestimmung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches

**Art. 108** - In Anhang VI des verordnungsrechtlichen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. September 2018, wird in Feld 1 das Wort "Faxnummer" durch das Wort "E-Mail-Adresse" ersetzt.

#### KAPITEL V — Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 109** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. April 2007 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen, die auf die Betriebe anwendbar sind, die Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen aufweisen, wird aufgehoben.

**Art. 110** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2019 in Kraft.

Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets laufenden Verwaltungsverfahren werden gemäß den bisherigen Rechtsbestimmungen weitergeführt. Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereichten Anträge auf Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung, Erklärungen, Vorschläge für eine Ergänzung bzw. Änderung der besonderen Betriebsbedingungen, Anträge auf Ergänzung bzw. Änderung der besonderen Betriebsbedingungen oder sonstigen Verwaltungsverfahren, sowie die damit verbundenen administrativen Beschwerden, werden nach den am Tag der Einreichung der oben genannten Akte geltenden Regeln bearbeitet.

Was die in den Artikeln 57 bis 114 des vorliegenden Erlasses erwähnten Abänderungen der bestehenden Rubriken betrifft, werden die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie die damit verbundenen administrativen Beschwerden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln fortgesetzt.

**Art. 111** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Mai 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,  
Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/14846]

**16 MEI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verscheidene besluiten m.b.t. de milieuvergunning**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, de artikelen 3, lid 4, 14, §§ 1, 2 en 6, gewijzigd bij de decreten van 22 november 2007 en 13 maart 2014, 17, leden 1 en 4, gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018, 21, lid 3, 40, § 1, lid 1, § 3, lid 2, § 4, § 6, § 7, leden 1 tot 4, vervangen bij het decreet van 3 februari 2005 en gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, 41, gewijzigd bij de decreten van 13 maart 2014, en 23 juni 2016, 55, § 7, leden 1, 2 en 4, gewijzigd bij de decreten van 4 juli 2002 en 22 november 2007, 60, § 3, 65, § 1, lid 1, gewijzigd bij de decreten van 7 juli 2006, 31 mei 2007 en 22 november 2007, 87, lid 3, en 95, § 1, lid 1, § 3, lid 2, § 4, § 6, § 7, leden 1, 3, 4 en 5, vervangen bij het decreet van 3 februari 2005 en gewijzigd bij de decreten van 22 november 2007 en 20 juli 2016;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen;

Gelet op het reglementair deel van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 april 2007 tot bepaling van de sectorale voorwaarden van toepassing op inrichtingen waar gevaar bestaat voor zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn;

Gelet op het genderrapport opgesteld op 26 november 2019 overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 9 april 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat de Europese Unie op 31 december 2008 Verordening 1272/2008/EEG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels (beter bekend als de "CLP-verordening" voor "Classification, Labelling, Packaging") heeft gepubliceerd; dat deze tekst tot doel heeft de in de Europese Unie toegepaste indeling van de gevaren in overeenstemming te brengen met de internationale regelgevingen; dat deze Verordening hoofdzakelijk gebaseerd is op het door de Verenigde Naties voorgestelde "Global Harmonised System" of mondiaal geharmoniseerd systeem voor de indeling en etikettering van chemische stoffen; dat de harmonisatie van de risicoklassen en de desbetreffende etikettering tot doel heeft de gebruikers een betere bescherming te bieden en de internationale handel te vergemakkelijken; dat de toepassing van de CLP-verordening voorziet in de wijziging en intrekking van de volgende richtlijnen:

1° gewijzigde Richtlijn 67/548/EEG betreffende de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen. Deze richtlijn wordt ook wel DSD-richtlijn genoemd: "Dangerous Substances Directive" ;

2° gewijzigde Richtlijn 1999/45/EG betreffende de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten, beter bekend als "DPD-Richtlijn" voor "Dangerous Preparations Directive";

dat de overgang van het bij bovengenoemde richtlijnen vastgestelde indelingssysteem naar dat van de CLP-verordening tot een herindeling van veel chemische stoffen leidt; dat de CLP-Verordening bijvoorbeeld, waar de oude indeling voorzag in drie klassen voor de acute orale toxiciteit van stoffen (zeer giftig, giftig en schadelijk), vier categorieën in aanmerking neemt (Cat. 1 tot en met Cat. 4)) en dat bovendien geen enkele in de vorige indeling gebruikte drempelwaarde overeenkomt met die van de CLP-Verordening; dat stoffen die als de giftigste zijn ingedeeld, nu worden ingedeeld in categorie 2; dat stoffen die tot twee verschillende klassen (bv. zeer giftig en giftig) behoren, in dezelfde categorie kunnen vallen (in dit geval Cat. 2);

dat deze discrepantie tussen de door de twee classificatiesystemen gebruikte drempelwaarden in alle gevarenposten wordt waargenomen; dat de toepassing van de CLP-Verordening derhalve niet alleen een wijziging van de gebruikte termen (bv. categorieën in plaats van klassen) met zich meebrengt, maar ook een grondige herziening van de verschillende gevarenklassen; dat deze wijzigingen gevolgen hebben voor bepaalde rubrieken van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen.; dat bijvoorbeeld, aangezien de klassen "zeer giftig", "giftig" en "schadelijk" langs orale weg verdwijnen ten gunste van "giftig van categorie 1, 2, 3 of 4", de rubrieken zoals :

1° 63.12.16.01.01 Opgeslagen hoeveelheden stoffen, preparaten of mengsels, ingedeeld als giftig, ander dan agrochemische producten, wanneer de opslagcapaciteit hoger dan of gelijk is aan 0,01 T en minder is dan 0,1 T;

2° 63.12.16.02.01 Opgeslagen hoeveelheden stoffen, preparaten of mengsels beschouwd als giftig (met uitzondering van de vloeibare brandstoffen onder de luchtdruk voor verbrandingsmotoren en van stookolie) ander dan agrochemische producten, wanneer de opslagcapaciteit hoger dan of gelijk is aan 0,01 T en minder is dan 0,1 T;

3° 63.12.16.05.01 Opgeslagen hoeveelheden stoffen, preparaten of mengsels, ingedeeld als zeer corrosief, schadelijk of irriterend ingedeelde, ander dan agrochemische producten, wanneer de opslagcapaciteit hoger dan of gelijk is aan 0,5 T en minder is dan 20 T;

moeten worden herschreven, aangezien de termen die worden gebruikt om de rubriek te selecteren uit de nieuwe regelgeving verdwijnen; dat bovendien, aangezien er vrijwel geen overeenstemming meer bestaat tussen de huidige klassen en de nieuwe categorieën, noch in aantal, noch in termen van hun drempelwaarden, alle betrokken rubrieken opnieuw moeten worden beoordeeld; dat de aanpassing van de rubrieken aan de CLP-Verordening verricht is via:

1° een status quo;

2° een aanpassing van de formulering van de bestaande rubrieken aan de formulering van de CLP-Verordening met behoud van de bestaande drempels;

3° een schepping van rubrieken voor de gevarencategorieën die in het kader van de CLP-nomenclatuur zijn gecreëerd, waarbij de drempels werden gekozen voor soortgelijke risico's die reeds door bovengenoemd besluit van 4 juli 2002 worden bestreken of voor de drempels die door de SEVESO III-richtlijn zijn vastgesteld;

Overwegende dat rubriek 01.39.04 voor de definitie van de gebruikte termen verwijst naar de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren; dat deze wet is opgeheven en vervangen bij het decreet van 4 oktober 2018 betreffende het Waalse Dierenwelzijnwetboek; dat het bijgevolg noodzakelijk is om rubriek 01.39.04 aan te passen zodat er wordt verwezen naar de nieuwe definities van het voornoemde decreet;

Overwegende dat, voor de rubrieken 01.21 en 01.31, in de definitie van de klassen met betrekking tot de milieuvergunningen specifiek voor de schapen- en geitensector, zoals oorspronkelijk bepaald door het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, wat de rubrieken 01.20 tot 01.49.03 betreft, staat te lezen dat, op minder dan 125 m afstand van een kwetsbaar gebied, de definitie van het behoren tot een klasse voor een schapen- of geitenbedrijf inderdaad is geïnspireerd op de definitie betreffende de runderen, een bedrijf van klasse 1 van 501 runderen, schapen of geiten van meer dan zes maanden oud. Boven 125 m wordt deze drempel verhoogd tot 801 schapen of geiten ouder dan 6 maanden;

Overwegende dat bovengenoemd besluit tot doel had de landbouwactiviteiten uitsluitend in te delen op basis van de reukhinder. De vooringenomenheid van de aanpak en de methoden om de klassen te definiëren werden destijds in twijfel getrokken;

Gelet op de daadwerkelijke productie van de schapen- en geitensector, namelijk dat met 1 arbeidseenheid voor ongeveer 400 tot 500 vrouwelijke fokkers (exclusief kaasverwerking of kortsluiting), een bedrijf met 500 schapen of geiten ver verwijderd is van het imago van "industriële" houderij die met de bedrijven van klasse 1 verbonden is;

Overwegende dat de vigerende regels in de naburige regio's en landen zeer uiteenlopend zijn en dat sommige daarvan geen milieuvergunning van klasse 1 vereisen voor schapen- en geitensoorten;

Overwegende dat het behoud van de huidige klasse van deze bedrijven via huidige negatieve gevolgen (beperking van de ontwikkeling van de speculatie met schapen en geiten als hoofdactiviteit, kosten in verband met de aanvraag van een klasse 1-vergunning die niet kan worden gesteund voor een familiebedrijf, enz.) en via potentiële gevolgen (de klasse zou een uitsluitingscriterium kunnen zijn in toekomstige wetsontwerpen) het vermogen van familiebedrijven met schapen- en geitenfokkerijen om hun activiteiten te ontplooiën in gevaar brengt. Er dient aan herinnerd te worden dat de kosten voor het uitvoeren van een effectonderzoek, zoals vereist voor bedrijven van klasse 1, buitensporig hoog zijn;

Gelet op bovenstaande elementen die wijzen op een duidelijke ongelijkheid tussen veespeculaties, onder meer met betrekking tot de reukhinder die ze veroorzaken, is het noodzakelijk om de klasse van deze bedrijven te wijzigen;

Overwegende dat punt 45.12.01 twee fundamenteel verschillende operaties in één afdeling omvat, namelijk het boren en uitrusten van putten voor de opslag van kernafval enerzijds en voor de inontvangstneming van geothermische sondes anderzijds;

Dat deze activiteiten niet dezelfde risico's voor het milieu met zich meebrengen;

Gezien het gebrek aan logica tussen de indeling van een put en de uitrusting van een punt voor het ontvangen van een geothermische sonde van klasse 2 en de installatie van een warmtepomp (rubriek 40.30.02.01), die in klasse 3 wordt ingedeeld;

Overwegende dat het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling nu boorgaten van de stedenbouwkundige vergunning heeft uitgesloten;

Overwegende dat geothermische een belangrijke hernieuwbare energie is, die haar energiereserves uit de grondwatervoorraden van de aarde put. Dat het gaat om een schone en hernieuwbare energie die aan de grote vraag naar energie kan voldoen. Gezien onze energiesituatie en de noodzaak om de impact van de mens op de aarde te verminderen, moet deze energiebron worden aangemoedigd; dit is momenteel niet mogelijk met de indeling in klasse 2.

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 betreffende de erkenning van de personen die een boring verrichten of die putten bestemd voor een toekomstige grondwaterwinning, de installatie van geothermische sondes, de geologische erkenning, de prospectie en de installatie van piëzometers uitrusten, en tot wijziging van diverse besluiten de bescherming van de watervoorraad tijdens het boren, met inbegrip van het boren naar geothermische energie, vervolledigt;

Dat het, gezien de noodzaak om hernieuwbare energie te gebruiken en de bescherming die door het besluit betreffende de erkenning van boormachines wordt toegevoegd, wordt voorgesteld deze rubriek op te splitsen en de indeling ervan te herzien volgens de zone waar de boringen worden uitgevoerd;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning**

**Artikel 1.** In artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt de zin "Alle voorzorgsmaatregelen worden getroffen om ontplofbare atmosferen te voorkomen op de plaatsen waar makkelijk of uiterst ontbrandbare producten worden gebruikt, behandeld of opgeslagen." vervangen door de zin "Alle voorzorgsmaatregelen worden getroffen om ontplofbare atmosferen te voorkomen op de plaatsen waar stoffen die dergelijke atmosferen kunnen doen ontstaan, worden gebruikt, behandeld of opgeslagen.";

2° in het vierde lid worden de woorden "Alle laadplaatsen voor mobiele tanks of brandstofreservoirs worden" vervangen door de woorden "Alle plaatsen voor het laden van brandstof in mobiele tanks of reservoirs worden".

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning**

**Art. 2.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 19 april 2007 en 16 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 2 wordt punt 7° opgeheven;

b) in paragraaf 2 wordt punt 8° punt 7°;

c) paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

"§ 3. Voor de toepassing van afdeling 3 van hoofdstuk II wordt verstaan onder:

1° samenwerkingsakkoord : het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken;

2° inrichting: de onder controle van een exploitant geplaatste gezamenlijke site waar gevaarlijke stoffen aanwezig zijn in één of meer installaties, met inbegrip van de infrastructuur en de gemeenschappelijke of verwante activiteiten. De inrichtingen zijn ofwel lagedrempelinrichtingen, ofwel hogedrempelinrichtingen;

3° lagedrempelinrichting: een inrichting waar gevaarlijke stoffen aanwezig zijn in gelijke of grotere hoeveelheden dan de in kolom 2 van bijlage 1, deel 1 of deel 2 vermelde hoeveelheden, die evenwel niet gelijk zijn aan of hoger liggen dan de in kolom 3 van deel 1 of deel 2 van bijlage 1 bij het samenwerkingsakkoord vermelde hoeveelheden, in voorkomend geval gebruikmakend van de in aantekening 4 bij bijlage 1 bedoelde sommatieregel;

3° hogedrempelinrichting: een inrichting waar gevaarlijke stoffen in hoeveelheden gelijk aan of groter dan de in de kolom 3 van deel 1 of van deel 2 van bijlage 1 bij het samenwerkingscontract vermelde hoeveelheden aanwezig zijn, in voorkomend geval gebruikmakend van de in aantekening 4 van bijlage 1 bedoelde sommatieregel;

5° installatie: een technische eenheid binnen een inrichting en boven- of ondergronds, waar gevaarlijke stoffen worden geproduceerd, gebruikt, gebezigd of opgeslagen, met inbegrip van alle uitrustingen, constructies, leidingen, machines, gereedschappen, private spoorwegemplacementen, laad- en loskades, aanlegsteigers voor de installatie, pieren, depots of soortgelijke, al dan niet drijvende constructies die nodig zijn voor de werking van die installatie;

6° zwaar ongeval: een gebeurtenis, zoals een zware emissie, brand of explosie die het gevolg is van ongecontroleerde ontwikkelingen tijdens de exploitatie van een inrichting waarop dit samenwerkingsakkoord van toepassing is, waardoor hetzij onmiddellijk, hetzij na verloop van tijd ernstig gevaar voor de menselijke gezondheid of het milieu, binnen of buiten de inrichting ontstaat en waarbij één of meerdere gevaarlijke stoffen betrokken zijn;

7° gevaarlijke stof : een onder deel 1 van bijlage 1 vallende of in deel 2 van bijlage 1 bij het samenwerkingscontract opgenomen stof of mengsel, onder meer onder de vorm van grondstof, product, bijproduct, residu of tussenproduct;

8° mengsel : een mengsel of oplossing bestaande uit twee of meerdere stoffen;

9° gevaar : de intrinsieke eigenschap van een gevaarlijke stof of van een fysische situatie die potentieel tot schade voor de menselijke gezondheid of het milieu kan leiden;

10° risico : de waarschijnlijkheid dat een bepaald effect zich binnen een bepaalde periode of onder bepaalde omstandigheden voordoet;

11° opslag : de aanwezigheid van een hoeveelheid gevaarlijke stoffen voor opslag, veilige bewaring of voorraadbewaring;

12° aanwezigheid van gevaarlijke stoffen: de werkelijke of verwachte aanwezigheid van gevaarlijke stoffen in de inrichting, of van gevaarlijke stoffen waarvan redelijkerwijs kan worden voorzien dat ze zouden kunnen ontstaan bij verlies van controle over de processen, met inbegrip van opslagactiviteiten, in een installatie binnen de inrichting, in hoeveelheden, die gelijk zijn aan of groter dan de in deel 1 of deel 2 van bijlage 1 bij het samenwerkingsakkoord vermelde drempelwaarden. Dat omvat ook de in de vergunning toegelaten gevaarlijke stoffen."

**Art. 3.** Artikel 2 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018, wordt vervangen als volgt:

"Art. 2. Het algemene formulier voor de aanvraag van een milieuvergunning wordt aan de hand van het formulier vastgelegd door de Minister van Leefmilieu ingediend.

Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op de teelt en het houden van dieren, zoals bedoeld in de rubrieken 01.20 tot 01.39, 92.53.01 en 92.53.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectenstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een waterwinning, een boring, de uitrusting van een put en een installatie voor de bevoorrading of de proeven voor de kunstmatige bevoorrading van het grondwater, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op de installaties voor de sortering en verzameling, voorbehandeling, verwijdering of nuttige toepassing van afvalstoffen, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op de inrichtingen bedoeld in de richtlijn inzake industriële emissies (IED/IPPC) , bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op het beheer van industriële risico's (uitgezonderd Seveso), bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op de centra voor technische ingraving, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op de verbrandings- en meeverbrandingsinstallaties bedoeld in rubriek 90.24, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op de installaties en activiteiten die broeikasgassen uitstoten, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op de composteerinstallaties wanneer de hoeveelheid opgeslagen stof hoger dan of gelijk is aan 500 m<sup>3</sup>, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op de zwembaden, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op de installaties voor de productie van biomethaan bedoeld in rubriek 93.23.15, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op een beheersplan voor onverkochte voedselproducten, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op energie-efficiëntie, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op de brandstof distributie-installaties die bestemd zijn voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstoffen, zoals bedoeld in rubriek 50.50.04.01, bevat ze, behalve het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op steengroeven, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op de aanvragen voor de lozing van afvalwater van de openbare zuiveringsstations, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op de installaties voor het beheer van winningsafval, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op de terugwinning van grond en steenachtige stoffen bedoeld in rubriek 14.91, 90.28.01 of 90.28.02, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting met één of meerdere stookinstallaties, bevat ze, naast de inlichtingen aangevraagd in het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op een windturbine of een windmolenpark bedoeld in de rubrieken 40.10.01.04.02 en 40.10.01.04.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op GGO ('s) of de pathogene organismen, bevat ze, naast de in het algemene aanvraagformulier aangevraagde inlichtingen, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu."

**Art. 4.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 5.** In artikel 14, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "bij aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "volgens de in artikel 176 van het decreet bedoelde formaliteiten".

**Art. 6.** In artikel 15 van hetzelfde besluit, worden de woorden "bij aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "volgens de in artikel 176 van het decreet bedoelde formaliteiten".

**Art. 7.** In artikel 19 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, 4°, worden de bewoordingen "57 tot" vervangen door de woorden "10, 57 tot";

2° in paragraaf 5, worden de woorden "bedoeld in bijlage XXIII" vervangen door de woorden "bedoeld in het ministerieel besluit van 6 juni 2019 tot vaststelling van een formulier betreffende de inrichtingen betrokken bij richtlijn inzake industriële emissies (IED/IPPC)".

**Art. 8.** Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 20. Het in artikel 40 van het decreet bedoelde beroep wordt aan de Minister van Leefmilieu toegezonden, aan het adres van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. Het wordt vastgesteld aan de hand van het formulier vastgelegd door de Minister van Leefmilieu".

**Art. 9.** In artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2014, worden de woorden "maakt de technische ambtenaar een afschrift over aan" vervangen door de woorden "zendt de technische ambtenaar een afschrift aan".

**Art. 10.** In artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2014, worden de woorden "maakt de overheid die bevoegd is om de milieuvergunning in eerste aanleg af te leveren, de volgende stukken over aan" vervangen door de woorden "zendt de overheid die bevoegd is om de milieuvergunning in eerste aanleg af te leveren, de volgende stukken aan".

**Art. 11.** In artikel 25 van hetzelfde besluit, worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs of maken het over tegen ontvangstbewijs binnen" vervangen door de woorden "volgens de in artikel 176 van het decreet bedoelde formaliteiten".

**Art. 12.** In artikel 27, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 22 januari 2004 en 16 januari 2014, worden de woorden "overeenkomstig bijlage XIX" telkens vervangen door de woorden "dat door de Minister van Leefmilieu vastgesteld is,".

**Art. 13.** Artikel 30 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018, wordt vervangen als volgt:

"Art. 30. Het algemene formulier voor de aanvraag van een globale vergunning wordt aan de hand van het formulier vastgelegd door de Minister van Leefmilieu ingediend.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op de teelt en het houden van dieren, zoals bedoeld in de rubrieken 01.20 tot 01.39, 92.53.01 en 92.53.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectenstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, behalve het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op een waterwinning, een boring, de uitrusting van een put en een installatie voor de bevoorrading of de proeven voor de kunstmatige bevoorrading van het grondwater, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op de installaties voor de sortering en verzameling, voorbehandeling, verwijdering of nuttige toepassing van afvalstoffen, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.



Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op de inrichtingen bedoeld in de richtlijn inzake industriële emissies (IED/IPPC) , bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op het beheer van industriële risico's (uitgezonderd Seveso), bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op de centra voor technische ingraving, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op de verbrandings- en meeverbrandingsinstallaties bedoeld in rubriek 90.24, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op de installaties en activiteiten die de broeikasgassen uitstoten, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op de composteerinstallaties wanneer de hoeveelheid opgeslagen stof hoger dan of gelijk is aan 500 m<sup>3</sup>, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op de zwembaden, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op de installaties voor de productie van biomethaan bedoeld in rubriek 93.23.15, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op een beheersplan voor onverkochte voedselproducten, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op energie-efficiëntie, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op een brandstof distributie-installaties die bestemd zijn voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstoffen, zoals bedoeld in rubriek 50.50.04.01, bevat ze, behalve het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op steengroeven, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op de aanvragen voor de lozing van afvalwater van de openbare zuiveringsstations, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op de installaties voor het beheer van winningsafval, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op de terugwinning van grond en steenachtige stoffen bedoeld in rubriek 14.91, 90.28.01 of 90.28.02, bevat ze, naast het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op een inrichting met één of meerdere stookinstallaties, bevat ze, naast de inlichtingen aangevraagd in het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op een windturbine of een windmolenpark bedoeld in de rubrieken 40.10.01.04.02 en 40.10.01.04.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu.

Als de aanvraag voor een globale vergunning betrekking heeft op GGO ('s) of de pathogene organismen, bevat ze, naast de in het algemene aanvraagformulier aangevraagde inlichtingen, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu."

**Art. 14.** In artikel 31, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "in rubriek 63.12.18 van bijlage I bij het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten" vervangen door de woorden "in bijlage 1 bij het samenwerkingsakkoord".

**Art. 15.** Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 16.** In artikel 36 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 januari 2006, wordt, in de Franse versie, het woord "transmettent" vervangen door het woord "envoient".

**Art. 17.** In artikel 42 van hetzelfde besluit, worden de woorden "bij aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "volgens de in artikel 176 van het decreet bedoelde formaliteiten".

**Art. 18.** In Hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde besluit wordt een onderafdeling 3/1, die artikel 45/1 omvat, ingevoegd, luidend als volgt:

"Onderafdeling 3/1. Minimale inhoud van de adviezen vereist bij de indiening van de aanvragen voor een globale vergunning

Art. 45/1. De in artikel 91 van het decreet bedoelde adviezen omvatten minstens:

1° de identificatie van de geraadpleegde instantie;

2° de referenties van het project;

3° de naam, voornaam en hoedanigheid van de auteur van het advies;

4° de beschrijving van de gevolgen van het project;

5° het onderzoek naar de geschiktheid van het project in het licht van de bevoegdheden van de geraadpleegde instantie;

6° in geval van een gunstig advies, de specifieke voorwaarden die onder de bevoegdheid van de geraadpleegde instantie vallen en waaraan de bouw en de exploitatie van de inrichting onderworpen moeten worden;

7° in geval van ongunstig advies, de redenen die het rechtvaardigen.”.

**Art. 19.** In artikel 46 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de bewoordingen “57 tot” vervangen door de woorden “10, 57 tot”;

2° in paragraaf 5, tweede lid, worden de woorden “bedoeld in bijlage XXIII” vervangen door de woorden “bedoeld in het ministerieel besluit van 6 juni 2019 tot vaststelling van een formulier betreffende de inrichtingen betrokken bij richtlijn inzake industriële emissies (IED/IPPC)”.

**Art. 20.** Artikel 47 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2006, wordt vervangen als volgt:

“Art. 47. Het in artikel 95 van het decreet bedoelde beroep wordt aan de Minister bevoegd voor de globale vergunningen toegeezonden, aan het adres van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. Het wordt vastgesteld aan de hand van het formulier vastgelegd door de Minister van Leefmilieu”.

**Art. 21.** In artikel 49 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 mei 2006 en 16 januari 2014, worden de woorden “maakt gelijktijdig een afschrift van het beroep over aan de administratie Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw en de technische ambtenaar en aan” vervangen door de woorden “zendt gelijktijdig een afschrift van het beroep aan de administratie Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw en de technische ambtenaar”.

**Art. 22.** In artikel 50 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2014, worden de woorden “maakt de overheid die bevoegd is om de unieke vergunning in eerste aanleg af te leveren de volgende stukken over aan de” vervangen door de woorden “zendt de overheid die bevoegd is om de unieke vergunning in eerste aanleg af te leveren de volgende stukken aan de”.

**Art. 23.** In artikel 52, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden “bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs of maken het over tegen ontvangstbewijs binnen” vervangen door de woorden “volgens de in artikel 176 van het decreet bedoelde formaliteiten”.

**Art. 24.** In artikel 56, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 22 januari 2004, 16 januari 2014 en 22 januari 2014, worden de woorden “overeenkomstig bijlage XIX” telkens vervangen door de woorden “,dat door de Minister van Leefmilieu vastgesteld is,”.

**Art. 25.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk II, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 19 april 2007, vervangen als volgt:

“Aanvullende bepalingen betreffende de inrichtingen bedoeld in het samenwerkingsakkoord”.

**Art. 26.** Artikel 59 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 april 2007, wordt vervangen als volgt:

“Art. 59. § 1. Deze afdeling is van toepassing op de in artikel 1, § 3, bedoelde inrichtingen.

§ 2. Deze afdeling is niet van toepassing op:

1° militaire inrichtingen, installaties of opslagplaatsen;

2° gevaren inherent aan ioniserende straling afkomstig van stoffen;

3° het vervoer van gevaarlijke stoffen en de tijdelijke opslag die er rechtstreeks mee verbonden is, via de weg, het spoor, de binnenwateren, zeewateren of de lucht, met inbegrip van laad- en losactiviteiten en de overbrenging naar of van een andere tak van vervoer in havens, op kaden of in spoorwegemplacements, buiten de door deze afdeling bedoelde inrichtingen;

4° het vervoer van gevaarlijke stoffen via pijpleidingen, met inbegrip van pompstations, buiten de onder deze afdeling vallende inrichtingen;

5° de exploitatie, namelijk de prospectie, de winning en de verwerking, van delfstoffen in mijnen en groeven of d.m.v. boringen;

6° de offshore-prospectie en exploitatie van minerale stoffen, met inbegrip van koolwaterstoffen;

7° de opslag van gas op ondergrondse offshore-locaties, of het nu gaat om locaties die gereserveerd zijn voor opslag of om locaties waar de prospectie en exploitatie van minerale stoffen, met inbegrip van koolwaterstoffen, plaatsvindt;

8° de stortplaatsen voor afval, met inbegrip van ondergrondse opslag van afval.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2, 5° en 8°, vallen onder het toepassingsgebied van deze afdeling:

1° de ondergrondse gasopslag op het vasteland in natuurlijke lagen, waterhoudende lagen, zoutholten en verlaten mijnen;

2° de chemische en thermische verwerkingsactiviteiten en de opslag in verband met deze verrichtingen waarbij gevaarlijke stoffen aanwezig zijn;

3° de actieve installaties voor de verwijdering van afvalgesteente, met inbegrip van bezinkingsbekkens van steriele gesteenten, die gevaarlijke stoffen bevatten.”.

**Art. 27.** In artikel 61 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 april 2007 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “inrichting waar gevaarlijke stoffen aanwezig zijn in hoeveelheden gelijk aan of groter zijn die vermeld in kolom 2 en kleiner dan die vermeld in kolom 3 van bijlage I bij het samenwerkingsakkoord” vervangen door het woord “lagedrempelinrichting”;

2° in paragraaf 1 worden de woorden “omschreven worden in bijlage XIII bij dit besluit” vervangen door de woorden “vastgesteld worden door de Minister van Leefmilieu”;

3° in paragraaf 2 worden de woorden “inrichting waar gevaarlijke stoffen aanwezig zijn in hoeveelheden gelijk aan of groter zijn die vermeld in kolom 2 en kleiner dan die vermeld in kolom 3 van bijlage I bij het samenwerkingsakkoord” vervangen door het woord “hogedrempelinrichting”;

4° in paragraaf 2, punt 3°, worden de woorden "worden omschreven in bijlage XIV bij dit besluit" vervangen door de woorden "worden vastgesteld door de Minister van Leefmilieu";

5° in paragraaf 4, eerste lid, worden de punten 1° tot 3° vervangen als volgt:

"1° de verbouwing of de uitbreiding ernstige gevolgen kan hebben wat betreft de gevaren voor zware ongevallen of;

2° de verbouwing of de uitbreiding de hoeveelheid aanwezige gevaarlijke stoffen aanzienlijk verhoogt of;

3° de verbouwing of de uitbreiding de aard of de fysische vorm van de aanwezige gevaarlijke stoffen aanwezig duidelijk wijzigt;

4° de verbouwing of de uitbreiding de processen die de gevaarlijke stoffen uitvoert, duidelijk wijzigt." ;

6° in paragraaf 4 wordt het derde lid vervangen als volgt:

"De criteria voor de bepaling van de begrippen "belangrijke implicatie, aanzienlijke verhoging en wijziging" worden door de Minister van Leefmilieu vastgesteld."

**Art. 28.** In artikel 62 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 19 april 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "waar gevaarlijke stoffen aanwezig zijn in hoeveelheden gelijk aan of groter dan de drempels vermeld in de delen 1 en 2 van bijlage I bij het samenwerkingsakkoord" opgeheven;

2° in het eerste lid worden de woorden "voor advies overgelegd aan het DPA1 en aan de " Service régional d'Intervention " vervangen door de woorden "voor advies overgelegd aan de Directie Industriële, Geologische en Mijnrisico's en aan de gewestelijke brandweerdienst";

3° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 29.** In artikel 72, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 worden de woorden "één van het stortingsbewijs of van het debetbericht" vervangen door de woorden "een bewijs van de storting".

**Art. 30.** In artikel 73 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt de zin "Als het advies niet binnen de gestelde termijn wordt gezonden, wordt het geacht gunstig te zijn." opgeheven.

**Art. 31.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 73/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 73/1. De in artikel 41 van het decreet bedoelde adviezen omvatten minstens:

1° de identificatie van de geraadpleegde instantie;

2° de referenties van het project;

3° de naam, voornaam en hoedanigheid van de auteur van het advies;

4° de beschrijving van de gevolgen van het project;

5° het onderzoek naar de geschiktheid van het project in het licht van de bevoegdheden van de geraadpleegde instantie;

6° in geval van een gunstig advies, de eventuele aanvullende voorwaarden die onder de bevoegdheid van de geraadpleegde instantie vallen en waaraan de bouw en de exploitatie van de inrichting onderworpen moeten worden;

7° in geval van ongunstig advies, de redenen die het rechtvaardigen."

**Art. 32.** In artikel 81 van hetzelfde besluit, worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "volgens de in artikel 176 van het decreet bedoelde formaliteiten".

**Art. 33.** In artikel 83 van hetzelfde besluit, worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "volgens de in artikel 176 van het decreet bedoelde formaliteiten".

**Art. 34.** Artikel 85 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 85. Het in artikel 55, § 7, van het decreet bedoelde beroep wordt aan de Minister van Leefmilieu toegezonden, aan het adres van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. Het wordt vastgesteld aan de hand van het formulier vastgelegd door de Minister van Leefmilieu."

**Art. 35.** In artikel 86 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 22 januari 2004 en 16 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs gestuurd of tegen ontvangstbewijs" vervangen door de woorden "volgens de in artikel 176 van het decreet bedoelde formaliteiten";

2° in paragraaf 1, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

"Het beroep wordt ter kennis van het publiek gebracht overeenkomstig de modaliteiten voorzien in artikel D. 29-22, § 2, van Boek I van het Milieuwetboek en in paragraaf 4 van dit artikel." ;

3° in paragraaf 3, worden de woorden "bezorgt de Minister van Leefmilieu zijn syntheserapport met de ingewonnen adviezen en een voorstel van beslissing" vervangen door de woorden "zendt zijn syntheserapport met de ingewonnen adviezen en een voorstel van beslissing aan de Minister van Leefmilieu".

**Art. 36.** In artikel 88, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "maakt het gemeentebestuur ze voor advies over" vervangen door de woorden "zendt het gemeentebestuur ze voor advies".

**Art. 37.** In Hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt een afdeling 6ter, die artikel 89quinquies omvat, ingevoegd, luidend als volgt:

"Afdeling 6ter. Overdracht

Art. 89quinquies. Het formulier betreffende de in artikel 60 van het decreet bedoelde overdracht wordt opgesteld door middel van een door de Minister van Leefmilieu vastgesteld formulier."

**Art. 38.** In artikel 95bis, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2006, worden de woorden "in bijlage XXII bij dit besluit gaat" vervangen door de woorden "door de Minister van Leefmilieu wordt vastgesteld".

**Art. 39.** Artikel 95*decies* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2016, wordt vervangen als volgt:

"Art. 95*decies*. Op basis van de ingewonnen adviezen stuurt de technisch ambtenaar, indien hij de bevoegde overheid is, zijn beslissing aan de exploitant en aan het gemeentecollege van elke gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gelegen is, binnen een termijn van 110 dagen na de zending van zijn voorstel overeenkomstig artikel 65, § 5, van het decreet."

**Art. 40.** In artikel 96 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "volgens de in artikel 176 van het decreet bedoelde formaliteiten";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "van het aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "van de in paragraaf 1 bedoelde informatie".

**Art. 41.** In artikel 97 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "het aangetekend schrijven" worden vervangen door de woorden "de informatie";

2° de woorden "die overeenkomstig artikel 65, § 2, van het decreet advies heeft uitgebracht" worden opgeheven.

**Art. 42.** Afdeling 9 van hetzelfde besluit wordt afdeling 8.

**Art. 43.** In artikel 110 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2004, worden de woorden "bij gewone post" opgeheven.

**Art. 44.** In artikel 117 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 11 juli 2013 en 16 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de bewoordingen "58, § 2, 4° et 5°, en § 3" ingevoegd tussen de bewoordingen "1, 29°" en "61";

2° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

"§ 2. De technisch ambtenaar bedoeld in artikel 65, § 8°, van het decreet is de toezichthoudend ambtenaar. " ;

3° in paragraaf 3 worden de woorden "de artikelen 65, § 1, en 72, § 1, tweede lid," vervangen door de woorden "de artikelen 58, § 2, 4° en 5°, en § 3, 65, §§ 2 tot 7, en 72, § 1, tweede lid,";

4° paragraaf 4 wordt opgeheven.

**Art. 45.** Onderafdeling 8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 46.** In artikel 120 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 5 opgeheven.

**Art. 47.** Artikel 120*ter* van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De in artikel 176, tweede lid, van het decreet bedoelde ambtenaren zijn de directeur van de buitendirectie van het Departement Vergunningen en Machtigingen van de gemeente waarbij de aanvraag is ingediend als het gaat om een aanvraag of een aangifte, en de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu als het gaat om een beroep."

**Art. 48.** De bijlagen bij hetzelfde besluit worden opgeheven met uitzondering van de bijlage X en XIX*bis*.

**HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen**

**Art. 49.** In artikel 3*ter* van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 april 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 september 2018, worden de woorden "bij het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de risico's van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken" vervangen door de woorden "bij het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, in voorkomend geval gebruikmakend van de in noot 4 bij bijlage 1 bij dit samenwerkingsakkoord bedoelde sommatieregel".

**Art. 50.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden de rubrieken 01.21.01.01 tot 01.21.02.03 vervangen als volgt:

«

01.21.01.01 van 6 tot 500 dieren	3							
01.21.01.02 van meer dan 501 tot 2000 dieren	2			DDR				
01.21.01.03 meer dan 2001 dieren	1	X		DDR				
01.21.02. Huisvestingsgebouw of elke andere huisvestingsinfrastructuur niet opgenomen in rubriek 01.21.01, met een capaciteit van :								
01.21.02.01 van 11 tot 800 dieren	3							
01.21.02.02 van meer dan 801 tot 2000 dieren	2			DDR				
01.21.02.03 meer dan 2001 dieren	1	X		DDR				

».

**Art. 51.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden de rubrieken 01.31.01.01 tot 01.31.02.03 vervangen als volgt:

«

01.31.01.01 van 6 tot 500 dieren	3						I
01.31.01.02 van meer dan 501 à 2000 dieren	2			DDR			S
01.31.01.03 van meer dan 2001 dieren	1	X		DDR, DPS			S
01.31.02 Huisvestingsgebouw of elke andere huisvestingsinfrastructuur niet opgenomen in rubriek 01.31.01, met een capaciteit van :							
01.31.02.01 meer dan 11 à 800 dieren	3						I
01.31.02.02 meer dan 801 à 2000 dieren	2						S
01.31.02.03 van meer dan 2001 dieren	1	X		DPS			S

».

**Art. 52.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden, in rubriek 01.39.04, de woorden "in artikel 3 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren" vervangen door de woorden "in het Waalse Dierenwelzijn".

**Art. 53.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden de rubrieken 01.49.01.01 tot 01.49.01.01.03 vervangen als volgt:

«

01.49.01.01 Opslag in silo's en/of in bulk van graangewassen, graankorrels en andere voederproducten of van elk ander organisch product dat ontvlambare stoffen kan bevatten of dan een ontvlambare atmosfeer kan veroorzaken: 01.49.01.01.01 met een capaciteit hoger dan 50 m <sup>3</sup> en lager dan of gelijk aan 500 m <sup>3</sup> voor silo's zonder bovengalerij, damplanksilo's, verticale silo's, enz. met uitzondering van vlakke silo's.	3						
01.49.01.01.02 met een capaciteit hoger dan 500 m <sup>3</sup> voor silo's zonder bovengalerij, damplanksilo's, verticale silo's, enz. met uitzondering van vlakke silo's.	2						
01.49.01.01.03.....met een capaciteit hoger dan 50m <sup>3</sup> voor vlakke silo's	3						
01.49.01.01 Opslag in silo's en/of in bulk van graangewassen, graankorrels en andere voederproducten of van elk ander organisch product dat ontvlambare stoffen kan bevatten of dan een ontvlambare atmosfeer kan veroorzaken: 01.49.01.01.01 met een capaciteit hoger dan 50 m <sup>3</sup> en lager dan of gelijk aan 500 m <sup>3</sup> voor silo's zonder bovengalerij, damplanksilo's, verticale silo's, enz. met uitzondering van vlakke silo's.	3						
01.49.01.01.02 met een capaciteit hoger dan 500 m <sup>3</sup> voor silo's zonder bovengalerij, damplanksilo's, verticale silo's, enz. met uitzondering van vlakke silo's	2						
01.49.01.01.03.....met een capaciteit hoger dan 50m <sup>3</sup> voor vlakke silo's	3						

».

**Art. 54.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden de rubrieken 24.13.05 tot 24.13.05 vervangen als volgt:

«

24.13.05 Productie van gevaarlijke zouten door chemische of biologische omzetting van stoffen of groepen van stoffen met gevaarlijke eigenschappen als bedoeld in 63.12.16, als de geïnstalleerde productiecapaciteit: 24.13.05.01 kleiner dan of gelijk aan 50.000t/jaar	2		X				
24.13.05.02 hoger is dan 50.000t/jaar	1	X	X	AWAC			

24.13.05 Productie van gevaarlijke zouten door chemische of biologische omzetting van stoffen of groepen van stoffen met gevaarlijke eigenschappen als bedoeld in 63.12.16, als de geïnstalleerde productiecapaciteit: 24.13.05.01 kleiner dan of gelijk aan 50.000t/jaar	2		X					
24.13.05.02 hoger is dan 50.000t/jaar	1	X	X	AWAC				
24.13.05 Productie van gevaarlijke zouten door chemische of biologische omzetting van stoffen of groepen van stoffen met gevaarlijke eigenschappen als bedoeld in 63.12.16, als de geïnstalleerde productiecapaciteit: 24.13.05.01 kleiner dan of gelijk aan 50.000t/jaar	2		X					
24.13.05.02 hoger is dan 50.000t/jaar	1	X	X	AWAC				
24.13.05 Productie van gevaarlijke zouten door chemische of biologische omzetting van stoffen of groepen van stoffen met gevaarlijke eigenschappen als bedoeld in 63.12.16, als de geïnstalleerde productiecapaciteit:								

».

**Art. 55.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt, in het opschrift van rubriek 24.61.01, het woord "jachtpatronen" vervangen door de woorden "patronen voor handvuurwapens".

**Art. 56.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt rubriek 24.61.02 vervangen als volgt:

"Het laden van patronen voor zwart kruit wapens door particulieren voor eigen gebruik met opslag waarvan de capaciteit beperkt is tot:

- a) 5 kg (nettogewicht) rookvrij poeder in de vorm van korrels of kruit;
- b) 2 kg (nettogewicht) vrij zwart poeder in de vorm van korrels of kruit;
- c) patronen voor handvuurwapens, voor kalibers waarvoor de exploitant een vergunning heeft overeenkomstig de Wapenwet, tot een maximum van 10 kg poeder dat zich daarin bevindt;
- d) 10.000 slaghoedjes voor patronen voor handvuurwapens en lichte wapens;
- e) patroonhulzen, leeg, met ontsteker in bepaalde hoeveelheid."

**Art. 57.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt er tussen rubriek 24.70.02 en rubriek 24.9, de rubrieken 24.75, 24.75.01 en 24.75.02 ingevoegd, luidend als volgt:

«

24.75..... Productie, gebruik en vernieuwing van nanomaterialen zoals bepaald in het koninklijk besluit van 27 mei 2014 betreffende het op de markt brengen van stoffen geproduceerd in nanoparticulaire toestand 24.75.01..... wanneer de totale geproduceerde hoeveelheid hoger is dan 5t/jaar	2							
24.75.02..... wanneer de totale geproduceerde of omgepakte hoeveelheid hoger is dan 3t/jaar	2							
24.75..... Productie, gebruik en vernieuwing van nanomaterialen zoals bepaald in het koninklijk besluit van 27 mei 2014 betreffende het op de markt brengen van stoffen geproduceerd in nanoparticulaire toestand 24.75.01..... wanneer de totale geproduceerde hoeveelheid hoger is dan 5t/jaar	2							
24.75.02..... wanneer de totale geproduceerde of omgepakte hoeveelheid hoger is dan 3t/jaar	2							
24.75..... Productie, gebruik en vernieuwing van nanomaterialen zoals bepaald in het koninklijk besluit van 27 mei 2014 betreffende het op de markt brengen van stoffen geproduceerd in nanoparticulaire toestand 24.75.01..... wanneer de totale geproduceerde hoeveelheid hoger is dan 5t/jaar	2							
24.75.02..... wanneer de totale geproduceerde of omgepakte hoeveelheid hoger is dan 3t/jaar	2							

».

**Art. 58.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden, in het opschrift van rubriek 45.12.01, de woorden "bestemd voor de opslag van kernafval of om geothermische sondes te ontvangen" opgeheven.

**Art. 59.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt er tussen rubriek 45.12.01 en rubriek 45.12.02, de rubrieken 45.12.01.01, 45.12.01.02 en 45.12.01.03 ingevoegd, luidend als volgt:

«

45.12.01.01 bestemd voor de opslag van kernafval	2			DESO, DEBD, DRIGM, DPS				
45.12.01.02 bestemd om geothermische sondes te ontvangen en gelegen in een ondergronds waterwinningsgebied.	2							
45.12.01.02 bestemd om geothermische sondes te ontvangen en gelegen buiten een ondergronds waterwinningsgebied.	3							

».

**Art. 60.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden, in het opschrift van rubriek 63.12.02, de woorden "of dat een ontvlambaar atmosfeer kan veroorzaken" ingevoegd tussen de woorden "dat ontvlambare stoffen" en de woorden "kan bevatten".

**Art. 61.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.02.01 aangevuld met de woorden "voor silo's zonder bovengalerij, damplanksilo's, verticale silo's, enz. met uitzondering van vlakke silo's".

**Art. 62.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.02.02 aangevuld met de woorden "voor silo's zonder bovengalerij, damplanksilo's, verticale silo's, enz. met uitzondering van vlakke silo's".

**Art. 63.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt er tussen rubriek 63.12.02.02 en rubriek 63.12.03 een rubriek 63.12.02.03 ingevoegd, luidend als volgt:

«

63.12.02.03.....met een capaciteit hoger dan 50m <sup>3</sup> voor vlakke silo's	3							
--	---	--	--	--	--	--	--	--

».

**Art. 64.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt rubriek 63.12.04 vervangen als volgt:

«

63.12.04 Brandbare vaste stoffen (opslag van), met uitzondering van hout								
--	--	--	--	--	--	--	--	--

».

**Art. 65.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 worden, tussen rubriek 63.12.04 en rubriek 63.12.05, de rubrieken 63.12.04.01, 63.12.04.02, 63.12.04.02.01 en 63.12.04.02.02 ingevoegd, luidend als volgt:

«

63.12.04.01..... Vaste brandstoffen naar bestemming (opslagen hoeveelheden) wanneer de opslagcapaciteit groter is dan 5t	3					0,5	
63.12.04.02 Ontvlambare vaste stoffen van categorie 1 of 2 (opslagen hoeveelheden) wanneer de opslagcapaciteit: 63.12.04.02.01 hoger is dan 50 kg en kleiner is dan 5t	3					0,5	
63.12.04.02.02 gelijk is aan of hoger is dan 5t	2					0,5	
63.12.04.01..... Vaste brandstoffen naar bestemming (opslagen hoeveelheden) wanneer de opslagcapaciteit groter is dan 5t	3					0,5	
63.12.04.02 Ontvlambare vaste stoffen van categorie 1 of 2 (opslagen hoeveelheden) wanneer de opslagcapaciteit: 63.12.04.02.01 hoger is dan 50 kg en kleiner is dan 5t	3					0,5	
63.12.04.02.02 gelijk is aan of hoger is dan 5t	2					0,5	

».

**Art. 66.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 worden, in rubriek 63.12.05.06, de woorden "Verordening (EG) nr. 1774/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 3 oktober 2002 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten" vervangen door de woorden "Verordening (EG) nr. 1069/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten en afgeleide producten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1774/2002".

**Art. 67.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 worden, in rubriek 63.12.05.07, de woorden "Verordening (EG) nr. 1774/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 3 oktober 2002 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten" vervangen door de woorden "Verordening (EG) nr. 1069/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten en afgeleide producten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1774/2002".

**Art. 68.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.06.02 vervangen als volgt:

"Opgeslagen hoeveelheden springstoffen, met uitzondering van degene die particulieren bezitten en binnen de grenzen bedoeld in bijlage IV, waarvan de inhoud beperkt is tot:

1° 500 kg poeder in patronen voor handvuurwapens van risicosubklasse 1.4S;

2° 200.000 stukken slaghoedjes van risicosubklasse 1.4S bestemd voor de lading van patronen voor handvuurwapens zonder poeder (type Flobert) van risicosubklasse 1.4S;

3° 10 kg vrij poeder in korrels of kruit waarvan maximum 2 kg zwart poeder;

4° patroonhulzen, leeg, met ontsteker in bepaalde hoeveelheid van risicosubklasse 1.4S."

**Art. 69.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.06.03 vervangen als volgt:

"Opgelegde hoeveelheden vuurwerk van de categorieën F1 en F2 voor de verkoop aan particulieren of van pyrotechnische artikelen voor de verkoop aan theaters van het generieke type niet-elektrisch ontvlambare bengaalvuren of niet-elektrisch ontvlambare rook, alsmede andere pyrotechnische artikelen van categorie P1 voor voertuigen, met een capaciteit van pyrotechnische samenstelling, uitgedrukt in gewicht:"

**Art. 70.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt er tussen rubriek 63.12.06.03 en rubriek 63.12.06.04, de rubrieken 63.12.06.03.01 en 63.12.06.03.02 ingevoegd, luidend als volgt:

«

63.12.06.03.01 kleiner dan of gelijk aan 150kg	3							
63.12.06.03.02 hoger dan 150 kg en kleiner dan of gelijk aan 1 t	2							

».

**Art. 71.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden, in het opschrift van rubriek 63.12.06.06, de cijfers "63.12.06.03" vervangen door de cijfers "63.12.06.03.01, 63.12.06.03.02".

**Art. 72.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt rubriek 63.12.06.09 een klasse 2.

**Art. 73.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden, tussen rubriek 63.12.06.10 en rubriek 63.12.06.11.02, de rubrieken 63.12.06.11 en 63.12.06.11.01 ingevoegd, luidend als volgt:

«

63.12.06.11 Gebruik van zwart poeder op feestelijke, historische of folkloristische evenementen in een hoeveelheid: 63.12.06.11.01 kleiner dan of gelijk aan 50kg	3							
--	---	--	--	--	--	--	--	--

».

**Art. 74.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.08 vervangen als volgt:

"Opgeslagen hoeveelheden gassen onder druk (samengeperste, vloeibaar gemaakte, gekoelde of opgelost gehouden gassen) die niet uitdrukkelijk vermeld worden in een andere rubriek:"

**Art. 75.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden, in het opschrift van rubriek 63.12.08.01.01, de woorden "of meer" opgeheven.

**Art. 76.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt rubriek 63.12.08.01.02 opgeheven.

**Art. 77.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden, in het opschrift van rubriek 63.12.08.03, de woorden "die niet uitdrukkelijk vermeld worden in een andere rubriek," ingevoegd tussen de woorden "Gassen in verplaatsbare ontvangers" en de woorden "als het totale volume ervan hoger is dan 500 l".



**Art. 78.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden, tussen rubriek 63.12.08.03 en rubriek 63.12.09, de rubrieken 63.12.08.04, 63.12.08.04.01, 63.12.08.04.02, 63.12.08.05.01, 63.12.08.05.01.01, 63.12.08.05.01.02, 63.12.08.05.02, 63.12.08.05.02.01 en 63.12.08.05.02.02, ingevoegd, luidend als volgt:

«

63.12.08.04 Vaste of mobiele reservoirs van ontvlambare gassen, categorieën 1 en 2, die niet uitdrukkelijk vermeld worden in een andere rubriek waarvan de totale hoeveelheid (nettogewicht: gewicht van de stof zonder verpakking): 63.12.08.04.04 hoger dan of gelijk is aan 25 kg en lager is dan 250 kg	3						
63.12.08.04.02 hoger is dan of gelijk is aan 250 kg	2						
63.12.08.05.01 Opslagen hoeveelheden ontvlambare aerosolen, categorie 1, wanneer de totale hoeveelheid (nettogewicht: gewicht van de stof zonder verpakking): 63.12.08.05.01.01 hoger dan 50 kg en lager dan of gelijk aan 500 kg	3						
63.12.08.05.01.02 hoger is dan 500 kg	2						
63.12.08.05.02 Opslagen hoeveelheden ontvlambare aerosolen, categorie 2, wanneer de totale hoeveelheid (nettogewicht: gewicht van de stof zonder verpakking): 63.12.08.05.02.01 hoger dan 500 kg en lager dan of gelijk aan 5 t	3						
63.12.08.05.02.02 hoger is dan 5 t	2						

».

**Art. 79.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden, in het opschrift van rubriek 63.12.09, de woorden "of brandbare" opgeheven.

**Art. 80.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.09.01 vervangen als volgt:

"van categorie 1 waarvan de opslagcapaciteit:".

**Art. 81.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.09.02 vervangen als volgt:

"van categorie 2, met inbegrip van benzine of alternatieve brandstoffen die voor hetzelfde doel worden gebruikt en die vergelijkbare ontvlambaarheidseigenschappen hebben, waarvan de opslagcapaciteit:".

**Art. 82.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.09.03 vervangen als volgt:

"van categorie 3, met inbegrip van vloeistoffen met een vlampunt hoger dan 55 °C en lager dan of gelijk aan 75 °C, zoals gasolie, dieselbrandstof en lichte stookolie en brandbare vloeistoffen met een vlampunt hoger dan 60 °C en waarvan de opslagcapaciteit:

**Art. 83.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.09.04 vervangen als volgt:

"Opslag van weinig brandbare vloeistoffen met een vlampunt boven 93 °C en waarvan de opslagcapaciteit:".

**Art. 84.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.09.05 vervangen als volgt:

"Gemengde opslagen hoeveelheden ontvlambare vloeistoffen van categorie 1 of ontvlambare vloeistoffen van categorie 2 of ontvlambare vloeistoffen van categorie 3 of brandstoffen met een vlampunt hoger dan 60 °C en lager dan 93 °C of weinig brandbare vloeistoffen met een laag vlampunt hoger dan 93 °C, wanneer de totale equivalente nominale capaciteit van de opslagplaats:

De totale gelijkwaardige nominale capaciteit wordt berekend als volgt :

$$Q_{\text{équivalente totale}} = 10 A + B + \frac{C}{5} + \frac{D}{10}$$

R.01 is de capaciteit betreffende vloeistoffen die voldoen aan kenmerken van rubriek 63.12.09.01;

R.02 is de capaciteit betreffende vloeistoffen die voldoen aan kenmerken van rubriek 63.12.09.02;

R.03 is de capaciteit betreffende vloeistoffen die voldoen aan kenmerken van rubriek 63.12.09.03;

R.04 is de capaciteit betreffende vloeistoffen die voldoen aan kenmerken van rubriek 63.12.09.04".

**Art. 85.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.16 vervangen als volgt:

“Opslagen hoeveelheden vaste, vloeibare of gasvormige stoffen en mengsels”.

**Art. 86.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.16.01 vervangen als volgt:

“Acuut toxisch, categorie 1, uit alle blootstellingsroutes wanneer de opslagcapaciteit”.

**Art. 87.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt rubriek 63.12.06.02 rubriek 63.12.16.02.01. Het opschrift van deze nieuwe rubriek 63.12.16.02.01 wordt vervangen als volgt:

“Vaste, vloeibare of gasvormige stoffen en mengsels met:

1° een acute toxiciteit, categorie 2 (alle blootstellingsroutes);

2° een specifieke toxiciteit voor bepaalde doelorganen bij eenmalige blootstelling (STOT SE) van categorie 1 waarvan de hoeveelheid:”.

**Art. 88.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt de voormalige rubriek 63.12.16.02.01 rubriek 63.12.16.02.01.01.

**Art. 89.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt rubriek 63.12.16.02.02 rubriek 63.12.16.02.01.02.

**Art. 90.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden, tussen rubriek 63.12.16.02.01.02 en rubriek 63.12.16.03, de rubrieken 63.12.16.02.02, 63.12.16.02.02.01 en 63.12.16.02.02.02 ingevoegd, luidend als volgt:

«

63.12.16.02.02 Vaste, vloeibare of gasvormige stoffen en mengsels met: - een acute toxiciteit, categorie 3 (alle blootstellingsroutes); 63.12.16.02.02.01 hoger dan of gelijk aan 1 t en lager dan 5 t	3							
63.12.16.02.02.02 hoger dan of gelijk aan 5 t	2							

».

**Art. 91.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt rubriek 63.12.06.03 rubriek 63.12.16.02.01. Het opschrift van deze nieuwe rubriek 63.12.16.03.01 wordt vervangen als volgt:

“Vaste stoffen, vloeistoffen en gassen (nettogewicht): Brandstof van categorie 1 waarvan de hoeveelheid:

**Art. 92.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt rubriek 63.12.16.03.01 rubriek 63.12.16.03.01.01. Het opschrift van deze nieuwe rubriek 63.12.16.03.01.01 wordt vervangen als volgt:

“hoger dan of gelijk is aan 25 kg en lager is dan 250 kg”.

**Art. 93.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt rubriek 63.12.16.03.02 rubriek 63.12.16.03.01.02. Het opschrift van deze nieuwe rubriek 63.12.16.03.01.01 wordt vervangen als volgt:

“hoger is dan of gelijk is aan 250 kg”.

**Art. 94.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden, tussen rubriek 63.12.16.03.01.02 en rubriek 63.12.16.04, de rubrieken 63.12.16.03.02, 63.12.16.03.02.01 en 63.12.16.03.02 ingevoegd, luidend als volgt:

«

63.12.16.03.02 Vaste stoffen, vloeistoffen. Brandstoffen van categorie 2 of 3 waarvan de hoeveelheid: hoger dan of gelijk is aan 25 kg en lager is dan 1 t	3							
63.12.16.03.02.02 hoger is dan of gelijk is aan 1 t	2							

».

**Art. 95.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt rubriek 63.12.06.04 rubriek 63.12.16.04.01. Het opschrift van deze nieuwe rubriek 63.12.16.04.01 wordt vervangen als volgt:

“Gevaarlijk voor het aquatisch milieu waarvan de totale hoeveelheid die in de installatie aanwezig kan zijn (met uitzondering van de vloeibare brandstoffen onder de luchtdruk voor verbrandingsmotoren en van stookolie)”.

**Art. 96.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt rubriek 63.12.16.04.01 rubriek 63.12.16.04.01.01.

**Art. 97.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt rubriek 63.12.16.04.02 rubriek 63.12.16.04.01.02.

**Art. 98.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden, tussen de nieuwe rubriek 63.12.16.04.01.02 en rubriek 63.12.16.05, de rubrieken 63.12.16.04.02, 63.12.16.04.02.01, 63.12.16.04.02.02, 63.12.16.04.03, 63.12.16.04.03.01 en 63.12.16.04.03.02 ingevoegd, luidend als volgt:

«

63.12.16.04.02 Gevaarlijk voor het aquatisch milieu van categorie 2, chronisch waarvan de totale hoeveelheid die in de installatie aanwezig kan zijn (met uitzondering van de vloeibare brandstoffen onder de luchtdruk voor verbrandingsmotoren en van stookolie): 63.12.16.04.02.01 hoger is dan of gelijk is aan 0,8 t en lager dan 8 t	3							
63.12.16.04.02.02 hoger is dan of gelijk is aan 8 t	2							
63.12.16.04.03 Gevaarlijk voor het aquatisch milieu van categorie 2, chronisch waarvan de totale hoeveelheid die in de installatie aanwezig kan zijn (met uitzondering van de vloeibare brandstoffen onder de luchtdruk voor verbrandingsmotoren en van stookolie): 63.12.16.04.03.01 hoger is dan of gelijk is aan 1,6 t en lager dan 16 t	3							
63.12.16.04.03.02 hoger is dan of gelijk is aan 16 t	2							

».

**Art. 99.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.16.05 vervangen als volgt:

“Stoffen en mengsels ingedeeld als volgt:

1° corrosie veroorzakend, huidcorrosie Categorie 1 (A, B, C):

2° ernstig oogletsel categorie 1;

3° acute toxiciteit (alle routes - categorie 4) ;

4° huidirritatie van categorie 2 veroorzaakt;

5° oogletsel/irritatie categorie 2;

6° specifieke toxiciteit voor bepaalde doelorganen bij eenmalige blootstelling (STOT SE) van categorie 3;

7° specifieke toxiciteit voor bepaalde doelorganen bij eenmalige blootstelling (STOT RE) van categorie 1 of 2;

8° gevaren voor de gezondheid op lange termijn;

9° toxiciteit voor de voortplanting (effect op of via de borstvoeding)”.

**Art. 100.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.16.05.01 vervangen als volgt:

“hoger is dan of gelijk is aan 0,5 t en lager dan 20 t”.

**Art. 101.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt rubriek 63.12.18 ingevoegd als volgt:

«

63.12.18 Zelfontledende, voor zelfverhitting vatbare stoffen en mengsels, organische peroxiden of pyrofore vloeistoffen								
---	--	--	--	--	--	--	--	--

».

**Art. 102.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden, tussen rubriek 63.12.18 en rubriek 63.12.19, de rubrieken 63.12.18.01, 63.12.18.01.01, 63.12.18.02, 63.12.18.02.01, 63.12.18.03, 63.12.18.03.01, 63.12.18.04, 63.12.18.04.01, 63.12.18.04.02, 63.12.18.05, 63.12.18.05.01, 63.12.18.05.02, 63.12.18.06, 63.12.18.06.01 en 63.12.18.06.02, ingevoegd, luidend als volgt:

«

63.12.18.01 Zelfontledende stoffen en mengsels (type A of B) en organische peroxiden (type A of B) 63.12.18.01.01 in hoeveelheden hoger dan 10 kg	2							
63.12.18.02 Zelfontledende stoffen en mengsels (type C, D, E, F) en organische peroxiden (type C, D, E, F) 63.12.18.02.01 in hoeveelheden hoger dan 100 kg	2							
63.12.18.03 Zelfontledende stoffen en mengsels (type G) en organische peroxiden (type G) 63.12.18.03.01 in hoeveelheden hoger dan 1 t	2							

63.12.18.04 Pyrofore vloeistoffen van categorie 1 en pyrofore vaste stoffen van categorie 1 63.12.18.04.01 in hoeveelheden hoger dan 100 kg en kleiner dan of gelijk aan 1 t	3						
63.12.18.04.02 in hoeveelheden hoger dan 1 t	2						
63.12.18.05 Voor zelfverhitting vatbare stoffen en mengsels, categorie 1 63.12.18.05.01 in hoeveelheden hoger dan 100 kg en kleiner dan of gelijk aan 1 t	3						
63.12.18.05.02 in hoeveelheden hoger dan 1 t	2						
63.12.18.06 Voor zelfverhitting vatbare stoffen en mengsels, categorie 2 63.12.18.06.01 in hoeveelheden hoger dan 1 t en kleiner dan of gelijk aan 10 t	3						
63.12.18.06.02 in hoeveelheden hoger dan 10 t	2						

».

**Art. 103.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.20.01 vervangen als volgt:

“Ammoniumnitraat (5 000/10 000): meststoffen die in staat zijn tot zelfonderhoudende ontleding

Dit is van toepassing op gemengde/samengestelde ammoniumnitraatmeststoffen (een gemengde/samengestelde meststof bevat ammoniumnitraat met fosfaat en/of kaliumcarbonaat) die in staat zijn tot zelfonderhoudende ontleding overeenkomstig de VN-goottest (zie Manual of Tests and Criteria, Part III, sub-section 38.2) en waarin het stikstofgehalte afkomstig van het ammoniumnitraat:

1° 5,75 - 24,52 gewichtsprocent of minder is en die niet meer dan 0,4 % in totaal aan brandbare/organische stoffen bevatten of die voldoen aan de voorschriften van bijlage III bij Richtlijn (EG) nr. 2003/2003 van het Europees Parlement en de Raad van 13 oktober 2003 inzake meststoffen;

2° 15,75 gewichtsprocent of minder en een onbepaalde hoeveelheid brandbare stoffen.”.

**Art. 104.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.20.02 vervangen als volgt:

“Ammoniumnitraat: meststofkwaliteit:

Dit is van toepassing op enkelvoudige ammoniumnitraatmeststoffen en op gemengde/samengestelde ammoniumnitraatmeststoffen die voldoen aan de eisen van bijlage III-2 bij Richtlijn (EG) nr. 2003/2003 van het Europees Parlement en de Raad van 13 oktober 2003 inzake meststoffen, waarin het stikstofgehalte afkomstig van het ammoniumnitraat

1° hoger is dan 24,5 gewichtsprocent, met uitzondering van mengsels van enkelvoudige ammoniumnitraatmeststoffen en dolomiet, kalksteen en/of calciumcarbonaat met een zuiverheidsgraad van ten minste 90 %;

2° hoger is dan 15,75 gewichtsprocent voor mengsels van ammoniumnitraat en ammoniumsulfaat;

**3° hoger is dan 28 gewichtsprocent, met uitzondering van mengsels van enkelvoudige ammoniumnitraatmeststoffen en dolomiet, kalksteen en/of calciumcarbonaat met een zuiverheidsgraad van ten minste 90 %.”.**

**Art. 105.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.20.03 vervangen als volgt:

“Ammoniumnitraat : technisch zuivere stof

Dit is van toepassing op ammoniumnitraat en ammoniumnitraatmengsels waarin het stikstofgehalte, afkomstig van het ammoniumnitraat:

1° gelegen is tussen 24,5 en 28 gewichtsprocent en die maximaal 0,4 % aan brandbare stoffen bevatten;

2° hoger is dan 28 gewichtsprocent en die maximaal 0,2 % aan brandbare stoffen bevatten;

**3° Dit is ook van toepassing op waterige ammoniumnitraatoplossingen met een ammoniumnitraatconcentratie van meer dan 80 gewichtsprocent.”.**

**Art. 106.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt het opschrift van rubriek 63.12.20.04 vervangen als volgt:

“Ammoniumnitraat: „off-specs-materiaal” en meststoffen die niet voldoen aan de eisen van de detonatietest.

Dit is van toepassing op:

1° afgekeurd materiaal afkomstig uit het fabricageproces en op ammoniumnitraat en ammoniumnitraatmengsels, enkelvoudige ammoniumnitraatmeststoffen en gemengde/samengestelde ammoniumnitraatmeststoffen als bedoeld in de rubrieken 63.12.20.02 en 63.12.20.03, die van de eindgebruiker zijn of worden geretourneerd aan een fabrikant, een installatie voor tijdelijke opslag of een herverwerkingsinstallatie voor herverwerking, recycling of behandeling met het oog op een veilig gebruik omdat de stoffen niet langer voldoen aan de specificaties van de rubrieken 63.12.20.02 en 63.12.20.03;

2° meststoffen als bedoeld in rubriek 63.12.20.01, eerste streepje, en rubriek 63.12.20.03 die niet voldoen aan de voorschriften van bijlage III-2 bij Richtlijn (EG) nr. 2003/2003 van de raad van 13 oktober 2003 inzake meststoffen.”.

**Art. 107.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden, tussen rubriek 63.21.01.01.03 en rubriek 64, de rubrieken 63.12.22, 63.12.22.01, 63.12.22.02, 63.12.22.03, 63.12.22.04 en 63.12.23 ingevoegd, luidend als volgt:

«

63.12.22. Opgeslagen hoeveelheden stoffen en mengsels die in contact met water ontvlambare gassen ontwikkelen, stoffen die hevige reacties met water veroorzaken (EUH014), stoffen die in contact met water giftige gassen (EU029) of bijtende stoffen voor metalen afgeven							
63.12.22.01 Opgeslagen hoeveelheden: - stoffen en mengsels die in contact met water brandbare gassen ontwikkelen – cat 1, - stoffen of mengsels waaraan de gevarenaanduiding EUH014 (hevige reactie met water) is toegekend	2						
63.12.22.02 Opgeslagen hoeveelheden stoffen en mengsels die in contact met water ontvlambare gassen ontwikkelen – cat 2 en 3 in hoeveelheden hoger dan 50 t	2						
63.12.22.03 Opgeslagen hoeveelheden stoffen en mengsels die de EUH029-gevarenaanduiding dragen (bij contact met water ontstaan giftige gassen) in hoeveelheden hoger dan of gelijk aan 1 t	2						
63.12.22.04 Opgeslagen hoeveelheden bijtende stoffen voor metalen in hoeveelheden hoger dan of gelijk aan 100 t	2						
63.12.23 Opslagplaatsen die een of meerdere stoffen bevatten die zijn opgenomen in bijlage I, deel 2 - gevaarlijke stoffen die zijn aangewezen in de samenwerkingsovereenkomst van 16 februari 2016: Nr. 8 Diarseen trioxide, arseen(III)zuur en/of zouten daarvan Nr. 24 Methylisocyanaat Nr. 7 Diarseen pentoxide, arseen(V)zuur en/of zouten daarvan Nr. 11 Inhaleerbare poedervormige nikkelverbindingen: nikkelfmonoxide, nikkeldioxide, nikkel-sulfide, trinikkeldisulfide, dinikkeltioxide Nr. 28 arseenwaterstof (arseentrihydride) Nr. 27 carbonyldichloride (fosgeen) – DREMPEL B/H 300kg/750 kg. Nr. 29 fosfine (fosforzuuranhydride), Nr. 30 Zwaveldichloride, Nr. 33 de volgende carcinogenen of mengsels die de volgende carcinogenen bevatten in concentraties van meer dan 5 gewichtsprocent: 4-Aminobifenyl (p-bifenylamine) en de zouten daarvan Benzotrichloride Benzidine en/of de zouten daarvan, Bis(chloormethyl)oxide Chloormethylether, Dimethylcarbamoylechloride, 1,2-dibroom-3-chloorpropaan, 1,2-dimethylhydrazine, Dimethylnitosamine, Hexamethylfosforzuurtriamide, Hydrazine, 2-Naftylamine en/of de zouten daarvan, 4-Nitrobifenyl, 1,3-propaansulton, Nr. 23 4, 4' – poedervormige 4,4-methyleenbis (2-chlooraniline) en/of zouten daarvan Nr. 32 Polychloordibenzofuranen en polychloordibenzodioxinen (inclusief TCDD) uitgedrukt in TCDD-equivalent Met uitzondering van de opslag bedoeld in rubriek 63.12.16.	2						

».

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het reglementair deel van Boek I van het Milieuwetboek*

**Art. 108.** In bijlage VI bij het reglementair deel van Boek I van het Milieuwetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2018, wordt, in het eerste vak, het woord "Faxnummer" vervangen door het woord "E-mailadres".

HOOFDSTUK V. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 109.** Het besluit van de Waalse Regering van 19 april 2007 tot bepaling van de sectorale voorwaarden van toepassing op inrichtingen waar gevaar bestaat voor zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn, wordt opgeheven.

**Art. 110.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2019.

De administratieve procedures die aan de gang zijn op het ogenblik van inwerkingtreding van dit besluit worden overeenkomstig het vroegere recht verdergezet. De aanvragen voor milieuvergunningen of voor een globale vergunning, de aangiften, de voorstellen tot aanvulling of wijziging van de bijzondere uitbatingsvoorwaarden, de aanvragen tot aanvulling of wijziging van de bijzondere uitbatingsvoorwaarden of de andere administratieve stappen die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend, alsook de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van bovenvermelde akten.

Wat betreft de wijzigingen van de bestaande rubrieken bedoeld in de artikelen 57 tot 114 van dit besluit, worden de vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

**Art. 111.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 mei 2019.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

---

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2019/204479]

**28 MAI 2019. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement spécifique des crédits accordés par la Société wallonne du Crédit social et par les guichets du crédit social**

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;

Vu le contrat de gestion 2013-2018 conclu entre la Région wallonne et la Société wallonne du Crédit social, prolongé par décision du Gouvernement du 8 novembre 2018 et l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 prolongeant pour une durée de six mois le contrat de gestion 2013-2018 de la Société wallonne du Crédit social;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et des guichets du crédit social;

Vu l'arrêté ministériel du 22 janvier 2016 portant approbation du règlement spécifique des crédits accordés par la Société wallonne du Crédit social et par les guichets du crédit social;

Vu le règlement spécifique des crédits accordés par la Société wallonne du Crédit social et les guichets du crédit social approuvé le 16 mai 2019 par le Conseil d'administration de la Société wallonne du Crédit social,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le règlement spécifique des crédits accordés par la Société wallonne du Crédit social et les guichets du crédit social, ci-annexé, est approuvé.

**Art. 2.** L'arrêté ministériel du 22 janvier 2016 portant approbation du règlement spécifique des crédits accordés par la Société wallonne du Crédit social et par les guichets du crédit social est abrogé. Il reste toutefois d'application pour les dossiers immatriculés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2019.

Namur, le 28 mai 2019.

V. DE BUE

---

**ANNEXE**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Considérations générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Présentation - Généralités

La Société wallonne du crédit social et les Guichets du crédit social octroient des crédits, aux conditions du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits, tel qu'approuvé par le Gouvernement.

**Art. 2.** Définitions

Outre les définitions reprises dans l'arrêté du GW du 16/05/2019, il convient d'entendre pour l'application du présent règlement par :

a) « Valeur vénale du bien », la valeur actuelle déterminée par un expert désigné par la Société, dans l'état dans lequel le bien se trouve au moment de l'expertise, augmentée d'une valorisation des travaux éventuels financés. La société prêteuse peut, pour toute demande de crédit, imposer une expertise selon le modèle fourni par la Société. L'expertise est réalisée par un expert de la Société ou par un expert agréé par elle.